

***Actualisation de l'Évaluation Intermédiaire du  
Programme Opérationnel Intégré de la Région  
Autonome de Valence (POICV) 2000-2006***

***- R É S U M É   E X É C U T I F -***



## Sommaire

|             |                                                                                                         |           |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I.</b>   | <b>INTRODUCTION .....</b>                                                                               | <b>3</b>  |
| <b>II.</b>  | <b>ANALYSE DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS<br/>DE L'ÉVALUATION INTERMÉDIAIRE 2003 .....</b>        | <b>3</b>  |
| <b>III.</b> | <b>ANALYSE DE LA RÉALISATION FINANCIÈRE ET PHYSIQUE<br/>ET DE L'EFFICACITÉ DU POICV 2000-2006 .....</b> | <b>8</b>  |
| III.1.      | Efficacité financière .....                                                                             | 8         |
| III.2.      | Efficacité physique .....                                                                               | 15        |
| III.3.      | Évaluation et prévisions sur le POICV .....                                                             | 22        |
| III.4.      | Projection des résultats .....                                                                          | 23        |
| III.5.      | Efficacité du Programme .....                                                                           | 23        |
| <b>IV.</b>  | <b>LES BUTS ATTEINTS ET L'INCIDENCE DES ACTIONS SUR<br/>LES CHAMPS D'ACTION DU PROGRAMME .....</b>      | <b>24</b> |
| IV.1.       | Contexte économique de la Région de Valence .....                                                       | 24        |
| IV.2.       | Les domaines d'impact .....                                                                             | 29        |
| IV.3.       | Évaluation des effets attendus par domaine d'impact .....                                               | 41        |
| IV.4.       | Impact Macroéconomique .....                                                                            | 42        |
| IV.5.       | Contribution à la Stratégie Européenne sur l'Emploi .....                                               | 44        |
| <b>V.</b>   | <b>ANALYSE DES PRINCIPES HORIZONTAUX .....</b>                                                          | <b>44</b> |
| V.1.        | Le principe horizontal d'Environnement .....                                                            | 44        |
| V.2.        | Le principe horizontal d'Égalité des Chances .....                                                      | 48        |
| <b>VI.</b>  | <b>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....</b>                                                             | <b>51</b> |
| VI.1.       | Conclusions .....                                                                                       | 51        |
| VI.2.       | Identification des besoins et défis à relever pour le<br>développement régional .....                   | 56        |

## Résumé Exécutif

### Sommaire des Conclusions, recommandations et considérations

#### I. Introduction

Dans ce premier chapitre, nous passons en revue les principales analyses réalisées dans le cadre de l'Étude d'Actualisation de l'Évaluation Intermédiaire du **POICV 2000-2006**. Il est fait référence aux résultats les plus significatifs dans chacun des aspects considérés: analyse de l'application des recommandations de l'évaluation intermédiaire antérieure, étude des réalisations financières et physiques au cours des quatre premières années du **POICV**, effets du programme sur les principaux domaines d'impact et analyse du degré d'intégration des principes horizontaux du **POICV**. Nous y résumons par ailleurs les principales conclusions tirées et la proposition de recommandations en vue d'une nouvelle période de programmation 2007-2013.

#### II. Analyse de l'application des recommandations de l'évaluation intermédiaire 2003

L'Évaluation Intermédiaire du POICV 2000-2006, qui a été faite dans la première moitié 2003, a permis de dégager quelques recommandations en vue d'améliorer divers aspects du POICV. Elles portent concrètement sur les six aspects suivants: programmation, gestion, suivi, exécution, paiements et évaluation.

La présente étude prétend vérifier le degré d'application des recommandations formulées ces deux dernières années, en identifiant les principaux agents impliqués, les moyens utilisés, les contraintes et les défis à relever pour les prochaines années.

L'information nécessaire pour connaître les progrès réalisés en ce qui concerne les recommandations de l'évaluation intermédiaire est obtenue tout d'abord de l'information documentaire disponible (rapports annuels, compléments de Programme, propositions de reprogrammation; conclusions des Comités de Suivi). Un travail rigoureux sur le terrain a en outre été mené avec les organes gestionnaires et coordinateurs du POICV pour obtenir l'information primaire additionnelle pour répondre aux considérations de l'évaluation.

Le questionnaire qui a été utilisé est à l'Annexe 2, de même que la liste des gestionnaires interrogés.

Des 21 recommandations émises, on en a retenu un sous-ensemble de 10 de caractère général et de 7 spécifiques du Fonds Social Européen (FSE), dont 3 qui coïncident et sur lesquelles a été réalisé un examen plus détaillé sur les fiches jointes à l'annexe 1.

Des 3 recommandations relatives à l'amélioration des procédés de programmation et de planification, nous avons retenu la 2 et la 3. La première est d'ailleurs spécifique du FSE. Les résultats de leur application sont résumés ci-après:

- **Recommandation 2 (Évaluation préalable à l'application du principe d'égalité entre hommes et femmes. D.G de la Femme. S'efforcer de divulguer et d'informer les institutions sur les mécanismes pour intégrer le principe d'égalité des chances):** On détecte toujours la nécessité de faire une évaluation préalable pour garantir l'intégration du principe des chances. Cette étude doit être généralisée pour pouvoir connaître les problèmes spécifiques que rencontrent les femmes de tous les champs d'application des Fonds Structuraux, pour détecter les lignes prioritaires d'action et établir des recommandations pour les intégrer dans toutes les mesures du Programme Opérationnel. Toutefois, quelques actions ont été menées pour améliorer la connaissance de la situation de la femme: le livre "Évaluation de Politiques Publiques"; les Plans d'Égalité (2003)", le Guide sur l'Égalité des Chances dans le cadre de l'application des Fonds Européens, l'Étude sur la typologie des femmes au chômage et demandeurs d'emploi, en fonction de leur formation et de leur qualification professionnelle, de leur localisation géographique et de leur âge.
- **Recommandation 3 (Réduire le numéro de bénéficiaires finaux):** Au Comité de Suivi de juin 2004 a été approuvé la proposition de simplification, consistant à proposer la Generalitat Valenciana (Gouvernement autonome) comme seule bénéficiaire du POICV.

Des 6 recommandations relatives à l'amélioration de la gestion opératoire on en a retenu 3 de caractère général (les 4, 5 et 8) et une du FSE (la 6). Les principales conclusions sont les suivantes:

- **Recommandation 4 (Plus grande implication de la Direction Générale des Fonds Communautaires dans le FSE et le FEOGA-O, au sein du POICV 2000-2006).** Les responsables régionaux avertissent que l'objectif de fonctionnement conjoint entre les fonds européens n'a pas été pleinement atteint, même si au niveau régional il a mieux fonctionné qu'au niveau national et même européen. Par ailleurs, l'Autorité de Gestion signale que selon les structures administratives de l'AGE, ses fonctions sont celles de coordination et co-responsabilité, entre autres, comme le définit le document du Programme.
- **Recommandation 5 (Meilleure communication entre les Administrations Publiques, la Direction Générale d'Économie et l'Administration Générale de l'État, et entre les différents bénéficiaires finaux).** Au Comité de Suivi de juin 2004 il a été mis en évidence, d'une manière explicite, que les canaux de communication et la coordination entre l'autorité de gestion et les autres entités fonctionnent bien. Bien que les canaux de communication aient connu une amélioration, il est nécessaire de continuer à encourager cette communication. On réclame une plus grande participation dans la prise de décisions finales, qui donnerait une réponse à la recommandation d'informer, de faire prendre conscience et de recueillir l'avis des organes d'exécution
- **Recommandation 6 (FSE) (Meilleure information pour intégrer le principe d'égalité).** Les actions menées dans ce sens sont: Les programmes d'Égalité développés par le Gouvernement Autonome de Valence (PIO 1997-2000/2001-2004) diffusés à travers le web de la Direction Générale de la Femme; l'étude sur l'évaluation de la

mise en œuvre et du degré d'accomplissement des objectifs et des actions, publiée dans le livre "Évaluation des politiques publiques: Les Plans d'Égalité"; cours pour les gestionnaires du POICV en matière d'égalité des chances. Toutefois, les actions de diffusion et de sensibilisation doivent être intensifiées entre les organes gestionnaires et les autres agents impliqués.

- **Recommandation 8 (Formation et Information sur l'intégration du principe d'environnement).** Le Manuel de procédure pour la gestion du POICV 2000-2006 en matière environnementale élaboré par la Generalitat Valenciana en 2003 va permettre le suivi environnemental des interventions structurelles. Parallèlement, assistance, suivi continu et journées formatives sur l'intégration du principe sont proposés. Dans le cadre du FSE, l'implantation du "Module de Sensibilisation Environnementale" est de plus en plus importante dans tous les domaines de formation.

Quant au suivi des actions du POICV, les recommandations retenues sont la 12, de caractère général, et la 10 et la 13 du FSE. Les principales idées considérées sont résumées ci-après.

- **Recommandation 10 (Coordination d'applications informatiques (FINA, SERAFIN) pour transférer directement les données et éviter la lenteur du suivi individualisé).** En 2003 et 2004 on a continué de travailler au perfectionnement et à l'extension fonctionnelle du Système Informatique FONDOS 2000. Un sous-système de gestion a été créé pour permettre de suivre chaque opération. Le centre des Systèmes d'Information du Conseil d'Économie, des Finances et d'Emploi continue de travailler à la mise en œuvre de SERAFIN, application informatique pour le recueil détaillé d'indicateurs physiques des actions du FSE, sous l'égide de la D.G d'Économie. La mise en œuvre de SERAFIN et son intégration dans le sous-système FINA permettront d'améliorer la coordination des actions financées par les Fonds Structurels à et favorisera le processus de transmission de données, qui sera plus rapide et facilitera la détection d'erreurs.
- **Recommandation 12 (Révision d'indicateurs mal quantifiés. Mesures: 1.3, 1.7, 2.2, 2.3, 2.4, 3.2, 3.5, 3.6, 3.9, 3.10, 4.1.12, 4.5.16, 5.3, 5.5, 5.7, 5.9, 7.8).** Au comité de suivi de juin 2004, divers indicateurs du Complément du Programme, dont les valeurs de référence pour toute la période de programmation avaient été fixées d'une façon erronée, ont été révisés. Des mesures financées avec des fonds FEDER, lors de la troisième et dernière actualisation du complément du programme, les recommandations suivantes ont été révisées: 1.1, 1.3, 1.7, 1.10, 2.2, 2.3, 2.4, 2.5, 2.7, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 3.6, 3.8, 4.1.1, 5.1, 5.3, 5.4, 5.5, 5.7, 5.9, 6.1, 6.5, 9.1. Quant au FSE, la reprogrammation d'indicateurs de la troisième actualisation du Complément de Programme affecte toutes les mesures associées à ce fonds, tandis que ceux qui se réfèrent au FEOGA n'ont pas été modifiés. Toutefois, au dernier Comité de Suivi de juin 2005, divers indicateurs des mesures 7.5 et 3.10 (FEOGA-O) et 6.1, 6.3, 6.4 et 1.3 (FEDER) ont été révisés.
- **Recommandation 13 (Inclure des indicateurs d'environnement et d'égalité des chances. Mesures: 1.7, 1.8, 1.10, 2.1, 3.8, 4.1.14, 4.2, 4.5.18, 5.6, 7.3).** Dans les mesures indiquées dans l'évaluation Intermédiaire, qui peuvent inclure des indicateurs montrant l'intégration des priorités horizontales, les changements sont limités. On a révisé les valeurs objectives de certains de ceux qui existaient déjà, on en a incorporé deux nouveaux, d'environnement, et aucun lié à l'égalité des

chances. Cette proposition pourrait être retenue dans l'élaboration du nouveau programme 2007-2013.

Quant à la capacité d'absorption financière (exécution), on a choisi trois recommandations de caractère général (15, 16 et 18) et deux liées au FSE, dont la 16, commune aux deux.

- **Recommandation 15 (Reprogrammation de mesures de faible exécution. Transfert de ressources de la mesure 42.9 à la 45, de la 7.3 à la 7.8 et reprise en compte de l'axe 3).** La reprogrammation approuvée au Comité de Suivi de juin 2004, a affecté, non seulement les mesures proposées mais aussi la quasi-totalité du POICV. La reprogrammation a permis d'orienter les ressources disponibles vers les besoins du programme, en évitant des décalages importants entre les niveaux d'exécution. On a réduit les crédits assignés à la mesure 42.9 de 97%. Le niveau d'exécution se situe donc à 82%. On a augmenté les ressources destinées à l'axe 45, notamment à la mesure 45.16, de 46,5%. La mesure 5.6 a subi une réduction de ressources de 57%. Le transfert de crédits de la mesure 7.3 à la 7.8, suggéré dans l'évaluation intermédiaire, a été mis en évidence dans le processus de reprogrammation<sup>1</sup>. Quant à l'axe 3, il se produit une redistribution très importante du total des ressources, sans en réduire la dépense publique totale.
- **Recommandation 16 (FSE) (Favoriser le contact avec des associations et centres gestionnaires pour appuyer les groupes prioritaires. La femme immigrée doit être un objectif prioritaire de l'axe 45 et des interventions du FSE en général).** Il a été constaté qu'il y a des agents sociaux impliqués pour la planification et l'exécution des actions et que, depuis 2003, on a insisté davantage sur les itinéraires d'emploi. Par ailleurs, à travers les Plans Intégraux pour l'Emploi, un contact est établi avec des organismes que l'on appelle "promoteurs d'emploi", très liés aux groupes dont le but est la réalisation d'itinéraires pour les groupes défavorisés qui ont pour but l'accès au travail.
- **Recommandation 17 (FSE) (Diffusion des actions de formation professionnelle)** On remarque une importante amélioration de la diffusion des stages de formation qui se reflète dans le nombre élevé d'élèves inscrits. Quant au travail d'assistance, on a mené des études qui permettent de connaître les besoins des demandeurs et, par ailleurs, on bénéficie du soutien du Programme Opérationnel d'Encouragement de l'Emploi, qui assure des tâches complémentaires du POICV moyennant des actions préalables aux stages de Formation Professionnelle des chômeurs.
- **Recommandation 18 (Meilleure diffusion d'activités à travers des publications périodiques. Dynamiser le plan d'Information et de Publicité).** Le manuel "Plan d'actions d'information et publicité et manuel d'aide au bénéficiaire final" de la D.G. d'Économie fournit les outils permettant d'améliorer l'information et la publicité du POICV par les gestionnaires. Ce manuel: a) émet un diagnostic réaliste de la situation de départ, en identifiant les besoins et les manques, b) définit les objectifs et les effets que l'on cherche à atteindre grâce à son exécution, c) propose les canaux

---

<sup>1</sup> Cette reprogrammation a été renforcée à la réunion du Comité de Suivi de juin 2005 qui a approuvé une diminution pour la mesure 7.3 de l'aide FEOGA de 8,03 millions d'euros pour 2005 et 2006 et une augmentation de la 7.1 de 11,9 millions de FEOGA-O (avec sa variation correspondante du Coût Éligible Total). Il en a été de même pour la mesure 1.2 dont la programmation a été renforcée par une assignation extra de 4,1 millions d'euros de FEOGA pour 2005 et de 3,9 pour 2006.

d'information adaptés pour chaque action, d) détermine les ressources disponibles et e) délimite les actions concrètes en leur assignant des priorités. Le développement des sites web des organismes impliqués favorise également les tâches de divulgation des activités financées par des Fonds Européens.

Pour finir, on a amplement commenté la dernière recommandation liée au FSE.

- **Recommandation 21 (Base de données des destinataires finaux des aides à l'emploi pour évaluer l'impact des aides sur l'actualisation de l'évaluation)** La qualité de l'information disponible fournie par les responsables de la gestion du FSE s'est améliorée. Elle est dotée de tous les champs nécessaires (y compris le n° de téléphone des ultimes bénéficiaires) permettant d'évaluer l'impact des aides. La nouvelle base de données du FSE, SERAFÍN, reprendra tout ce type d'information qui facilitera les travaux d'enquête dans de futurs processus d'évaluation.

Les **conclusions** tirées du contact avec les organes gestionnaires, en ce qui concerne les recommandations, sont les suivantes:

1. La connaissance des recommandations par les organes gestionnaires n'a pas été généralisée; dans la plupart des cas, elles ont été connues tardivement. Ceux qui avaient participé au processus d'évaluation avaient une meilleure connaissance que ceux qui se sont incorporés à leur poste actuel plus récemment. Cependant, les recommandations ont été mises en œuvre à la suite de la reprogrammation avant qu'il n'ait été identifié que l'origine se trouvait dans l'évaluation intermédiaire 2003.
2. Les recommandations portent sur tous les domaines du POICV, de la programmation à l'exécution ou aux principes horizontaux. Dans ce sens, elles sont considérées pertinentes et suffisamment justifiées dans l'analyse. La réponse est unanime à ce sujet entre les gestionnaires.
3. 70% des 21 recommandations formulées dans l'évaluation intermédiaire ont été effectivement appliquées. Celles qui se rapportent à la programmation ont été pour la plupart mises à exécution. Les lacunes les plus importantes se trouvent au chapitre des indicateurs physiques. Bien qu'il y ait eu des modifications dans la valeur objective, les indicateurs proposés, relatifs à l'environnement, n'ont pas tous été incorporés et aucun de ceux qui se rapportent à l'égalité des chances.
4. La reprogrammation 2004 a permis de mieux ajuster les ressources aux besoins.
5. **Il y a la capacité nécessaire** pour les appliquer dans la plupart des cas, mais les moyens matériels et les ressources humaines sont faibles.

Quelques **recommandations** relatives à la programmation et à la planification sont proposées quant au travail qui a été fait:

1. Il serait bon, à l'avenir, que les résultats de cette étude soient transmis à tous les organes gestionnaires et que l'on vérifie ensuite qu'ils connaissent l'état du POICV. Concrètement, il faudrait promouvoir de nouveaux mécanismes de diffusion des résultats (p.ex. des Comités de diffusion du travail, une participation active à la revue de diffusion de la GV). On pourrait ainsi instrumenter plus facilement les mesures correctives ou consolider les progrès réalisés.

2. Réaliser des études, des rapports et des travaux rigoureux et pratiques qui amélioreraient la connaissance de la situation de la Région de Valence et qui permettraient de déterminer l'intensité des difficultés détectées et les solutions éventuellement appliquées (p.ex., Égalité des Chances, nouveaux gisements d'emploi)
3. Il est nécessaire de disposer de plus de personnel spécialisé pour mettre en oeuvre tous les objectifs du **POICV 2000-2006**. Le manque de ressources humaines limite la mise en œuvre de nouvelles initiatives de la part des gestionnaires.

### III. Analyse de la réalisation financière et physique et de l'efficacité du POICV 2000-2006

#### III.1. Efficacité financière

La **reprogrammation** effectuée au cours de 2004 a permis de réduire les ressources associées aux mesures qui offraient le plus de difficultés d'exécution et d'augmenter ceux associés aux mesures qui s'exécutaient à bon rythme et offraient plus de possibilités les années suivantes.

Cette reprogrammation a eu deux autres conséquences. L'efficacité financière des mesures qui ont consisté à diminuer les ressources a augmenté, tandis que celle des mesures qui ont consisté à injecter plus de crédits a légèrement diminué. Quant aux projections de résultats basés sur cette dernière donnée, elles peuvent sous-évaluer le potentiel de croissance dans les années restantes du POICV.

Les Axes 3 et 6 (Environnement, milieu naturel et ressources hydriques, et Réseaux de transport et d'énergie), qui comportent le plus gros coût à choisir total ont vu croître le total des crédits dans la reprogrammation. Le premier renfermait toutefois l'un des niveaux les plus bas d'exécution dans l'évaluation intermédiaire. La Generalitat Valenciana, elle, a proposé une réduction de l'aide FEDER tandis que la part d'aide FEDER gérée par l'Administration Centrale est restée invariable. Cependant l'apport national a augmenté ainsi que le coût à choisir pour les mesures 3.1 et 3.2, tandis qu'il a diminué pour la 3.6; en raison de l'importance qu'elle avait dans la politique nationale des ressources hydriques.

Sur le graphique 1 (A), on remarque que, à part une légère chute sur l'Axe 7, tous les autres gagnent grâce à la réserve d'efficacité distribuée aussi dans la reprogrammation, qui s'élève à un total de 120 millions d'euros. Dans la partie B du même graphique, on remarque les légers changements dans les poids relatifs des différents axes.

#### L'efficacité financière 2000-2004

Le tableau 1 reprend les principales données relatives à l'efficacité financière par axe d'actions dans la période 2000-2004. On remarque une correspondance très étroite entre les chiffres de programmation de toute la période (2000-2006) et de la période objet d'analyse (2000-2004). Le rythme de programmation est correct, et l'on ne détecte qu'une différence de plus de 9% d'avance sur l'Axe 4 I.

En termes de paiements (phase T), l'efficacité financière moyenne du **POICV** se situe à 79,52% (graphique 2) quant à la programmation jusqu'en décembre 2004, et à 54,81% (ligne

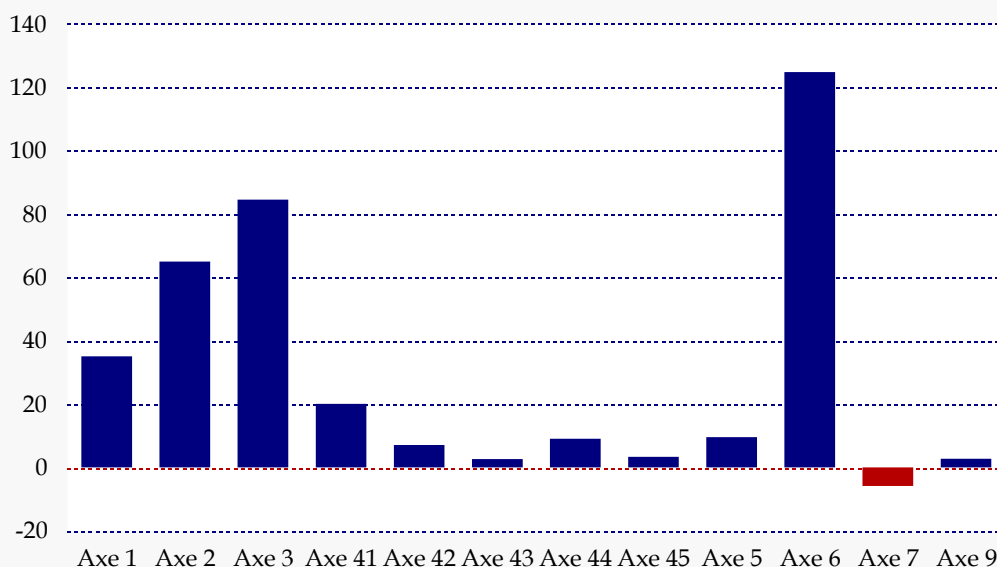
rouge) quant au total prévu pour l'ensemble de la période. Ce retard représente un total de 640 millions d'euros et, en termes relatifs, 20,48% par rapport à la quantité programmée jusqu'à la fin de 2004. Le principal responsable en est l'Axe 3, avec 541 millions d'euros.

Toutefois, ce résultat est considéré satisfaisant. Le retard peut être dû à la phase des paiements parce que, en termes d'engagements (phase AD), l'efficacité dépasse les 100%. En outre, en termes de paiements, la période peut s'étaler jusqu'à 2008, ce pourquoi, en 2004, nous ne serions qu'à la moitié de la période d'exécution.

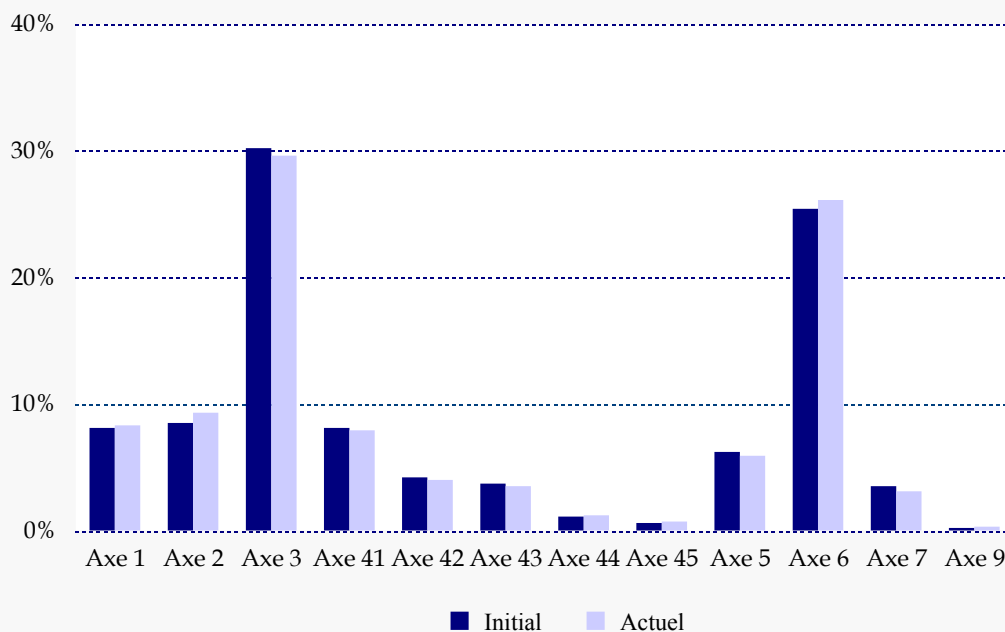
Le meilleur comportement par axe se trouve sur l'axe 4 I, Infrastructure et renforcement de l'enseignement technico-professionnel (105%), et sur l'axe 6, Réseaux de Transport et Énergie (133%), qui, de plus, est le deuxième en termes de volume de ressources gérées, avec plus de 26% du total du POICV.

### Graphique 1. Variation du financement programmée par axe

#### A) Variation absolue (millions d'euros)



#### B) Changement in poids relatif



Source: Fondos 2000 et élaboration propre

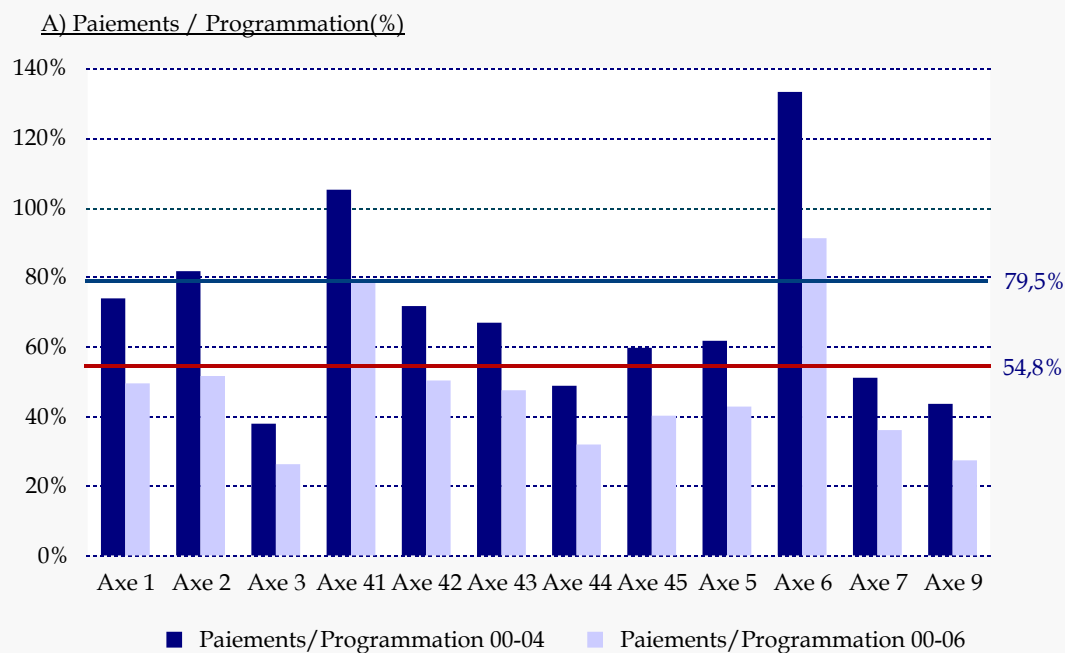
**Tableau 1. Efficacité financière par axe d'action du POICV. 2000-2004**

Euros courants

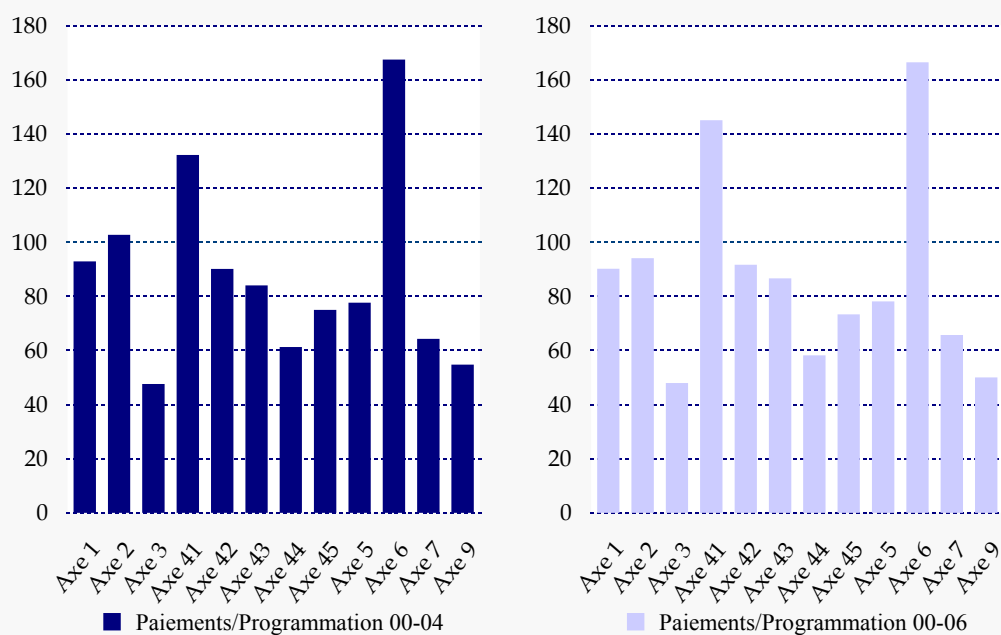
|                                                                                   | Programme<br>2000-2006 |               | Programme<br>2000-2004 |             | Engagements<br>2000-2004 |             | Paie-<br>ments<br>effectués<br>2000-2004 | Efficacité<br>financière |                  | Écart<br>financier 04 |                     |                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------------|------------------------|-------------|--------------------------|-------------|------------------------------------------|--------------------------|------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|
|                                                                                   | € (A)                  | % PO          | € (B)                  | % PO        | € (C)                    | % PO        | € (D)                                    | 2000-04<br>(D/B)         | 2000-06<br>(D/A) | 2000-04 (C/B)         | Absolu<br>B)        | Relatif (D-<br>B)/B |
| Axe 1 Amélioration de la compétitivité et développement du tissu productif        | 374.600.557            | 8,3%          | 250.718.447            | 8,0%        | 272.604.025              | 8,2%        | 185.059.469                              | 73,81%                   | 49,40%           | 108,73%               | -65.658.978         | -26,19%             |
| Axe 2 Société de la connaissance (Innovation, R+D, Société de l'Information)      | 421.852.844            | 9,3%          | 266.531.069            | 8,5%        | 263.581.801              | 7,9%        | 217.433.741                              | 81,58%                   | 51,54%           | 98,89%                | -49.097.328         | -18,42%             |
| Axe 3 Environnement, milieu naturel et ressources hydriques                       | 1.344.040.822          | 29,6%         | 933.926.835            | 29,9%       | 535.383.496              | 16,1%       | 352.722.473                              | 37,77%                   | 26,24%           | 57,33%                | -581.204.362        | -62,23%             |
| Axe 41 Infrastructure, amélioration de l'enseignement technique professionnel     | 359.270.600            | 7,9%          | 271.690.709            | 8,7%        | 349.758.996              | 10,5%       | 285.354.992                              | 105,03%                  | 79,43%           | 128,73%               | 13.664.283          | 5,03%               |
| Axe 42 Insertion et réinsertion des chômeurs                                      | 181.497.032            | 4,0%          | 127.309.926            | 4,1%        | 174.448.809              | 5,2%        | 91.143.962                               | 71,59%                   | 50,22%           | 137,03%               | -36.165.964         | -28,41%             |
| Axe 43 Amélioration de la stabilité dans l'emploi et adaptabilité                 | 158.919.761            | 3,5%          | 112.821.665            | 3,6%        | 156.279.553              | 4,7%        | 75.308.992                               | 66,75%                   | 47,39%           | 138,52%               | -37.512.673         | -33,25%             |
| Axe 44 Intégration sur le marché du travail des personnes à difficultés spéciales | 56.565.963             | 1,2%          | 36.992.617             | 1,2%        | 47.500.662               | 1,4%        | 18.008.144                               | 48,68%                   | 31,84%           | 128,41%               | -18.984.473         | -51,32%             |
| Axe 45 Présence des femmes sur le marché du travail                               | 30.429.185             | 0,7%          | 20.504.665             | 0,7%        | 27.122.782               | 0,8%        | 12.212.438                               | 59,56%                   | 40,13%           | 132,28%               | -8.292.227          | -40,44%             |
| Axe 5 Développement local et urbain                                               | 267.856.513            | 5,9%          | 185.845.628            | 5,9%        | 177.602.618              | 5,3%        | 114.490.584                              | 61,61%                   | 42,74%           | 95,56%                | -71.355.044         | -38,39%             |
| Axe 6 Réseaux de transport et d'énergie                                           | 1.183.423.303          | 26,1%         | 810.526.928            | 25,9%       | 1.263.344.645            | 37,9%       | 1.078.584.816                            | 133,07%                  | 91,14%           | 155,87%               | 268.057.888         | 33,07%              |
| Axe 7 Agriculture et développement                                                | 141.604.331            | 3,1%          | 99.746.008             | 3,2%        | 55.242.948               | 1,7%        | 50.907.056                               | 51,04%                   | 35,95%           | 55,38%                | -48.838.952         | -48,96%             |
| Axe 9 Assistance technique                                                        | 13.007.744             | 0,3%          | 8.169.021              | 0,3%        | 6.296.426                | 0,2%        | 3.555.045                                | 43,52%                   | 27,33%           | 77,08%                | -4.613.976          | -56,48%             |
| <b>TOTAL AXES</b>                                                                 | <b>4.533.068.655</b>   | <b>100,0%</b> | <b>3.124.783.518</b>   | <b>100%</b> | <b>3.329.166.761</b>     | <b>100%</b> | <b>2.484.781.712</b>                     | <b>79,52%</b>            | <b>54,81%</b>    | <b>106,54%</b>        | <b>-640.001.806</b> | <b>-20,48%</b>      |

Source: Fonds 2000 et élaboration propre

**Graphique 2. Efficacité financière par axes prioritaires du POICV 2000-2006**



B) Efficacité financière moyenne POICV = 100



Source: Fondos 2000 et élaboration propre

L'efficacité financière la plus basse se trouve sur les axes 3, 9, 45 et 7 (Environnement, milieu naturel et ressources hydriques; Assistance Technique, Présence des femmes sur le marché du travail et Agriculture et développement rural). L'axe 3 est le plus problématique car il est le premier en volume de ressources et parce qu'il est en relation directe avec le principe horizontal de l'environnement.

On a remarqué dans l'étude l'amélioration des indicateurs d'efficacité financière, au cours des deux dernières années qui ont suivi l'évaluation intermédiaire de l'actuel **POICV 2000-2006**, qui passent de 71,1 % à 79,5%. Cette amélioration représente, par rapport au total du programme, plus de 25%.

#### Efficacité financière par mesure

Le tableau 2 contient les indicateurs d'efficacité financière correspondant aux différentes mesures. Celles-ci étant des éléments inclus sur chacun des axes, leur dispersion est plus importante que celle des indicateurs. Parmi les Axes qui présentent les meilleurs indicateurs, le 6 et le 4, on remarque les mesures 41.1, 41.2, 41.5, 6.1 et 6.4, liées à la construction de centres de formation, à la FP orientée vers le marché du travail, et aux routes, voies rapides et ports.

Les mesures 1.6, 5.4, 6.8, 7.3 (Appui à l'internationalisation et à la promotion extérieure; Infrastructures et équipements d'appui à l'intégration sociale en milieu urbain; Réseaux de distribution d'énergie et Investissements en exploitations agraires) présentent un indice d'exécution financière en dessous de 10%. Il faudra prêter une attention particulière à ce bas niveau d'exécution à l'avenir.

#### L'efficacité financière des trois fonds européens

Le FEDER présente 81,9% d'efficacité financière pour les paiements jusqu'en 2004, et 56,2% du total prévu pour toute la période. Le second en exécution est le FSE, avec 77,6%, et, légèrement en dessous, le FEOGA-O, avec 59,2%. Ce dernier montre un léger retard (40% en paiements et 25% en engagements) qu'il faut surveiller.

#### L'efficacité financière des différentes administrations du **POICV**

L'efficacité financière de la région est nettement supérieure à celle de l'AGE (Administration Générale de l'État): 87% contre 71,3%. Du total de financement disponible pour toute la période, la Région a déjà payé 61,3%, alors que ce pourcentage a été de 48,1 % pour l'AGE. En termes d'engagements préalables à la phase de paiement, la Région montre un indice d'efficacité de 116,1 % et l'AGE de 96,1 %, l'écart étant dû à la différence dans le processus final de paiement. Cette différence dans l'efficacité des deux administrations est reflétée dans le tableau 3 qui offre l'efficacité financière par fonds et par administration. Sauf pour le Fonds Social Européen (FSE), dans la gestion duquel n'intervient que l'administration locale, pour le FEDER et le FEOGA l'efficacité financière du gouvernement autonome est bien supérieure à celle du Gouvernement Central. Il est manifeste que le moindre rendement relatif des mesures financées en charge du FEOGA est dû à la part des crédits gérés par l'Administration Centrale, qui présentent une exécution inférieure à 40% par rapport à ce qui a été programmé jusqu'en 2004 et en dessous de 28% pour le total de la période.

Tableau 2. Efficacité financière par mesure du POICV. 2000-2004  
Euros courants

| Axes   | Mesures     | Programme 2000-2006 |        |             | Programme 2000-2004 |        |             | Engagements 2000-2004 |        |             | Paiements effectués 2000-2004 | Efficacité financière |               |               | Écart financier 04 |                 |
|--------|-------------|---------------------|--------|-------------|---------------------|--------|-------------|-----------------------|--------|-------------|-------------------------------|-----------------------|---------------|---------------|--------------------|-----------------|
|        |             | € (A)               | %Axe   | % PO        | € (B)               | %Axe   | % PO        | € (C)                 | %Axe   | % PO        | € (D)                         | 2000-04 (D/B)         | 2000-06 (D/A) | 2000-04 (C/B) | Absolu (D-B)       | Relatif (D-B)/B |
| 1.1    | 82.979.545  | 22,2%               | 1,8%   | 36.748.988  | 14,7%               | 1,2%   | 14.741.295  | 5,4%                  | 0,4%   | 14.662.364  | 39,9%                         | 17,7%                 | 40,11%        | -22.086.624   | -60%               |                 |
| 1.2    | 124.270.547 | 33,2%               | 2,7%   | 86.307.877  | 34,4%               | 2,8%   | 73.461.040  | 26,9%                 | 2,2%   | 47.125.599  | 54,6%                         | 37,9%                 | 37,9%         | -39.182.078   | -45%               |                 |
| 1.3    | 59.936.083  | 16,0%               | 1,3%   | 44.111.164  | 17,6%               | 1,4%   | 110.816.531 | 40,7%                 | 3,3%   | 70.292.115  | 159,4%                        | 117,3%                | 251,28%       | 26.180.951    | 59%                |                 |
| 1.6    | 29.617.877  | 7,9%                | 0,7%   | 29.617.877  | 11,8%               | 0,9%   | 2.113.454   | 0,8%                  | 0,1%   | 1.699.477   | 5,7%                          | 5,7%                  | 7,14%         | -27.918.400   | -94%               |                 |
| 1.7    | 19.386.791  | 5,2%                | 0,4%   | 13.780.719  | 5,5%                | 0,4%   | 14.824.549  | 5,4%                  | 0,4%   | 14.820.009  | 107,5%                        | 76,4%                 | 107,57%       | 1.039.290     | 8%                 |                 |
| 1.8    | 41.789.887  | 11,2%               | 0,9%   | 29.632.962  | 11,8%               | 0,9%   | 41.064.592  | 15,1%                 | 1,2%   | 20.927.940  | 70,6%                         | 50,1%                 | 138,58%       | -8.705.022    | -29%               |                 |
| 1.10   | 16.619.827  | 4,4%                | 0,4%   | 10.519.060  | 4,2%                | 0,3%   | 15.554.464  | 5,7%                  | 0,5%   | 15.531.966  | 147,7%                        | 93,5%                 | 147,87%       | 5.012.906     | 48%                |                 |
| Axe 1  |             | 374.680.557         | 100,0% | 8,3%        | 250.118.447         | 100,0% | 8,0%        | 272.604.025           | 100,0% | 8,2%        | 185.084.969                   | 73,8%                 | 49,4%         | 108,73%       | -65.686.488        | -26%            |
| 2.1    | 31.376.284  | 7,4%                | 0,7%   | 20.886.784  | 7,8%                | 0,7%   | 27.291.441  | 10,4%                 | 0,8%   | 16.734.891  | 80,1%                         | 53,3%                 | 130,66%       | -4.151.893    | -20%               |                 |
| 2.2    | 120.993.968 | 28,7%               | 2,7%   | 84.008.758  | 31,5%               | 2,7%   | 82.076.827  | 31,1%                 | 2,5%   | 76.216.280  | 90,7%                         | 63,0%                 | 97,70%        | -7.792.478    | -9%                |                 |
| 2.3    | 55.467.338  | 13,1%               | 1,2%   | 41.165.676  | 15,4%               | 1,3%   | 36.403.847  | 13,8%                 | 1,1%   | 32.345.893  | 78,6%                         | 58,3%                 | 88,43%        | -8.819.783    | -21%               |                 |
| 2.4    | 10.500.138  | 2,5%                | 0,2%   | 7.549.028   | 2,8%                | 0,2%   | 7.793.307   | 3,0%                  | 0,2%   | 7.799.307   | 103,3%                        | 74,3%                 | 103,53%       | 250.279       | 3%                 |                 |
| 2.5    | 90.811.447  | 21,5%               | 2,0%   | 51.713.053  | 19,4%               | 1,7%   | 51.832.374  | 19,7%                 | 1,6%   | 34.484.321  | 66,7%                         | 38,0%                 | 100,23%       | -17.228.732   | -33%               |                 |
| 2.7    | 112.703.669 | 26,7%               | 2,5%   | 61.207.770  | 23,0%               | 2,0%   | 58.162.046  | 22,1%                 | 1,7%   | 49.853.050  | 81,4%                         | 44,2%                 | 95,02%        | -11.354.720   | -19%               |                 |
| Axe 2  |             | 421.852.844         | 100,0% | 9,3%        | 266.531.069         | 100,0% | 8,9%        | 263.581.801           | 100,0% | 7,9%        | 217.433.741                   | 81,6%                 | 51,5%         | 98,89%        | -49.097.328        | -18%            |
| 3.1    | 518.587.945 | 38,6%               | 11,4%  | 289.896.117 | 31,0%               | 9,3%   | 193.504.148 | 36,1%                 | 5,8%   | 85.603.733  | 29,5%                         | 16,5%                 | 66,75%        | -204.292.384  | -70%               |                 |
| 3.2    | 402.556.061 | 30,1%               | 8,9%   | 250.010.888 | 26,8%               | 8,0%   | 137.924.187 | 25,8%                 | 4,1%   | 121.724.734 | 48,7%                         | 30,2%                 | 55,17%        | -128.286.154  | -51%               |                 |
| 3.3    | 22.692.461  | 1,7%                | 0,5%   | 22.440.349  | 2,4%                | 0,7%   | 11.250.127  | 2,1%                  | 0,3%   | 10.060.639  | 44,8%                         | 44,3%                 | 50,13%        | -12.379.710   | -55%               |                 |
| 3.4    | 27.631.038  | 2,1%                | 0,6%   | 22.739.638  | 2,4%                | 0,7%   | 8.431.438   | 1,6%                  | 0,3%   | 8.243.492   | 36,3%                         | 29,8%                 | 37,08%        | -14.496.146   | -64%               |                 |
| 3.5    | 51.294.618  | 3,8%                | 1,1%   | 47.853.320  | 5,1%                | 1,5%   | 37.033.373  | 6,9%                  | 1,1%   | 30.214.679  | 63,1%                         | 58,9%                 | 77,39%        | -17.638.841   | -37%               |                 |
| 3.6    | 248.918.268 | 18,5%               | 5,5%   | 247.407.211 | 26,5%               | 7,9%   | 99.477.959  | 18,6%                 | 3,0%   | 54.880.097  | 22,0%                         | 21,9%                 | 40,21%        | -192.927.114  | -78%               |                 |
| 3.8    | 9.621.575   | 0,7%                | 0,2%   | 9.621.575   | 1,0%                | 0,3%   | 4.390.764   | 0,8%                  | 0,1%   | 4.227.368   | 43,9%                         | 43,9%                 | 45,63%        | -5.394.207    | -56%               |                 |
| 3.9    | 51.963.129  | 3,9%                | 1,1%   | 36.408.166  | 3,9%                | 1,2%   | 39.430.299  | 7,4%                  | 1,2%   | 34.594.340  | 95,0%                         | 66,6%                 | 108,30%       | -1.813.826    | -5%                |                 |
| 3.10   | 10.775.727  | 0,8%                | 0,2%   | 7.549.571   | 0,8%                | 0,2%   | 3.941.200   | 0,7%                  | 0,1%   | 3.573.591   | 47,3%                         | 33,2%                 | 52,20%        | -3.975.980    | -53%               |                 |
| Axe 3  |             | 1.344.040.822       | 100,0% | 29,6%       | 933.926.835         | 100,0% | 29,9%       | 535.383.496           | 100,0% | 16,1%       | 352.722.473                   | 37,8%                 | 26,2%         | 97,39%        | -581.204.362       | -62%            |
| 4.1    | 130.727.053 | 36,4%               | 2,9%   | 110.716.453 | 40,8%               | 3,5%   | 128.306.165 | 36,7%                 | 3,9%   | 116.251.240 | 105,0%                        | 88,9%                 | 115,89%       | 5.534.787     | 5%                 |                 |
| 4.12   | 169.877.122 | 47,3%               | 3,7%   | 119.644.186 | 44,0%               | 3,8%   | 155.772.288 | 44,5%                 | 4,7%   | 130.551.067 | 109,1%                        | 76,9%                 | 130,20%       | 10.906.881    | 9%                 |                 |
| 4.13   | 5.207.182   | 1,4%                | 0,1%   | 3.730.426   | 1,4%                | 0,1%   | 5.207.182   | 1,5%                  | 0,2%   | 2.807.913   | 75,3%                         | 53,9%                 | 139,59%       | -922.513      | -25%               |                 |
| 4.14   | 14.901.267  | 4,1%                | 0,3%   | 11.594.822  | 4,3%                | 0,4%   | 25.942.702  | 7,4%                  | 0,8%   | 8.143.190   | 70,2%                         | 54,6%                 | 223,74%       | -3.451.632    | -30%               |                 |
| 4.15   | 38.557.076  | 10,7%               | 0,9%   | 26.004.822  | 9,6%                | 0,8%   | 34.530.659  | 9,9%                  | 1,0%   | 27.601.582  | 106,1%                        | 71,6%                 | 132,79%       | 1.596.760     | 6%                 |                 |
| Axe 4  |             | 359.270.600         | 100,0% | 7,9%        | 271.690.709         | 100,0% | 8,7%        | 349.758.996           | 100,0% | 10,5%       | 285.354.992                   | 105,0%                | 79,4%         | 128,73%       | 13.664.283         | 5%              |
| 4.6    | 66.742.143  | 36,8%               | 1,5%   | 44.736.394  | 35,1%               | 1,4%   | 54.592.075  | 31,3%                 | 1,6%   | 52.673.759  | 57,8%                         | 38,9%                 | 122,03%       | -18.862.635   | -42%               |                 |
| 4.7    | 16.871.295  | 9,3%                | 0,4%   | 13.367.952  | 10,5%               | 0,4%   | 32.724.058  | 18,8%                 | 1,0%   | 8.016.531   | 60,0%                         | 47,5%                 | 244,79%       | -5.351.421    | -47%               |                 |
| 4.8    | 97.817.863  | 53,9%               | 2,2%   | 69.139.849  | 54,3%               | 2,2%   | 83.995.742  | 48,1%                 | 2,5%   | 57.187.942  | 82,7%                         | 58,5%                 | 121,49%       | -11.951.907   | -10%               |                 |
| 4.9    | 65.731      | 0,0%                | 0,0%   | 65.731      | 0,1%                | 0,0%   | 3.136.034   | 1,8%                  | 0,1%   | 65.730      | 100,0%                        | 100,0%                | 4771,01%      | -1            | 0%                 |                 |
| Axe 42 |             | 181.497.032         | 100,0% | 0,0%        | 127.309.926         | 100,0% | 4,1%        | 174.488.809           | 100,0% | 5,2%        | 91.143.962                    | 71,6%                 | 50,2%         | 137,03%       | -36.165.964        | -28%            |
| 4.2    | 114.785.473 | 72,2%               | 2,5%   | 81.863.904  | 72,6%               | 2,6%   | 125.006.452 | 80,0%                 | 3,8%   | 52.099.826  | 63,6%                         | 45,4%                 | 152,70%       | -29.764.078   | -36%               |                 |
| 4.3    | 31.491.660  | 19,8%               | 0,7%   | 24.456.377  | 21,7%               | 0,8%   | 24.997.030  | 16,0%                 | 0,8%   | 17.719.204  | 72,5%                         | 56,3%                 | 102,21%       | -4.737.173    | -28%               |                 |
| 4.4    | 12.642.628  | 8,0%                | 0,3%   | 6.501.384   | 5,8%                | 0,2%   | 6.275.171   | 4,0%                  | 0,2%   | 5.489.962   | 84,4%                         | 43,4%                 | 96,52%        | -1.011.422    | -16%               |                 |
| Axe 43 |             | 158.919.761         | 100,0% | 3,5%        | 112.821.665         | 100,0% | 3,6%        | 156.279.533           | 100,0% | 4,7%        | 75.308.992                    | 66,8%                 | 47,4%         | 138,52%       | -37.512.673        | -33%            |
| 4.10   | 23.995.713  | 42%                 | 1%     | 14.669.796  | 40%                 | 0%     | 17.524.553  | 37%                   | 1%     | 7.599.088   | 51,8%                         | 31,7%                 | 119,46%       | -7.070.708    | -48%               |                 |
| 4.11   | 32.570.250  | 58%                 | 1%     | 22.322.821  | 60%                 | 1%     | 29.976.109  | 63%                   | 1%     | 10.409.055  | 46,6%                         | 32,0%                 | 134,28%       | -11.913.766   | -53%               |                 |
| Axe 44 |             | 56.565.963          | 100,0% | 1,2%        | 36.992.617          | 100,0% | 1,2%        | 47.500.662            | 100,0% | 1,4%        | 18.008.144                    | 48,7%                 | 31,8%         | 128,41%       | -18.984.473        | -51%            |
| 4.16   | 11.719.055  | 38,5%               | 0,3%   | 6.927.379   | 33,8%               | 0,2%   | 8.458.866   | 31,2%                 | 0,3%   | 3.348.051   | 48,3%                         | 28,6%                 | 122,11%       | -3.579.328    | -52%               |                 |
| 4.17   | 10.551.175  | 34,7%               | 0,2%   | 7.171.066   | 35,0%               | 0,2%   | 9.626.905   | 35,5%                 | 0,3%   | 4.873.053   | 68,0%                         | 46,2%                 | 134,25%       | -2.298.013    | -32%               |                 |
| 4.18   | 8.158.955   | 26,8%               | 0,2%   | 6.406.220   | 31,2%               | 0,2%   | 9.037.011   | 33,3%                 | 0,3%   | 3.991.334   | 62,3%                         | 48,9%                 | 141,07%       | -2.414.886    | -38%               |                 |
| Axe 45 |             | 30.429.185          | 100,0% | 0,7%        | 20.504.665          | 100,0% | 0,7%        | 27.122.782            | 100,0% | 0,8%        | 12.212.438                    | 59,6%                 | 40,1%         | 132,28%       | -8.292.227         | -40%            |
| 5.1    | 62.649.862  | 23,4%               | 1,4%   | 27.139.819  | 14,6%               | 0,9%   | 30.590.746  | 17,2%                 | 0,9%   | 21.345.065  | 78,6%                         | 34,1%                 | 112,72%       | -5.794.754    | -21%               |                 |
| 5.3    | 3.005.061   | 1,1%                | 0,1%   | 2.704.555   | 1,5%                | 0,1%   | 2.861.504   | 1,6%                  | 0,1%   | 2.805.949   | 103,7%                        | 93,4%                 | 105,80%       | 101.394       | 4%                 |                 |
| 5.4    | 13.721.407  | 5,1%                | 0,3%   | 13.582.075  | 7,3%                | 0,4%   | 1.781.201   | 1,0%                  | 0,1%   | 986.949     | 7,3%                          | 7,2%                  | 13,11%        | -12.595.926   | -93%               |                 |
| 5.5    | 48.442.430  | 18,1%               | 1,1%   | 25.541.576  | 13,7%               | 0,8%   | 34.380.732  | 19,4%                 | 1,0%   | 24.629.369  | 96,4%                         | 50,8%                 | 134,61%       | -912.207      | -4%                |                 |
| 5.6    | 10.321.460  | 3,9%                | 0,2%   | 10.321.460  | 5,6%                | 0,3%   | 17.832.500  | 10,0%                 | 0,5%   | 1.256.197   | 12,2%                         | 12,2%                 | 172,77%       | -9.065.263    | -88%               |                 |
| 5.7    | 38.381.173  | 14,3%               | 0,8%   | 28.160.001  | 15,2%               | 0,9%   | 37.317.588  | 21,0%                 | 1,1%   | 34.181.648  | 121,4%                        | 89,1%                 | 132,52%       | 6.021.647     | 21%                |                 |
| 5.8    | 37.027.364  | 13,8%               | 0,8%   | 28.230.565  | 15,2%               | 0,9%   | 30.842.023  | 17,4%                 | 0,9%   | 12.184.499  | 43,2%                         | 32,9%                 | 109,25%       | -16.046.066   | -57%               |                 |
| 5.9    | 54.307.756  | 20,3%               | 1,2%   | 50.164.777  | 27,0%               | 1,6%   | 21.996.324  | 12,4%                 | 0,7%   | 17.100.908  | 34,1%                         | 31,5%                 | 43,85%        | -33.063.869   | -66%               |                 |
| Axe 5  |             | 267.856.513         | 100,0% | 5,9%        | 185.845.428         | 100,0% | 5,9%        | 177.602.418           | 100,0% | 5,3%        | 114.480.584                   | 61,6%                 | 42,7%         | 95,56%        | -71.355.044        | -38%            |
| 6.1    | 522.006.794 | 44,1%               | 11,5%  | 331.601.462 | 40,9%               | 10,6%  | 747.096.847 | 59,1%                 | 22,4%  | 649.169.458 | 195,8%                        | 124,4%                | 225,30%       | 317.567.996   | 96%                |                 |
| 6.3    | 462.303.376 | 39,1%               | 10,2%  | 322.517.642 | 39,8%               | 10,3%  | 273.957.224 | 21,7%                 | 8,2%   | 242.107.488 | 75,1%                         | 52,4%                 | 84,94%        | -80.410.154   | -25%               |                 |
| 6.4    | 109.020.000 | 9,2%                | 2,4%   | 76.613.752  | 9,5%                | 2,5%   | 163.924.408 | 13,0%                 | 4,9%   | 130.038.418 | 169,7%                        | 119,3%                | 213,96%       | 53.424.666    | 70%                |                 |
| 6.5    | 55.467.144  | 4,7%                | 1,2%   | 48.173.144  | 5,9%                | 1,5%   | 59.594.407  | 4,7%                  | 1,8%   | 47.192.671  | 98,0%                         | 85,1%                 | 123,71%       | -980.473      | -2%                |                 |
| 6.8    | 16.596.627  | 1,4%                | 0,4%   | 13.590.566  | 1,7%                | 0,4%   | 9.507.067   | 0,8%                  | 0,3%   | 792.090     | 5,8%                          | 4,8%                  | 69,95%        | -12.798.477   | -94%               |                 |
| 6.10   | 18.030.362  | 1,5%                | 0,4%   | 18.030.362  | 2,2%                | 0,6%   | 9.284.692   | 0,7%                  | 0,3%   | 9.284.690   | 51,5%                         | 51,5%                 | 51,49%        | -8.745.672    | -49%               |                 |
| Axe 6  |             | 1.183.423.303       | 100,0% | 26,1%       | 810.526.928         | 100,0% | 25,9%       | 1.263.344.645         | 100,0% | 37,9%       | 1.078.584.816                 | 133,1%                | 91,1%         | 155,87%       | 268.057.888        | 33%             |
| 7.3    | 34.957.834  | 24,7%               | 0,8%   | 21.562.789  | 21,6%               | 0,7%   | 532.166     | 1,0%                  | 0,0%   | 420.942     | 2,0%                          | 1,2%                  | 2,47%         | -21.141.847   | -98%               |                 |
| 7.5    | 42.521.607  | 30,0%               | 0,9%   | 30.45       |                     |        |             |                       |        |             |                               |                       |               |               |                    |                 |

### III.2 Efficacité Physique

Les indicateurs physiques du système de suivi du POICV 2000-2006 permettent de connaître l'incidence des actions du programme sur les différents champs. Le tableau 4 montre les objectifs poursuivis et les valeurs atteintes jusqu'en 2004 pour les indicateurs considérés dans toutes les mesures.

Les indicateurs physiques des mesures de **l'axe 1** montrent un degré d'efficacité élevé en termes généraux, dépassant 100% de la prévision jusqu'en 2004, dans bien des cas. Les indicateurs sur lesquels il faut attirer l'attention en raison de l'absence ou le bas niveau de réalisation des registres sont les suivants: Emplois maintenus (1,8%) et Études d'appui et diffusion aux PME (0%) de la mesure 1.1; Investissements verts mis en œuvre (0%) de la mesure 1.2; Degré d'occupation (0%) et superficie aménagée (8,3%) de la mesure 1.3.

Sur **l'axe 2**, les résultats des indicateurs sont satisfaisants, en général. Seule la mesure 2.4 montre une efficacité physique inférieure. Les indicateurs les moins efficaces de cet axe sont: Nb. de personnes qui restent embauchées ou dont la situation s'est améliorée (7,7%) mesure 2.1; chercheurs impliqués (0%) mesure 2.2; emplois maintenus (8,1%) mesure 2.5, et superficie orthophotographiée (4,7%) de la mesure 2.7.

Par ailleurs, **l'axe 3** est celui qui présente le plus de dispersion de la valeur des indicateurs d'efficacité physique. Sauf dans les mesures 3.2, 3.4 et 3.8, le reste présente un ou plusieurs indicateurs sans aucune valeur enregistrée ou avec un niveau d'exécution très bas. Le cas le plus alarmant est celui de la mesure 3.6, pour laquelle il n'y a aucun registre dans les cinq indicateurs associés.

En général, les indicateurs physiques, dans les mesures qui portent sur les enseignements de la Formation Professionnelle, **l'axe 41**, sont satisfaisants, notamment en termes d'élèves, de femmes, de formations, d'heures de formation, de handicapés et d'immigrés. Seule la mesure 41.13 présente deux indicateurs de valeur 0.

Sur **l'axe 42**, les pourcentages atteints se rapprochent, le plus souvent, des objectifs poursuivis. On remarque l'indicateur des personnes formées ou des personnes bénéficiaires qui dépasse 100% dans plusieurs mesures (42.6, 42.7 et 42.8).

Sur **l'axe 43**, les résultats physiques montrent plus de différences. L'efficacité est moyenne ou basse quant au nombre d'entreprises bénéficiaires (sauf la mesure 43.4) et au nombre de personnes dont la situation s'est améliorée, tandis qu'elle est élevée chez les personnes et femmes bénéficiaires.

Les deux mesures de **l'axe 44** montrent des niveaux d'efficacité physique similaires et très satisfaisants. Sur **l'axe 45**, les résultats obtenus sont, en général, moyens à élevés. De la mesure 45.16 on remarque l'indicateur "Nb. de handicapés et d'immigrés" avec un niveau d'efficacité de 133% et, dans la mesure 45.17, celui des personnes formées qui ont suivi un module sur l'environnement et le nombre de personnes formées, avec des pourcentages d'efficacité de 127% et 115% respectivement.

Tableau 4. Efficacité physique des actions du POICV 2000-2004

## AXE 1. AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ ET DÉVELOPPEMENT DU TISSU PRODUCTIF

| Mesure | Indicateur                                                                               | Type | Unité | Efficacité 2000-2004 | Efficacité 2000-2006 |
|--------|------------------------------------------------------------------------------------------|------|-------|----------------------|----------------------|
| 1.1    | Aides à la création                                                                      | Rez  | N°    | 116,8%               | 51,7%                |
|        | Aides accordées (Total)                                                                  | Rez  | N°    | 97,9%                | 43,4%                |
|        | Emplois créés                                                                            | Imp  | N°    | 91,2%                | 40,4%                |
|        | Emplois maintenus                                                                        | Imp  | N°    | 1,8%                 | 0,8%                 |
|        | Entreprises bénéficiaires                                                                | Rez  | N°    | 106,8%               | 47,3%                |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                          | Rez  | N°    | 107,7%               | 47,7%                |
|        | Nouvelles entreprises industrielles                                                      | Res  | N°    | 119,9%               | 53,1%                |
|        | Investissement privé induit                                                              | Res  | Euros | 90,8%                | 40,2%                |
|        | Études d'appui et diffusion aux PME                                                      | Res  | N°    | 0,0%                 | 0,0%                 |
| 1.2    | «Investissements verts»/investissements mis en œuvre                                     | Imp  | %     | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Emplois créés                                                                            | Imp  | N°    | 311,4%               | 216,3%               |
|        | Emplois maintenus                                                                        | Imp  | N°    | 169,0%               | 117,4%               |
|        | Entreprises bénéficiaires                                                                | Rez  | N°    | 82,7%                | 57,5%                |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                          | Rez  | N°    | 97,3%                | 67,6%                |
|        | Investissement privé induit                                                              | Res  | Euros | 134,5%               | 93,4%                |
| 1.3    | «Investissements verts»/investissements mis en œuvre                                     | Imp  | N°    | 20,3%                | 14,9%                |
|        | Emplois créés                                                                            | Imp  | %     | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Emplois maintenus                                                                        | Res  | Euros | 20,1%                | 14,8%                |
|        | Entreprises bénéficiaires                                                                | Rez  | M²    | 8,3%                 | 6,1%                 |
| 1.6    | Emplois créés                                                                            | Imp  | N°    | 146,9%               | 146,9%               |
|        | Entreprises bénéficiaires                                                                | Rez  | N°    | 31,7%                | 31,7%                |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                          | Rez  | N°    | 31,7%                | 31,7%                |
|        | Investissement associé aux nouveaux marchés                                              | Res  | Euros | 18,7%                | 18,7%                |
| 1.7    | Emplois créés                                                                            | Imp  | N°    | 132,0%               | 93,8%                |
|        | Entreprises bénéficiaires                                                                | Rez  | N°    | 113,2%               | 80,5%                |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                          | Rez  | N°    | 112,9%               | 80,3%                |
|        | Investissement privé induit                                                              | Res  | Euros | 136,9%               | 97,3%                |
| 1.8    | Autoemploi généré                                                                        | Rez  | N°    | 76,5%                | 54,3%                |
|        | Entreprises bénéficiaires                                                                | Rez  | N°    | 72,7%                | 51,5%                |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                          | Rez  | N°    | 72,7%                | 51,5%                |
|        | Personnes formées à partir d'un module environnemental                                   | Rez  | N°    | 109,3%               | 77,5%                |
|        | Personnes formées                                                                        | Rez  | N°    | 101,5%               | 71,9%                |
|        | Nb. d'entreprises créées qui restent actives au bout de deux mois (y compris autoemploi) | Res  | N°    | 46,4%                | 32,9%                |
| 1.10   | Entreprises bénéficiaires                                                                | Rez  | N°    | 88,0%                | 55,7%                |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                          | Rez  | N°    | 88,2%                | 55,8%                |
|        | Investissement privé induit dans le secteur touristique                                  | Res  | Euros | 93,6%                | 59,2%                |

## AXE 2: SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE (INNOVATION, R+D, SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION)

| Mesure | Indicateur                                                                             | Type | Unité     | Efficacité 2000-2004 | Efficacité 2000-2006 |
|--------|----------------------------------------------------------------------------------------|------|-----------|----------------------|----------------------|
| 2.1    | Entreprises bénéficiaires                                                              | Rez  | N°        | 142,6%               | 94,9%                |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                        | Rez  | N°        | 138,8%               | 92,4%                |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                                            | Rez  | N°        | 174,1%               | 115,9%               |
|        | Nb. de personnes qui restent embauchées ou ont amélioré leur situation                 | Res  | N°        | 7,7%                 | 5,1%                 |
|        | Personnes bénéficiaires                                                                | Rez  | N°        | 172,6%               | 114,9%               |
|        | Nb. de boursiers qui ont obtenu un emploi lié à la formation                           | Res  | N°        | 925,9%               | 616,4%               |
| 2.2    | Emplois créés                                                                          | Imp  | N°        | 142,6%               | 99,0%                |
|        | Entreprises mobilisées (PME)                                                           | Rez  | N°        | 83,2%                | 57,8%                |
|        | Entreprises mobilisées (Total)                                                         | Rez  | N°        | 83,5%                | 58,0%                |
|        | Entreprises nouvelles (ou consolidées)                                                 | Rez  | N°        | 59,4%                | 41,2%                |
|        | Investissement induit dans des entreprises collaboratrices dans des projets cofinancés | Res  | Euros     | 107,0%               | 74,3%                |
|        | Chercheurs impliqués                                                                   | Res  | N°        | 0,0%                 | 0,0%                 |
| 2.3    | Projets de R+D+I cofinancés                                                            | Rez  | N°        | 123,7%               | 85,9%                |
|        | Centres bénéficiaires                                                                  | Rez  | N°        | 73,6%                | 54,7%                |
|        | Centres créés (centres technologiques, Universités, etc.)                              | Rez  | N°        | 26,9%                | 20,0%                |
|        | Centres rénovés (centres technologiques, Universités, etc.)                            | Rez  | N°        | 741,1%               | 550,0%               |
|        | Emplois créés                                                                          | Imp  | N°        | 202,1%               | 150,0%               |
|        | Emplois maintenus                                                                      | Imp  | N°        | 263,2%               | 195,4%               |
| 2.4    | Équipements installés                                                                  | Rez  | N°        | 148,7%               | 110,4%               |
|        | Chercheurs impliqués                                                                   | Res  | N°        | 283,5%               | 210,4%               |
|        | Projets de R+D+I cofinancés                                                            | Res  | N°        | 142,9%               | 106,1%               |
|        | Actions menées                                                                         | Imp  | N°        | 62,4%                | 44,9%                |
|        | Centres impliqués                                                                      | Res  | N°        | 85,6%                | 61,5%                |
|        | Emplois créés                                                                          | Rez  | N°        | 34,8%                | 25,0%                |
| 2.5    | Centres technologiques impliqués (Actions Diffusion, Transfert de Technologie)         | Rez  | N°        | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Centres créés (centres technologiques, Universités, etc.)                              | Res  | N°        | 32,9%                | 18,8%                |
|        | Centres rénovés (centres technologiques, Universités, etc.)                            | Res  | N°        | 137,1%               | 78,1%                |
|        | Emplois créés                                                                          | Imp  | N°        | 337,2%               | 192,0%               |
|        | Emplois maintenus                                                                      | Imp  | N°        | 8,1%                 | 4,6%                 |
|        | Chercheurs qui utilisent les installations nouvelles ou rénovées                       | Res  | N°        | 86,6%                | 49,3%                |
| 2.7    | Familles connectées à Internet                                                         | Imp  | N°        | 197,1%               | 107,1%               |
|        | Lignes numériques ou ADSL installées                                                   | Rez  | N°        | 182,2%               | 99,0%                |
|        | Lignes RDSI                                                                            | Rez  | N°        | 179,5%               | 97,5%                |
|        | Centres ruraux bénéficiaires                                                           | Res  | N°        | 101,3%               | 55,0%                |
|        | Parcelles actualisées                                                                  | Rez  | N°        | 156,6%               | 85,1%                |
|        | PME qui ont accès aux services créés                                                   | Res  | N°        | 392,6%               | 213,2%               |
|        | Réseaux créés dans les Administrations Publiques                                       | Rez  | N°        | 69,0%                | 37,5%                |
|        | Superficie actualisée                                                                  | Rez  | Hectáreas | 154,6%               | 84,0%                |
|        | Superficie orthophotographiée                                                          | Rez  | Hectáreas | 4,7%                 | 2,5%                 |
|        | Usagers des réseaux créés                                                              | Res  | N°        | 57,1%                | 31,0%                |

Tableau 4. Efficacité physique des actions du POICV 2000-2004 (suite)

## AXE 3. ENVIRONNEMENT, MILIEU NATUREL ET RESSOURCES HYDRIQUES

| Mesure | Indicateur                                                                      | Type | Unité   | Efficacité 2000-2004 | Efficacité 2000-2006 |
|--------|---------------------------------------------------------------------------------|------|---------|----------------------|----------------------|
| 3.1    | Pompages singuliers                                                             | Rez  | Nº      | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Réservoirs d'eau construits ou améliorés                                        | Rez  | Nº      | 100,6%               | 56,3%                |
|        | Emploi créé en phase de maintenance                                             | Imp  | Nº      | 14,1%                | 7,9%                 |
|        | Emplois créés en phase de construction                                          | Imp  | Nº      | 34,6%                | 19,4%                |
|        | Grands réservoirs                                                               | Rez  | Nº      | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Augmentation m³/an d'eau d'alimentation aux populations                         | Res  | Hm³     | 0,1%                 | 0,0%                 |
|        | Augmentation de la capacité d'eau stockée                                       | Res  | m³/año  | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Augmentation m³/an fourniture activités économiques                             | Res  | m³/año  | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Population bénéficiaire par les nouveaux réseaux de distribution (habitants)    | Res  | Nº      | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Barrages construits                                                             | Rez  | Nº      | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Réseaux d'alimentation nouveaux aux activités économiques                       | Rez  | Km      | 54,0%                | 30,2%                |
|        | Réseaux d'alimentation nouveaux et/ou améliorés aux centres urbains             | Rez  | Km      | 144,7%               | 80,9%                |
| 3.2    | Actions de récupération d'aquifères                                             | Rez  | Nº      | 40,3%                | 25,0%                |
|        | Actions de sécurité et prévention de crues                                      | Rez  | Nº      | 26,8%                | 16,7%                |
|        | Aquifères récupérés                                                             | Res  | Nº      | 40,3%                | 25,0%                |
|        | réutilisés                                                                      | Res  | m³      | 90,3%                | 56,1%                |
|        | Emploi créé en phase de maintenance                                             | Imp  | Nº      | 15,2%                | 9,4%                 |
|        | Emplois créés en phase de construction                                          | Imp  | Nº      | 448,6%               | 278,6%               |
|        | Réseaux d'irrigation améliorés/rénovés                                          | Rez  | Km      | 104,1%               | 64,6%                |
|        | Systèmes de prévision, surveillance et mesure de la consommation d'eau          | Rez  | Nº      | 24083,3%             | 14957,1%             |
|        | Superficie d'irrigation fournie par le réseau amélioré                          | Res  | Has     | 153,7%               | 95,4%                |
| 3.3    | Volume d'eau réutilisée                                                         | Res  | Hm³/año | 30,8%                | 19,1%                |
|        | Eaux usées soumises à un traitement tertiaire                                   | Res  | %       | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Capacité en m³/an de dépuratrices tertiaires                                    | Rez  | m³/año  | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Dépuratrices à traitement tertiaire                                             | Rez  | Nº      | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Habitants équivalents connectés à des dépuratrices (selon Directive 91/271/CEE) | Imp  | Nº      | 0,0%                 | 0,0%                 |
| 3.4    | Augmentation des eaux usées traitées                                            | Rez  | m³      | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Stations de traitement, récupération et recyclage de RSU                        | Rez  | Nº      | 121,5%               | 100,0%               |
|        | Réduction du pourcentage de RSU non revalorisables (tonnes/an)                  | Imp  | %       | 82,2%                | 67,7%                |
|        | Tonnes de RSU traités par an                                                    | Res  | Tm/año  | 20,2%                | 16,6%                |
|        | Décharges contrôlées, aménagées et/ou scellées                                  | Rez  | Nº      | 4,7%                 | 3,8%                 |
| 3.5    | Accès/sentiers construits                                                       | Rez  | %       | 3,8%                 | 3,5%                 |
|        | Champs de dunes régénérées                                                      | Rez  | m²      | 9,9%                 | 9,2%                 |
|        | Emplois créés en phase de construction                                          | Imp  | Nº      | 230,4%               | 215,0%               |
|        | Sol protégé/sol total                                                           | Imp  | %       | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Superficie de côtes récupérée                                                   | Rez  | m²      | 1,1%                 | 1,0%                 |
|        | Superficie de marais récupérée                                                  | Rez  | m²      | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Superficie de plage récupérée ou régénérée                                      | Rez  | m²      | 88,2%                | 82,3%                |
|        | Superficie reboisée ou touchée par des actions de prévention                    | Rez  | Ha      | 23,5%                | 21,9%                |

| Mesure | Indicateur                                                                                       | Type | Unité | Efficacité 2000-2004 | Efficacité 2000-2006 |
|--------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-------|----------------------|----------------------|
| 3.6    | Aménagement et/ou nettoyage de cours d'eau                                                       | Rez  | Km    | 230,0%               | 228,6%               |
|        | Actions de récupération en zones humides                                                         | Rez  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Actions en maintenance et conservation de la biodiversité                                        | Rez  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Augmentation/maintenance population d'espèces en péril                                           | Res  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Campagnes de sensibilisation et de préservation du milieu                                        | Rez  | Nº    | 78,3%                | 77,8%                |
|        | Centres et installations d'éducation environnementale                                            | Rez  | Nº    | 161,0%               | 160,0%               |
|        | Emploi créé en phase de maintenance                                                              | Imp  | Nº    | 3,1%                 | 3,1%                 |
|        | Emplois créés en phase de construction                                                           | Imp  | Nº    | 11,9%                | 11,8%                |
|        | Endiguements                                                                                     | Rez  | Km    | 11,0%                | 10,9%                |
|        | Habitants bénéficiés par des aménagements/endiguements                                           | Res  | Nº    | 6,7%                 | 6,7%                 |
|        | Infrastructures d'usage public construites et/ou améliorées                                      | Rez  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Ouvrage de connexion hydrologique                                                                | Rez  | m³    | 6,4%                 | 6,4%                 |
|        | Personnes bénéficiées par les campagnes de sensibilisation                                       | Res  | Nº    | 118,5%               | 117,8%               |
| 3.8    | Restauration couverture végétale selon besoins                                                   | Res  | %     | 7350,6%              | 7306,0%              |
|        | Berges améliorées                                                                                | Rez  | Km    | 38,6%                | 38,4%                |
|        | Sol protégé/sol total                                                                            | Imp  | %     | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Superficie restaurée                                                                             | Rez  | Has   | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Voies vertes                                                                                     | Rez  | m     | 100,6%               | 100,0%               |
|        | Visiteurs des installations d'éducation environnementale                                         | Res  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Superficie reboisée ou touchée par des actions de prévention, protection et régénération         | Rez  | Ha    | 9,3%                 | 9,2%                 |
|        | Actions de récupération et régénération                                                          | Rez  | Nº    | 40,5%                | 40,5%                |
|        | Emplois créés en phase de construction                                                           | Imp  | Nº    | 72,0%                | 72,0%                |
|        | Sol récupéré                                                                                     | Rez  | m²    | 13,8%                | 13,8%                |
|        | Sol récupéré/sol pollué                                                                          | Res  | %     | 10,6%                | 10,6%                |
| 3.9    | Emplois créés                                                                                    | Imp  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Investissement privé induit                                                                      | Res  | euros | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Projets de domaines privés                                                                       | Rez  | Nº    | 101,5%               | 71,1%                |
|        | Projets de domaines publics                                                                      | Rez  | Nº    | 117,0%               | 82,0%                |
|        | Superficie touchée par les infrastructures                                                       | Res  | Has   | 333,1%               | 233,4%               |
|        | Unités matérielles privées                                                                       | Rez  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Unités matérielles publiques                                                                     | Rez  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
| 3.10   | Pourcentage superficie dans de bonnes conditions sylvicoles/superficie forestière totale         | Imp  | %     | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Superficie bénéficiée par des actions de protection et de restauration des ressources naturelles | Res  | Has   | 2,9%                 | 2,0%                 |
|        | Animaux réintroduits                                                                             | Res  | Nº    | 97,6%                | 68,4%                |
|        | Emplois créés                                                                                    | Imp  | Nº    | 1201,8%              | 842,0%               |
|        | Plantes réintroduites                                                                            | Res  | Nº    | 8,6%                 | 6,0%                 |
|        | Superficie restaurée                                                                             | Rez  | Has   | 725,1%               | 508,0%               |
|        | Superf. LIC proposée et ZEPa ou ZEC pour lesquels ont été prises de mesures de conservation      | Res  | Has   | 0,0%                 | 0,0%                 |

**Tableau 4. Efficacité physique des actions du POICV 2000-2004 (suite)**

**AXE 41: INFRASTRUCTURE ÉDUCATIVE ET RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PROFESSIONNEL**

| Mesure | Indicateur                                                              | Type | Unité | Efficacité 2000-2004 | Efficacité 2000-2006 |
|--------|-------------------------------------------------------------------------|------|-------|----------------------|----------------------|
| 41.1   | Centres créés (ou grands agrandissements)                               | Rez  | Nº    | 92,8%                | 78,6%                |
|        | Centres rénovés                                                         | Rez  | Nº    | 100,6%               | 85,2%                |
|        | Emploi créé en phase de maintenance                                     | Imp  | Nº    | 109,2%               | 92,5%                |
|        | Emplois créés en phase de construction                                  | Imp  | Nº    | 88,7%                | 75,1%                |
|        | Équipements de centres                                                  | Rez  | Nº    | 96,4%                | 81,6%                |
|        | Unités scolaires créées/adaptées                                        | Res  | Nº    | 91,1%                | 77,1%                |
|        | Nb. de places scolaires créées/adaptées                                 | Res  | Nº    | 93,7%                | 79,4%                |
| 41.12  | Elèves                                                                  | Rez  | Nº    | 114,1%               | 80,4%                |
|        | Nb. d'élèves en société d'information                                   | Rez  | Nº    | 77,3%                | 54,5%                |
|        | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | Rez  | Nº    | 108,8%               | 76,6%                |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 107,6%               | 75,8%                |
|        | Nb. de personnes occupées 6 mois après la fin de la formation           | Res  | Nº    | 13,4%                | 9,4%                 |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | Rez  | Nº    | 79,5%                | 56,0%                |
| 41.13  | Actions                                                                 | Rez  | Nº    | 139,6%               | 100,0%               |
|        | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | Rez  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 94,6%                | 67,8%                |
|        | Nb. de personnes occupées 6 mois après la fin de la formation           | Res  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | Rez  | Nº    | 94,5%                | 67,7%                |
| 41.14  | Actions                                                                 | Rez  | Nº    | 53,7%                | 41,8%                |
|        | Nb. de formateurs formés                                                | Rez  | Nº    | 119,8%               | 93,2%                |
|        | Nb. d'heures de formation en NTIC                                       | Rez  | Nº    | 84,3%                | 65,6%                |
| 41.15  | Elèves                                                                  | Rez  | Nº    | 105,9%               | 71,4%                |
|        | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | Rez  | Nº    | 115,0%               | 77,6%                |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 118,2%               | 79,7%                |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | Res  | Nº    | 86,4%                | 58,3%                |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | Rez  | Nº    | 127,3%               | 85,8%                |

**AXE 42: INSERTION ET RÉINSERTION PROFESSIONNELLE DES CHÔMEURS**

| Mesure | Indicateur                                                              | Type | Unité | Efficacité 2000-2004 | Efficacité 2000-2006 |
|--------|-------------------------------------------------------------------------|------|-------|----------------------|----------------------|
| 42.6   | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | Rez  | Nº    | 95,7%                | 64,1%                |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 116,7%               | 78,2%                |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | Res  | Nº    | 72,0%                | 48,3%                |
|        | Nb. de personnes qui reçoivent des actions préventives                  | Rez  | Nº    | 63,4%                | 42,5%                |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | Rez  | Nº    | 110,0%               | 73,8%                |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | Rez  | Nº    | 84,9%                | 56,9%                |
|        | Personnes formées                                                       | Rez  | Nº    | 81,5%                | 54,6%                |
| 42.7   | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | Rez  | Nº    | 53,3%                | 42,3%                |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 87,7%                | 69,5%                |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | Res  | Nº    | 44,7%                | 35,5%                |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | Rez  | Nº    | 86,2%                | 68,3%                |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | Rez  | Nº    | 62,2%                | 49,3%                |
|        | Personnes formées                                                       | Rez  | Nº    | 118,0%               | 93,5%                |
| 42.8   | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | Rez  | Nº    | 58,1%                | 41,1%                |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 98,7%                | 69,7%                |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | Res  | Nº    | 40,5%                | 28,6%                |
|        | Nb. de personnes qui reçoivent des actions préventives                  | Rez  | Nº    | 66,7%                | 47,1%                |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | Rez  | Nº    | 101,1%               | 71,5%                |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | Rez  | Nº    | 67,6%                | 47,8%                |
|        | Personnes formées                                                       | Rez  | Nº    | 87,5%                | 61,8%                |
| 42.9   | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | Rez  | Nº    | 84,6%                | 84,6%                |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 81,6%                | 81,6%                |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | Rez  | Nº    | 81,6%                | 81,6%                |

Tableau 4. Efficacité physique des actions du POICV 2000-2004 (suite)

AXE 43. RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ DANS L'EMPLOI ET L'ADAPTABILITÉ

| Mesure | Indicateur                                                              | Type | Unité | Efficacité 2000-2004 | Efficacité 2000-2006 |
|--------|-------------------------------------------------------------------------|------|-------|----------------------|----------------------|
| 43.2   | Entreprises bénéficiaires                                               | Rez  | Nº    | 49,1%                | 35,0%                |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                         | Rez  | Nº    | 48,6%                | 34,7%                |
|        | Nb. d'actions d'anticipation                                            | Rez  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | Rez  | Nº    | 79,0%                | 56,3%                |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 99,2%                | 70,7%                |
|        | Nb. de personnes qui ont amélioré leur situation dans le même centre    | Res  | Nº    | 17,8%                | 12,7%                |
|        | Nb. de personnes qui conservent leur emploi                             | Res  | Nº    | 27,9%                | 19,9%                |
|        | Nb. de personnes qui travaillent dans un autre centre                   | Res  | Nº    | 10,2%                | 7,3%                 |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | Rez  | Nº    | 101,6%               | 72,5%                |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | Rez  | Nº    | 76,3%                | 54,4%                |
|        | Personnes formées                                                       | Rez  | Nº    | 100,1%               | 71,4%                |
| 43.3   | Entreprises bénéficiaires                                               | Rez  | Nº    | 62,0%                | 48,2%                |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                         | Rez  | Nº    | 60,7%                | 47,1%                |
|        | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | Rez  | Nº    | 99,5%                | 77,3%                |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 72,8%                | 56,5%                |
|        | Nb. de personnes qui ont amélioré leur situation dans le même centre    | Res  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Nb. de personnes qui conservent leur emploi                             | Res  | Nº    | 5,8%                 | 4,5%                 |
| 43.4   | Personnes bénéficiaires                                                 | Rez  | Nº    | 84,6%                | 65,7%                |
|        | Actions                                                                 | Rez  | Nº    | 77,8%                | 40,0%                |
|        | Entreprises bénéficiaires                                               | Rez  | Nº    | 111,8%               | 57,5%                |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                         | Rez  | Nº    | 111,8%               | 57,5%                |
|        | Nb. d'actions d'anticipation                                            | Rez  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | Rez  | Nº    | 194,5%               | 100,0%               |
|        | Nb. d'entreprises qui restent actives douze mois après                  | Res  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 103,3%               | 53,1%                |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | Rez  | Nº    | 91,8%                | 47,2%                |

AXE 44: INTÉGRATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE PERSONNES À DIFFICULTÉS SPÉCIALES

| Mesure | Indicateur                                                              | Type | Unité | Efficacité 2000-2004 | Efficacité 2000-2006 |
|--------|-------------------------------------------------------------------------|------|-------|----------------------|----------------------|
| 44.10  | Nb. de handicapés                                                       | Rez  | Nº    | 70,3%                | 43,0%                |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 78,2%                | 47,8%                |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | Res  | Nº    | 94,1%                | 57,5%                |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | Rez  | Nº    | 70,3%                | 43,0%                |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | Rez  | Nº    | 77,7%                | 47,5%                |
|        | Personnes formées                                                       | Rez  | Nº    | 89,4%                | 54,7%                |
| 44.11  | Nb. d'immigrés                                                          | Rez  | Nº    | 67,7%                | 46,4%                |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 153,6%               | 105,3%               |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | Res  | Nº    | 69,2%                | 47,4%                |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | Rez  | Nº    | 92,3%                | 63,2%                |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | Rez  | Nº    | 76,5%                | 52,4%                |
|        | Personnes formées                                                       | Rez  | Nº    | 84,7%                | 58,1%                |

AXE 45 : PRÉSENCE DE LA FEMME SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

| Mesure | Indicateur                                                              | Type | Unité | Efficacité 2000-2004 | Efficacité 2000-2006 |
|--------|-------------------------------------------------------------------------|------|-------|----------------------|----------------------|
| 45.16  | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | Rez  | Nº    | 133,4%               | 78,8%                |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 88,1%                | 52,1%                |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | Res  | Nº    | 51,6%                | 30,5%                |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | Rez  | Nº    | 88,1%                | 52,1%                |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | Rez  | Nº    | 43,8%                | 25,9%                |
|        | Personnes formées                                                       | Rez  | Nº    | 95,7%                | 56,6%                |
| 45.17  | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | Rez  | Nº    | 38,0%                | 25,8%                |
|        | Nb. d'entreprises créées qui restaient actives douze mois après         | Res  | Nº    | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | Rez  | Nº    | 90,5%                | 61,5%                |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | Rez  | Nº    | 90,5%                | 61,5%                |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | Rez  | Nº    | 126,7%               | 86,1%                |
|        | Personnes formées                                                       | Rez  | Nº    | 114,8%               | 78,0%                |
| 45.18  | Actions                                                                 | Rez  | Nº    | 54,9%                | 43,1%                |

Tableau 4. Efficacité physique des actions du POICV 2000-2004 (suite)

## AXE 5: DÉVELOPPEMENT LOCAL ET URBAIN

| Mesure | Indicateur                                                                  | Type | Unité          | Efficacité 2000-2004 | Efficacité 2000-2006 |
|--------|-----------------------------------------------------------------------------|------|----------------|----------------------|----------------------|
| 5.1    | Création et récupération de zones vertes                                    | Rez  | m <sup>2</sup> | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Emplois créés en phase de construction                                      | Imp  | N°             | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Espaces urbains revalorisés                                                 | Rez  | m <sup>2</sup> | 248,2%               | 107,5%               |
|        | Population directement bénéficiaire                                         | Res  | N°             | 0,0%                 | 0,0%                 |
| 5.3    | Emploi créé en phase de maintenance                                         | Imp  | N°             | 133,0%               | 119,7%               |
|        | Emplois créés en phase de construction                                      | Imp  | N°             | 65,9%                | 59,3%                |
|        | Population directement bénéficiaire                                         | Res  | N°             | 38,3%                | 34,5%                |
|        | Réseaux d'électricité                                                       | Rez  | m              | 42,2%                | 38,0%                |
| 5.4    | Centres créés d'accueil et assistance aux différents types de groupes       | Rez  | N°             | 7,8%                 | 7,7%                 |
|        | Emploi créé en phase de maintenance                                         | Imp  | N°             | 6,2%                 | 6,1%                 |
|        | Usagers bénéficiés par les centres créés                                    | Res  | N°             | 5,9%                 | 5,8%                 |
|        |                                                                             |      |                |                      |                      |
| 5.5    | Centres intégrés d'emploi bénéficiés                                        | Rez  | N°             | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Emploi créé                                                                 | Imp  | N°             | 56,4%                | 29,7%                |
|        | Usagers bénéficiés                                                          | Res  | N°             | 96,9%                | 51,1%                |
|        | Augmentation ventes sur marchés locaux                                      | Imp  | %              | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Communes qui reçoivent des aides                                            | Res  | N°             | 82,0%                | 43,2%                |
|        | Communes avec des marchés municipaux bénéficiaires                          | Res  | N°             | 135,5%               | 71,4%                |
|        | Projets d'appui au développement local (assistance, études financées, etc.) | Rez  | N°             | 113,0%               | 59,6%                |
|        |                                                                             |      |                |                      |                      |
| 5.6    | Actions                                                                     | Rez  | N°             | 0,0%                 | 0,0%                 |
| 5.7    | Actions menées                                                              | Rez  | N°             | 106,1%               | 77,9%                |
|        | Centres touristiques et culturels améliorés                                 | Rez  | N°             | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Nuitées                                                                     | Res  | N°             | 97,8%                | 71,8%                |
| 5.8    | Actions dans des bâtiments et des monuments                                 | Rez  | N°             | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Bâtiments réhabilités et/ou conservés                                       | Rez  | m <sup>2</sup> | 38,2%                | 29,1%                |
|        | Emplois créés                                                               | Imp  | N°             | 7,3%                 | 5,6%                 |
|        | Visiteurs par an                                                            | Res  | N°             | 0,0%                 | 0,0%                 |
| 5.9    | Centres pour personnes handicapées                                          | Rez  | N°             | 95,8%                | 88,5%                |
|        | Centres réhabilités                                                         | Rez  | N°             | 40,6%                | 37,5%                |
|        | Emplois créés                                                               | Imp  | N°             | 26,5%                | 24,5%                |
|        | Augmentation du nb. de lits ou de places                                    | Res  | N°             | 92,1%                | 85,0%                |

## AXE 6: MOYENS DE TRANSPORTS D'ÉNERGIE

| Mesure | Indicateur                                                         | Type | Unité               | Efficacité 2000-2004 | Efficacité 2000-2006 |
|--------|--------------------------------------------------------------------|------|---------------------|----------------------|----------------------|
| 6.1    | Actions en milieu urbain                                           | Rez  | N°                  | 78,7%                | 50,0%                |
|        | Nouvelle voie rapide                                               | Rez  | Km                  | 153,6%               | 97,6%                |
|        | Route aménagée                                                     | Rez  | Km                  | 111,4%               | 70,8%                |
|        | Nouvelle Route                                                     | Rez  | Km                  | 119,5%               | 75,9%                |
|        | Emplois créés en phase de construction                             | Imp  | N°                  | 86,6%                | 55,0%                |
|        | Temps gagné par nb. d'usagers                                      | Res  | Horas/año           | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Voie rapide améliorée                                              | Rez  | Km                  | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        |                                                                    |      |                     |                      |                      |
| 6.3    | Actions sur les passages à niveau                                  | Rez  | N°                  | 358,4%               | 250,0%               |
|        | Électrification de lignes                                          | Rez  | Km                  | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Emplois créés en phase de construction                             | Imp  | N°                  | 37,1%                | 25,9%                |
|        | Gares et stations                                                  | Rez  | N°                  | 90,0%                | 62,8%                |
|        | Installations de sécurité                                          | Rez  | N°                  | 764,5%               | 533,3%               |
|        | Installations de sécurité. Longueur améliorée                      | Rez  | Km                  | 51,9%                | 36,2%                |
|        | Amélioration d'infrastructures. Points traités                     | Rez  | N°                  | 115,8%               | 80,8%                |
|        | Amélioration de voies de chemin de fer conventionnelles            | Rez  | Km                  | 116,6%               | 81,3%                |
|        | Passages à niveau supprimés                                        | Rez  | N°                  | 135,9%               | 94,8%                |
|        | Rénovation et amélioration de voies ferrées                        | Rez  | N°                  | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Lignes de chemin de fer à grande vitesse                           | Rez  | Km                  | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Augmentation de la vitesse                                         | Res  | Km/h                | -                    | -                    |
| 6.4    | Digue nouvelle ou améliorée                                        | Rez  | m                   | 27,7%                | 19,5%                |
|        | Dragages                                                           | Rez  | m <sup>3</sup>      | 12,7%                | 8,9%                 |
|        | Emploi créé en phase de maintenance                                | Imp  | N°                  | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Emplois créés en phase de construction                             | Imp  | N°                  | 116,3%               | 81,7%                |
|        | Entreprises installées dans la zone portuaire                      | Imp  | N°                  | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Matériau de remblai                                                | Rez  | m <sup>3</sup>      | 16,0%                | 11,2%                |
|        | Nouveaux postes d'accostage                                        | Res  | N°                  | 71,1%                | 50,0%                |
|        | Urbanisation ou aménagement de zone portuaire                      | Rez  | m <sup>2</sup>      | 3,4%                 | 2,4%                 |
|        | Augmentation du trafic de marchandises (par an)                    | Imp  | %                   | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Augmentation du trafic de voyageurs (par an)                       | Imp  | %                   | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Augmentation du trafic de conteneurs                               | Res  | N°                  | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        |                                                                    |      |                     |                      |                      |
| 6.5    | Actions sur aire de mouvement                                      | Rez  | N°                  | 90,5%                | 78,6%                |
|        | Actions sur les approvisionnements ou installations                | Rez  | N°                  | 115,1%               | 100,0%               |
|        | Actions sur les services en général                                | Rez  | N°                  | 115,1%               | 100,0%               |
|        | Actions sur zone de chargement                                     | Rez  | N°                  | 115,1%               | 100,0%               |
|        | Actions sur zone de voyageurs                                      | Rez  | N°                  | 92,1%                | 80,0%                |
|        | Actions sur zone de services                                       | Rez  | N°                  | 115,1%               | 100,0%               |
|        | Actions sur zone d'aviation générale                               | Rez  | N°                  | 57,6%                | 50,0%                |
|        | Augmentation de la capacité de l'aéroport                          | Rez  | N°                  | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Augmentation du trafic de marchandises (T/an)                      | Imp  | %                   | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        | Augmentation de trafic de voyageurs                                | Imp  | %                   | 0,0%                 | 0,0%                 |
|        |                                                                    |      |                     |                      |                      |
|        |                                                                    |      |                     |                      |                      |
| 6.8    | Emploi créé en phase de maintenance                                | Imp  | N°                  | 18,3%                | 15,0%                |
|        | Emplois créés en phase de construction                             | Imp  | N°                  | 1,8%                 | 1,5%                 |
|        | Augmentation de la consommation domestique/commercial du gaz       | Res  | m <sup>3</sup> /año | 0,2%                 | 0,2%                 |
|        | Câbles/tuyauteries nouvelles ou améliorées                         | Rez  | Km                  | 19,3%                | 15,8%                |
|        | Augmentation de la consommation industrielle de gaz                | Res  | m <sup>3</sup> /año | 2,6%                 | 2,2%                 |
|        | Population bénéficiaire par l'amélioration du réseau de gaz (hab.) | Res  | N°                  | 2,4%                 | 2,0%                 |
| 6.10   | Emplois créés                                                      | Imp  | N°                  | 27,8%                | 27,8%                |
|        | Entreprises bénéficiaires                                          | Rez  | N°                  | 49,4%                | 49,4%                |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                    | Rez  | N°                  | 48,9%                | 48,9%                |
|        | Investissement privé induit                                        | Res  | euros               | 48,4%                | 48,4%                |
|        | KWh d'énergie renouvelable produits                                | Res  | Kw/h                | 51,1%                | 51,1%                |
|        | Projets de substitution de fuel par un autre carburant             | Rez  | N°                  | 25,7%                | 25,7%                |
|        | TEP réduites en consommations énergétiques                         | Imp  | Tep                 | 41,1%                | 41,1%                |

**Tableau 4. Efficacité physique des actions du POICV 2000-2004 (suite)**

**AXE 7: AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL**

| Mesure | Indicateur                                                                    | Type | Unité | Efficacité<br>2000-2004 | Efficacité<br>2000-2006 |
|--------|-------------------------------------------------------------------------------|------|-------|-------------------------|-------------------------|
| 7.3    | Emplois créés                                                                 | Imp  | Nº    | 14,0%                   | 8,6%                    |
|        | Emplois maintenus                                                             | Imp  | Nº    | 0,3%                    | 0,2%                    |
|        | Investissement privé induit                                                   | Res  | euros | 0,9%                    | 0,5%                    |
|        | Investissements verts / Investissements mis en œuvre                          | Res  | %     | 0,0%                    | 0,0%                    |
|        | Nombre de bénéficiaires totaux Hommes                                         | Rez  | Nº    | 5,7%                    | 3,5%                    |
|        | Nombre de bénéficiaires totaux Femmes                                         | Rez  | Nº    | 7,6%                    | 4,7%                    |
|        | Nombre de jeunes dans le total                                                | Rez  | Nº    | 5,9%                    | 3,7%                    |
| 7.5    | Emplois créés                                                                 | Imp  | Nº    | 7,3%                    | 5,2%                    |
|        | Emplois maintenus                                                             | Imp  | Nº    | 68,1%                   | 48,8%                   |
|        | Investissement privé induit                                                   | Res  | euros | 132,8%                  | 95,1%                   |
|        | Population rurale bénéficiaire                                                | Res  | Nº    | 35793,8%                | 25636,4%                |
|        | Unités productives (Hectares, UGM, etc)                                       | Rez  | Nº    | 515,1%                  | 368,9%                  |
|        | Journées d'assistance technique aux projets                                   | Rez  | Nº    | 547,3%                  | 392,0%                  |
|        | Établissement d'agrotourisme                                                  | Rez  | Nº    | 0,0%                    | 0,0%                    |
|        | Nouvelles places de tourisme                                                  | Rez  | Nº    | 20,9%                   | 15,0%                   |
|        | Population rurale affectée                                                    | Res  | Hab   | 642,7%                  | 460,3%                  |
|        | Consultations d'information                                                   | Rez  | Nº    | 16,5%                   | 11,8%                   |
|        | Nouveaux établissements d'artisanat                                           | Rez  | Nº    | 1,6%                    | 1,1%                    |
|        | Constructions et biens artistiques ou culturels réhabilités, mis en valeur    | Rez  | Nº    | 16,5%                   | 11,8%                   |
| 7.8    | Emplois créés                                                                 | Imp  | Nº    | 1,2%                    | 0,9%                    |
|        | Groupes créés de commercialisation de produits agricoles de la qualité        | Rez  | Nº    | 62,6%                   | 46,7%                   |
|        | Heures d'assistance technique                                                 | Res  | Horas | 200,6%                  | 149,4%                  |
|        | Projets de commercialisation de produits agricoles de qualité                 | Rez  | Nº    | 255,1%                  | 190,0%                  |
|        | Exploitations utilisant des services                                          | Res  | Nº    | 290,0%                  | 216,0%                  |
|        | Services créés de substitution et d'assistance à la gestion des exploitations | Rez  | Nº    | 491,3%                  | 366,0%                  |
| 7.9    | Emplois créés                                                                 | Imp  | Nº    | 0,0%                    | 0,0%                    |
|        | Population directement bénéficiaire                                           | Res  | Nº    | 0,0%                    | 0,0%                    |
|        | Espaces naturels/urbains récupérés                                            | Rez  | m²    | 0,0%                    | 0,0%                    |

**AXE 9: ASSISTANCE TECHNIQUE (FEDER, FSE, FEOGA-O, IFOP)**

| Mesure | Indicateur                                                   | Type | Unité | Efficacité<br>2000-2004 | Efficacité<br>2000-2006 |
|--------|--------------------------------------------------------------|------|-------|-------------------------|-------------------------|
| 9.1    | Actions publicitaires et de diffusion                        | Rez  | Nº    | 28,1%                   | 25,0%                   |
|        | Contrats d'assistance technique à la gestion                 | Rez  | Nº    | 88,8%                   | 78,9%                   |
|        | Études réalisées                                             | Rez  | Nº    | 22,5%                   | 20,0%                   |
|        | Évaluations réalisées                                        | Rez  | Nº    | 16,1%                   | 14,3%                   |
|        | Dépenses associées aux actions publicitaires et de diffusion | Res  | euros | 18,3%                   | 16,3%                   |
|        | Publications                                                 | Rez  | Nº    | 56,2%                   | 50,0%                   |
|        | Réunions qui ont eu lieu (séminaires, comités, etc.)         | Rez  | Nº    | 95,6%                   | 85,0%                   |
| 9.2    | Actions                                                      | Rez  | Nº    | 114,0%                  | 61,1%                   |

En ce qui concerne **l'axe 5**, on peut parler d'un résultat moyen à bas. Seules les mesures 5.3 et 5.9 ne montrent pas d'indicateurs de niveau d'efficacité inférieur à 10%. Les indicateurs qui offrent un résultat satisfaisant sont les "emplois créés en phase de maintenance" (mesure 5.3), les usagers bénéficiaires, les communes qui ont des marchés municipaux et des projets d'appui au développement local (mesure 5.5), les actions réalisées et les nuitées (mesure 5.7), et les centres pour personnes handicapées (mesure 5.9).

Les résultats de **l'axe 6** sont assez positifs dans l'ensemble. Dans bien des indicateurs, les objectifs fixés pour la période 2000-2004 ont été dépassés. Seule la mesure 6.8 (Réseaux de distribution d'énergie) montre des indicateurs de très faible efficacité.

Quant à **l'axe 7**, on remarque une conception assez médiocre des indicateurs de suivi du programme. Les inégalités sont très fortes: d'un côté nous trouvons des indicateurs avec des résultats très au-dessus de 100% et d'autres de degré d'efficacité très bas, voire même, égaux à zéro, dans bien des cas. Cela implique le besoin de revoir la définition de base des indicateurs associés.

En ce qui concerne **l'axe 9** les niveaux d'exécution physique sont tout juste acceptables

### **III.3. Évaluation et prévisions sur le POICV**

De la consultation faite auprès des responsables du POICV on dégage une impression positive du niveau d'exécution atteint jusqu'à présent et de la prévision d'atteindre les objectifs prévus pour l'ensemble du programme, grâce à la capacité d'exécuter les paiements des deux années suivantes, jusqu'à 2008. Cependant, la dotation budgétaire n'est pas aussi disponible qu'il le faudrait pour mobiliser l'aide communautaire. Les paiements de l'Administration Centrale ou Communautaire ne sont pas particulièrement retardés, bien qu'une assignation anticipée permettrait d'améliorer la gestion des ressources.

Parmi les réussites, on remarque des progrès importants dans les aspects suivants: tissu productif, innovation technologique, formation/emploi et dotation d'infrastructures. L'environnement est important mais insuffisant pour obtenir ces résultats qui sont dus essentiellement aux actions directes du POICV dont l'évaluation est donc, quoi qu'il en soit, positive.

En ce qui concerne les objectifs de **l'Agenda de Lisbonne**, la contribution la plus positive du POICV se réfère à l'amélioration de l'emploi et de ses conditions d'accès et de qualité, ainsi qu'à l'amélioration des Ressources Humaines de la Région Autonome de Valence. L'évaluation de l'implication du tissu productif dans la société de la connaissance, des TIC et des services aux entreprises est, elle aussi, positive. La contribution a été modérée quant à la création de plate-formes technologiques et à l'amélioration des infrastructures environnementales. La prise de conscience sur l'égalité des chances a été modérée, moins favorable au regard de la conciliation entre vie de famille et travail.

Enfin, pour ce qui est de la nouvelle période de programmation, on considère positive l'élargissement de l'UE et la globalisation économique, malgré la vulnérabilité de certains secteurs de l'économie de Valence due à cette augmentation de la concurrence. Toutefois, on remarque l'existence de certaines faiblesses à l'horizon du développement de Valence, telles que: la dotation d'infrastructures, le capital humain, le capital technologique, le tissu d'entreprises ou la structure productive. De même, la génération d'emploi s'est centrée plus sur les postes de travail de basse qualification professionnelle, et les besoins des entreprises ne s'ajustent pas aux capacités générées par le système éducatif et professionnel.

L'évaluation réalisée par les coordinateurs sur la contribution possible de la Politique Régionale Communautaire au développement économique de la Région Autonome de Valence, est très haute. Malgré que la majorité des besoins puisse s'inscrire dans l'Objectif Concurrence, les ressources peuvent être insuffisantes pour consolider les résultats obtenus par le passé.

### **III.4. Projection de résultats**

Dans l'ensemble des indicateurs physiques du POICV 2000-2006 (372 indicateurs), seulement 31 % montre un degré de réalisation cohérent<sup>2</sup> avec le degré d'exécution financière de la mesure à laquelle ils se réfèrent<sup>3</sup>. Ce résultat comporte la nécessité de prévoir des changements dans les valeurs objectives des indicateurs dans de futurs programmes opérationnels d'après l'expérience acquise.

La méthode de calcul est expliquée au chapitre 3, dans lequel est présentée la possibilité d'atteindre les objectifs physiques du POICV ou de les dépasser.

L'axe 1 s'ajuste parfaitement aux objectifs poursuivis. Sur l'axe 2 les objectifs sont dépassés ou sont atteints tout au moins à 90% pour tous les indicateurs considérés, sauf pour trois où l'objectif sera atteint entre 70% et 85%. Sur l'axe 3, l'inégalité est plus importante et, pour de nombreux indicateurs, on n'atteindra que la moitié de la valeur prévue à la fin du programme. Sur les axes 41 et 42, si le rythme d'exécution se poursuit, on obtiendra les valeurs programmées dans 80 à 100% des cas, en dépassant parfois, dans plus de 20% des cas, l'objectif (nombre de personnes/femmes bénéficiaires (41.13); nb. de personnes occupées au bout de 6 mois (42.6); personnes bénéficiaires (42.8). Sur les axes 43 et 45, tous les objectifs seront pratiquement atteints en termes physiques et, sur l'axe 44, la valeur prévue pour les indicateurs sélectionnés sera dépassée de plus de 35%. Sur l'axe 5, des onze indicateurs qui suivent la règle de cohérence, quatre dépassent l'objectif de réalisation, 6 se situent entre 80 et 90%, tandis qu'un d'eux est atteint dans un pourcentage très bas (mesure 5.6). Le profil de l'axe 6 est très hétérogène, avec des indicateurs qui multiplient par trois la valeur prévue, d'autres qui la dépassent de 20%, et d'autres, 80 à 90%, qui restent en dessous de 45% de la valeur prévue. C'est également le cas de l'axe 7.

### **III.5. Efficacité du Programme**

L'analyse d'efficacité comporte des difficultés, car l'inégalité des projets qui intègrent le POICV rend plus difficile l'application d'un critère unique pour tous.

Selon les critères exposés au dernier alinéa du chapitre 3 du rapport, des 60 mesures qui intègrent le programme, un tiers n'est pas considéré valable pour mener l'étude d'efficacité. Le tableau 5 offre un résumé des résultats atteints. La variable EFICOST résume l'efficacité, qui sera d'autant plus élevée que l'indicateur sera loin de 100, c'est-à-dire que le coût unitaire réel sera inférieur à celui prévu.

Dans certaines mesures, on remarque des progrès importants en termes d'efficacité, tandis que dans d'autres, notamment celles des axes 3, 5 et 6, les déphasages sont notoires.

---

<sup>2</sup> Les indicateurs qui présentent une cohérence entre réalisation physique et exécution financière suivent la règle suivante: L'efficacité financière (2000-2006)-Efficacité physique < 0 = 15 points de pourcentage.

<sup>3</sup> La révision des valeurs prévues jusqu'en 2006 pour certains indicateurs au Comité de juin 2005, aurait permis d'incorporer à l'exercice de projection un autre indicateur qui, lui, suivrait la règle de cohérence utilisée. C'est le cas de la mesure 7.5 (Journées d'assistance technique à des projets) et de la 3.10 (Emplois créés).

Sur l'axe 1, seulement deux indicateurs montrent un EFICOST au-dessus de 100. Sur l'axe 2, le degré d'efficacité est légèrement inférieur, mais on peut encore le considérer élevé parce que la plupart présentent une valeur pour l'indicateur en dessous de 100, à l'opposé de ce qui se passe avec les quelques mesures de l'axe 3 qui ont été considérées valables pour cette analyse. Les axes 41, 42 et 43 montrent une efficacité modérée, qui est élevée sur les axes 44 et 45. Pour les axes 5 à 7, l'efficacité est modérée et parfois très basse.

Il est nécessaire de revoir le type d'indicateurs associés à chaque mesure dans ces cas là, qui peuvent ne pas pouvoir être atteints, tout au moins dans le délai du POICV, ou qui ne sont pas mesurables, et d'ajuster les valeurs objectif pour la période de programmation actuelle ou pour la prochaine, selon l'expérience acquise.

## **IV. Les buts atteints et l'incidence des interventions sur les champs d'action du programme**

### **IV.1. Contexte économique de la Région Autonome de Valence**

L'évolution de la Région Autonome de Valence est limitée par la marche de l'économie espagnole dans son ensemble qui, dans la période 2002-2004, maintient le rythme identifié dans les premières années du POICV.

La croissance du PIB national montre un différentiel de 1,1 % par rapport à l'UE15. La convergence est continue en matière d'emploi, avec une croissance de plus de 2 % par rapport à celle de l'UE, et un taux de chômage descendant, qui passe de 11,9 % à 11,2 % en 2004. L'inflation continue d'être la limitation de l'Espagne par rapport à l'Europe, qui, alliée à la force de l'euro, réduit la compétitivité à l'extérieur. Malgré cela, le commerce espagnol et l'europeen se sont intensifiés dans les dernières années de la période d'exécution du programme. Les indicateurs de production d'Espagne sont très positifs, et encore plus remarquables si on les compare à ceux du secteur de la construction.

Si nous analysons les indicateurs de contexte de la Région Autonome de Valence par rapport à l'Espagne, les principales conclusions tirées sont les suivantes:

- **Fort dynamisme des variables démographiques et sociales.** L'augmentation de la population de Valence de plus de 420.000 personnes entre 2000 et 2004 a entraîné une augmentation de la densité de population de près de 20 personnes par km<sup>2</sup>.
- D'autres indicateurs d'évolution de l'économie montrent aussi un rythme élevé. Le secteur de la construction de la Région Autonome de Valence croît au-dessus de la moyenne nationale (avec un poids de 13 % en termes d'emploi). Cela se reflète dans le secteur bancaire, avec une forte croissance des crédits hypothécaires.
- L'augmentation de la population a réduit quelques indicateurs liés à l'environnement et au territoire. Le volume d'eau distribuée par habitant a diminué, mais l'eau usée traitée a augmenté, de même que les tonnes de RSU traités.
- La dotation d'infrastructures par rapport à la moyenne n'est que modérée.

**Tableau 5. EFFICACITÉ des actions du POICV. 2000-2004**

**AXE 1. AMÉLIORATION DE LA COMPÉTITIVITÉ ET DÉVELOPPEMENT DU TISSU PRODUCTIF**

| Mesure | Indicateur                                                                        | EFICOST =<br>100 x (B/A) |
|--------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1.1    | Aides à la création                                                               | 34                       |
|        | Aides accordées (Total)                                                           | 41                       |
|        | Emplois créés                                                                     | 44                       |
|        | Emplois maintenus                                                                 | 2.228                    |
|        | Entreprises bénéficiaires                                                         | 37                       |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                   | 37                       |
|        | Nouvelles entreprises industrielles                                               | 33                       |
|        | Investissement privé induit                                                       | 44                       |
|        | Emplois créés                                                                     | 18                       |
|        | Emplois maintenus                                                                 | 32                       |
|        | Entreprises bénéficiaires                                                         | 66                       |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                   | 56                       |
|        | Investissement privé induit                                                       | 41                       |
| 1.6    | Emplois créés                                                                     | 4                        |
|        | Entreprises bénéficiaires                                                         | 18                       |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                   | 18                       |
|        | Investissement associé aux nouveaux marchés                                       | 31                       |
| 1.7    | Emplois créés                                                                     | 81                       |
|        | Entreprises bénéficiaires                                                         | 95                       |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                   | 95                       |
|        | Investissement privé induit                                                       | 79                       |
| 1.8    | Autoemploi généré                                                                 | 92                       |
|        | Entreprises bénéficiaires                                                         | 97                       |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                   | 97                       |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale           | 65                       |
|        | Personnes formées                                                                 | 70                       |
|        | Nb. d'entreprises créées qui restent actives après douze mois (autoemploi inclus) | 152                      |
| 1.10   | Entreprises bénéficiaires                                                         |                          |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                   |                          |
|        | Investissement privé induit dans le secteur touristique                           |                          |

**AXE 2: SOCIÉTÉ DE LA CONNAISSANCE (INNOVATION, R+D, SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION)**

| Mesure | Indicateur                                                                        | EFICOST =<br>100 x (B/A) |
|--------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 2.1    | Entreprises bénéficiaires                                                         | 56                       |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                                   | 58                       |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                                       | 46                       |
|        | Nb. de personnes qui restent embauchées ou ont amélioré leur situation            | 1.044                    |
|        | Personnes bénéficiaires                                                           | 46                       |
|        | Nb. de boursiers qui ont obtenu un emploi lié à la formation                      | 9                        |
| 2.2    | Emplois créés                                                                     | 64                       |
|        | Entreprises mobilisées (PME)                                                      | 109                      |
|        | Entreprises mobilisées (Total)                                                    | 109                      |
|        | Entreprises nouvelles (ou consolidées)                                            | 153                      |
|        | Investissement induit dans des entreprises collaboratrices dans des projets cofin | 85                       |
|        | Projets de R+D+I cofinancés                                                       | 73                       |
| 2.5    | Centres créés (centres technologiques, Universités, etc.)                         | 203                      |
|        | Centres rénovés (centres technologiques, Universités, etc.)                       | 49                       |
|        | Emplois créés                                                                     | 20                       |
|        | Emplois maintenus                                                                 | 823                      |
|        | Chercheurs qui utilisent les installations nouvelles ou rénovées                  | 77                       |
| 2.7    | Familles connectées à Internet                                                    | 41                       |
|        | Lignes numériques ou ADSL installées                                              | 45                       |
|        | Lignes RDSI                                                                       | 45                       |
|        | Centres ruraux bénéficiés                                                         | 80                       |
|        | Parcelles actualisées                                                             | 52                       |
|        | PME qui ont accès aux services créés                                              | 21                       |
|        | Réseaux créés dans les Administrations Publiques                                  | 118                      |
|        | Superficie actualisée                                                             | 53                       |
|        | Superficie orthophotographiée                                                     | 1.743                    |
|        | Usagers des réseaux créés                                                         | 143                      |

**Tableau 5. EFFICACITÉ des actions du POICV. 2000-2004 (suite)**

**AXE 3. ENVIRONNEMENT, MILIEU NATUREL ET RESSOURCES HYDRIQUES**

| Mesure | Indicateur                                                                        | EFICOST =<br>100 x (B/A) |
|--------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|        | Réservoirs d'eau construits ou améliorés                                          | 29                       |
|        | Emploi créé en phase de maintenance                                               | 209                      |
|        | Emplois créés en phase de construction                                            | 85                       |
|        | Nouveaux réseaux d'approvisionnement aux activités économiques                    | 55                       |
|        | Réseaux d'approvisionnement nouveaux et/ou améliorés aux centres urbains          | 20                       |
|        | Actions de récupération d'aquifères                                               | 121                      |
|        | Actions de sécurité et prévention des crues                                       | 181                      |
|        | Aquifères récupérés                                                               | 121                      |
|        | Capacité stockée régulation bassins d'eau réutilisée                              | 54                       |
| 3.2    | Emploi créé en phase de maintenance                                               | 321                      |
|        | Emplois créés en phase de construction                                            | 11                       |
|        | Réseaux d'irrigation améliorés/rénovés                                            | 47                       |
|        | Systèmes de prévision, surveillance et mesure de la consommation d'eau            | 0                        |
|        | Superficie d'irrigation fournie par le réseau amélioré                            | 32                       |
|        | Volume d'eau réutilisée                                                           | 158                      |
|        | Aménagement et/ou nettoyage de cours d'eau                                        | 10                       |
|        | Campagnes de sensibilisation et de préservation du milieu                         | 28                       |
|        | Centres et installations d'éducation environnementale                             | 14                       |
|        | Emploi créé en phase de maintenance                                               | 713                      |
|        | Emplois créés en phase de construction                                            | 185                      |
|        | Endiguements                                                                      | 200                      |
| 3.6    | Habitants bénéficiés par des aménagements/endiguements                            | 327                      |
|        | Ouvrage de connexion hydrologique                                                 | 343                      |
|        | Personnes bénéficiées par les campagnes de sensibilisation                        | 19                       |
|        | Restauration couverture végétale selon besoins                                    | 0                        |
|        | Berges améliorées                                                                 | 57                       |
|        | Voies vertes                                                                      | 22                       |
|        | Superficie reboisée ou touchée par des actions de prévention, protection et régér | 238                      |
|        | Animaux réintroduits                                                              | 48                       |
| 3.10   | Emplois créés                                                                     | 4                        |
|        | Plantes réintroduites                                                             | 553                      |
|        | Superficie restaurée                                                              | 7                        |

**AXE 41: INFRASTRUCTURE ÉDUCATIVE ET RENFORCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PROFESSIONNEL**

| Mesure | Indicateur                                                              | EFICOST =<br>100 x (B/A) |
|--------|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|        | Centres créés (ou grands agrandissements)                               | 113                      |
|        | Centres rénovés                                                         | 104                      |
|        | Emploi créé en phase de maintenance                                     | 96                       |
| 41.1   | Emplois créés en phase de construction                                  | 118                      |
|        | Équipement de centres                                                   | 109                      |
|        | Unités scolaires créées/adaptées                                        | 115                      |
|        | Nb. de places scolaires créées/adaptées                                 | 112                      |
|        | Élèves                                                                  | 96                       |
|        | Nb. d'élèves en société de l'information                                | 141                      |
| 41.12  | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | 100                      |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 101                      |
|        | Nb. de personnes occupées 6 mois après la fin de la formation           | 817                      |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | 137                      |
|        | Actions                                                                 | 54                       |
| 41.13  | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 80                       |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | 80                       |
|        | Actions                                                                 | 131                      |
| 41.14  | Nb. de formateurs formés                                                | 59                       |
|        | Nb. d'heures de formation en NTIC                                       | 83                       |
|        | Élèves                                                                  | 100                      |
|        | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | 92                       |
| 41.15  | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 90                       |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | 123                      |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | 83                       |

**Tableau 5. EFFICACITÉ des actions du POICV. 2000-2004(suite)**

**AXE 42. INSERTION ET REINSERTION PROFESSIONNELLE DES CHÔMEURS**

| Mesure | Indicateur                                                              | EFICOST =<br>100 x (B/A) |
|--------|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 42.6   | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | 60                       |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 50                       |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | 80                       |
|        | Nb. de personnes qui reçoivent des actions préventives                  | 91                       |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | 53                       |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | 68                       |
|        | Personnes formées                                                       | 71                       |
| 42.7   | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | 112                      |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 68                       |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | 134                      |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | 70                       |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | 96                       |
|        | Personnes formées                                                       | 51                       |
| 42.8   | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | 142                      |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 84                       |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | 204                      |
|        | Nb. de personnes qui reçoivent des actions préventives                  | 124                      |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | 82                       |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | 122                      |
|        | Personnes formées                                                       | 95                       |
| 42.9   | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | 118                      |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 123                      |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | 123                      |

**AXE 43: RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ DANS L'EMPLOI ET L'ADAPTABILITÉ**

| Mesure | Indicateur                                                              | EFICOST =<br>100 x (B/A) |
|--------|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 43.2   | Entreprises bénéficiaires                                               | 130                      |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                         | 131                      |
|        | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | 81                       |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 64                       |
|        | Nb. de personnes qui ont amélioré leur situation dans le même centre    | 357                      |
|        | Nb. de personnes qui conservent leur emploi                             | 228                      |
|        | Nb. de personnes qui travaillent dans un autre centre                   | 624                      |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | 63                       |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | 83                       |
|        | Personnes formées                                                       | 64                       |
| 43.3   | Entreprises bénéficiaires                                               | 117                      |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                         | 119                      |
|        | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | 73                       |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 100                      |
|        | Nb. de personnes qui conservent leur emploi                             | 1.239                    |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | 86                       |
| 43.4   | Actions                                                                 | 109                      |
|        | Entreprises bénéficiaires                                               | 76                       |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                                         | 76                       |
|        | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | 43                       |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 82                       |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | 92                       |

**AXE 44: INTÉGRATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE PERSONNES À DIFFICULTÉS SPÉCIALES**

| Mesure | Indicateur                                                              | EFICOST =<br>100 x (B/A) |
|--------|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 44.10  | Nb. de handicapés                                                       | 74                       |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 66                       |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | 55                       |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | 74                       |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | 67                       |
|        | Personnes formées                                                       | 58                       |
| 44.11  | Nb. d'immigrés                                                          | 69                       |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 30                       |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | 67                       |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | 51                       |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | 61                       |
|        | Personnes formées                                                       | 55                       |

**Tableau 5. EFFICACITÉ des actions du POICV. 2000-2004 (suite)**

**AXE 45: PRÉSENCE DE LA FEMME SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL**

| Mesure | Indicateur                                                              | EFICOST =<br>100 x (B/A) |
|--------|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 45.16  | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | 36                       |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 55                       |
|        | Nb. de personnes occupées au bout de 6 mois                             | 94                       |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | 55                       |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | 110                      |
|        | Personnes formées                                                       | 51                       |
| 45.17  | Nb. de handicapés et d'immigrés                                         | 179                      |
|        | Nb. de femmes bénéficiaires                                             | 75                       |
|        | Personnes bénéficiaires                                                 | 75                       |
|        | Personnes formées qui ont suivi un module de formation environnementale | 54                       |
|        | Personnes formées                                                       | 59                       |
| 45.18  | Actions                                                                 | 113                      |

**AXE 5: DÉVELOPPEMENT LOCAL ET URBAIN**

| Mesure | Indicateur                               | EFICOST =<br>100 x (B/A) |
|--------|------------------------------------------|--------------------------|
| 5.3    | Emploi créé en phase de maintenance      | 78                       |
|        | Emplois créés en phase de construction   | 157                      |
|        | Population directement bénéficiaire      | 271                      |
|        | Réseaux d'électricité                    | 246                      |
| 5.7    | Actions menées                           | 114                      |
|        | Nb. de nuitées                           | 124                      |
| 5.9    | Bâtiments réhabilités et/ou conservés    | 113                      |
|        | Emplois créés                            | 591                      |
|        | Centres pour personnes handicapées       | 36                       |
|        | Centres réhabilités                      | 84                       |
|        | Emplois créés                            | 129                      |
|        | Augmentation du nb. de lits ou de places | 37                       |

**AXE 6: RÉSEAUX DE TRANSPORT ET D'ÉNERGIE (FEDER)**

| Mesure | Indicateur                                              | EFICOST =<br>100 x (B/A) |
|--------|---------------------------------------------------------|--------------------------|
| 6.1    | Actions en milieu urbain                                | 249                      |
|        | Nouvelle voie rapide                                    | 127                      |
|        | Route aménagée                                          | 176                      |
|        | Nouvelle route                                          | 164                      |
|        | Emplois créés en phase de construction                  | 226                      |
| 6.3    | Actions sur passages à niveau                           | 21                       |
|        | Emplois créés en phase de construction                  | 202                      |
|        | Gares et stations                                       | 83                       |
|        | Installations de sécurité                               | 10                       |
|        | Installations de sécurité. Longueur améliorée           | 145                      |
|        | Amélioration d'infrastructures. Points traités          | 65                       |
|        | Amélioration de voies de chemin de fer conventionnelles | 64                       |
| 6.10   | Passages à niveau supprimés                             | 55                       |
|        | Emplois créés                                           | 185                      |
|        | Entreprises bénéficiaires                               | 104                      |
|        | Entreprises bénéficiaires (PME)                         | 105                      |
|        | Investissement privé induit                             | 106                      |
|        | KWh d'énergie renouvelable produits                     | 101                      |
|        | Projets de substitution de fuel par d'autres carburants | 200                      |
|        | TEP réduites en consommations énergétiques              | 125                      |

**AXE 7: AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL**

| Mesure | Indicateur                                                                        | EFICOST =<br>100 x (B/A) |
|--------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 7.3    | Emplois créés                                                                     | 14                       |
|        | Emplois conservés                                                                 | 591                      |
|        | Investissement privé induit                                                       | 223                      |
|        | Nombre de bénéficiaires totaux, hommes                                            | 34                       |
|        | Nombre de bénéficiaires totaux, femmes                                            | 26                       |
|        | Nombre de jeunes dans le total                                                    | 33                       |
| 7.5    | Emplois créés                                                                     | 698                      |
|        | Emplois conservés                                                                 | 74                       |
|        | Investissement privé induit                                                       | 38                       |
|        | Population rurale bénéficiaire                                                    | 0,14                     |
|        | Unités productives (Hectares, UGM, etc)                                           | 10                       |
|        | Journées d'assistance technique aux projets                                       | 9                        |
|        | Nouvelles places touristiques                                                     | 242                      |
|        | Population rurale affectée                                                        | 8                        |
|        | Consultations d'information                                                       | 308                      |
|        | Nouveaux établissements d'artisanat                                               | 3.158                    |
|        | Constructions et biens artistiques ou culturels réhabilités, mis en valeur et ... | 306                      |
| 7.8    | Emplois créés                                                                     | 6.260                    |
|        | Groupes créés de commercialisation de produits agricoles de la qualité            | 118                      |
|        | Heures d'assistance technique                                                     | 37                       |
|        | Projets de commercialisation de produits agricoles de la qualité                  | 29                       |
|        | Exploitations sous le régime de services de substitution                          | 26                       |
|        | Services créés de substitution et d'assistance à la gestion des exploitations     | 15                       |

- Les indicateurs d'**activité d'entreprise** montrent un plus grand dynamisme dans la création de sociétés (à l'exception des coopératives) dans la Région en 2003 par rapport à 2000, et plus grand dans la Région que dans l'ensemble de l'Espagne.
- En matière de **R+D** la Région a augmenté la dépense proportionnellement au PIB de 0,81 % à 0,97 en 2003, en l'améliorant par rapport à la moyenne nationale, bien qu'elle reste en dessous et que la dépense des entreprises reste très basse. Elle a également augmenté en ce qui concerne l'usage des TIC, mais il y a un retard par rapport à la moyenne.
- La **balance commerciale** a empiré dans la Région bien qu'elle reste positive grâce à la bonne évolution du tourisme. Néanmoins, l'investissement étranger dans la Région et en Espagne et l'investissement de celles-ci à l'extérieur ont diminué.
- Le **PIB par habitant** a convergé avec la moyenne européenne au cours de quatre dernières années, en dépassant 80%, la Région ayant dû abandonner le groupe des régions de l'Objectif I. Le chômage féminin a diminué et le pourcentage des femmes occupées dépasse 40%.

## IV.2. Les domaines d'impact

L'analyse de la contribution du POICV à l'amélioration de l'économie et de la société de la Région de Valence est compliquée, en raison de l'hétérogénéité des indicateurs du POICV, ce pourquoi on a défini cinq champs d'action qui permettent d'agglutiner tous les résultats.

Les indicateurs physiques du système de suivi ont été regroupés<sup>4</sup> selon les domaines d'impact suivants.

### Dotation d'infrastructures

Les voies d'accès à la Région Autonome de Valence sont bien meilleures, en nombre et en qualité, grâce au POICV (tableau 6). Cela se reflète dans une augmentation des voyages touristiques. Le réseau énergétique et les infrastructures urbaine sont également meilleurs, comme c'est le cas de la construction ou du remaniement de centres sociaux (115) et la réhabilitation d'espaces (86.000 m<sup>2</sup>). Les initiatives de développement local ont bénéficié 3,1 millions de personnes.

### Infrastructures et Environnement

Le stockage et le réseau de distribution de l'eau se sont améliorés. L'actuel POICV a permis d'augmenter la capacité d'eau stockée de 10.000 mètres cubes, et la régulation de bassins d'eaux réutilisées de 325.131. Les stations de traitement et les décharges se sont également améliorées. Plus de 30.000 tonnes ont pu être traitées grâce au POICV. On a restauré 1.008 hectares de terrain à travers le reboisement ou la protection du milieu naturel.

---

<sup>4</sup> Le regroupement des indicateurs a été réalisé de la manière suivante: a) Les indicateurs sélectionnés seront définis pour différentes mesures dans le même champ d'action; b) Ils mesureront des effets homogènes; c) Ils doivent être exprimés dans la même unité.

**Tableau 6. Buts atteints dans le POI de la Région Autonome de Valence par champ d'action**

| A) DÉVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES                                                   |      |           |              |
|--------------------------------------------------------------------------------------|------|-----------|--------------|
| ROUTES                                                                               | Type | Unité     | Total        |
| Voies construites/améliorées                                                         | Rez  | Km        | 226,8        |
| Temps gagné par usager                                                               | Res  | Horas/año | 0,0          |
| CHEMINS DE FER                                                                       |      |           |              |
| Voies construites/améliorées                                                         | Rez  | Km        | 84,7         |
| Points ferroviaires améliorés                                                        | Rez  | Nº        | 147,0        |
| Augmentation de la vitesse par voyage                                                | Res  | Nº        | 0,0          |
| INFRASTRUCTURE ÉNERGÉTIQUE                                                           |      |           |              |
| Canaux de distribution                                                               | Rez  |           | 218,5        |
| INFRASTRUCTURE URBAINE                                                               |      |           |              |
| Centres sociaux                                                                      | Rez  | Nº        | 115,0        |
| Réhabilitation d'espaces                                                             | Rez  | M²        | 93.730,0     |
| Population bénéficiaire                                                              | Res  |           | 3.283.364,0  |
| B) ENVIRONNEMENT: INFRASTRUCTURES                                                    |      |           |              |
| EAU                                                                                  | Type | Unité     | Total        |
| Réseaux                                                                              | Rez  | Km        | 955          |
| Réservoirs                                                                           | Rez  | Nº        | 9            |
| Traitement d'eaux (décharges, stations de traitement)                                | Rez  | Nº        | 2            |
| SUPERFICIE                                                                           |      |           |              |
| Terrain restauré                                                                     | Rez  | Has       | 1.008        |
| Terrain récupéré                                                                     | Rez  | M²        | 731.660      |
| Accès                                                                                | Rez  | m         | 72.751       |
| ACTIONS                                                                              |      |           |              |
| Biodiversité                                                                         | Rez  | Nº        | 0            |
| Monts                                                                                | Rez  | Nº        | 1.119        |
| Campagnes de sensibilisation et de préservation de l'environnement                   | Rez  | Nº        | 7            |
| Centres et installations d'éducation environnementale                                | Rez  | Nº        | 24           |
| C) ENVIRONNEMENT: AMÉLIORATIONS DE LA FOURNITURE                                     |      |           |              |
| ÉNERGIE                                                                              | Type | Unité     | Total        |
| Consommations (augmentation de la consommation)                                      | Res  | Mm³/año   | 90,9         |
| KWh d'énergie renouvelable produits                                                  | Res  | Kw/h      | 89.486.893,2 |
| TEP réduites en consommation énergétique                                             | Imp  | TEP       | 75.280,3     |
| Population bénéficiaire par l'amélioration du réseau de gaz (hab.)                   | Res  | Nº        | 8.000,0      |
| EAU                                                                                  | Type | Unité     | Total        |
| Améliorations de la fourniture                                                       |      |           |              |
| Eau stockée                                                                          | Res  | m³        | 335.131      |
| Volume d'eau réutilisée                                                              | Res  | Hm³/año   | 8            |
| Réduction de la pollution                                                            |      |           |              |
| Tonnes de RSU traitées par an                                                        | Res  | Tm/año    | 31.100       |
| Réduction du pourcentage de RSU non exploitables (tonnes/ an)                        | Imp  | %         | 10,15        |
| Aquifères récupérés                                                                  | Res  | Nº        | 1            |
| SUPERFICIE                                                                           |      |           |              |
| Superficie bénéficiaire par les infrastructures                                      | Res  | Has.      | 102.818      |
| Sol récupéré/Sol pollué                                                              | Res  | %         | 0,45         |
| Restauration couverture végétale selon besoins                                       | Res  | %         | 13,28        |
| Population bénéficiaire                                                              | Res  | Nº        | 2.698.003,0  |
| D) PROMOTION D'ENTREPRISES                                                           |      |           |              |
| ENTREPRISES BÉNÉFICIAIRES                                                            | Type | Unité     | Total        |
| Entreprises totales                                                                  | Rez  | Nº        | 66.255       |
| Entreprises totales                                                                  | Rez  | Nº        | 63.369       |
| % PME sur le total d'entreprises                                                     | Rez  | %         | 96%          |
| % PME mobilisées sur total entreprises mobilisées                                    | Rez  | %         | 98%          |
| NOUVELLES ACTIVITÉS                                                                  |      |           |              |
| Aides                                                                                | Rez  | Nº        |              |
| Aides accordées (total)                                                              | Rez  | Nº        | 2.110        |
| Aides à la création                                                                  | Rez  | Nº        | 420          |
| % d'aides à la création / Total aides                                                | Rez  | %         | 20%          |
| Nouvelles entreprises                                                                |      | Nº        | 274          |
| Autoemploi généré                                                                    | Rez  | Nº        | 1.433        |
| Investissement induit                                                                | Res  | Euros     | 662.700.609  |
| Survie des entreprises                                                               | Res  | Nº        | 526          |
| CRÉATION/MAINTENANCE D'EMPLOI                                                        |      |           |              |
| Emplois créés                                                                        | Imp  | Nº        | 32.713       |
| Emplois conservés                                                                    | Imp  | Nº        | 11.298       |
| E) TECHNOLOGIE DE LA COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION + INNOVATION ET DÉVELOPPEMENT |      |           |              |
| TAILLE DU RÉSEAU DE COMMUNICATIONS                                                   | Type | Unité     | Total        |
| Lignes                                                                               | Rez  | Nº        | 55.550       |
| Réseaux créés dans les Administrations Publiques                                     | Rez  | Nº        | 15           |
| Centres                                                                              |      | Nº        | 272          |
| Augmentation des connexions                                                          |      |           |              |
| Centres bénéficiés                                                                   | Res  | Nº        | 47           |
| Centres ruraux bénéficiés                                                            | Res  | Nº        | 275          |
| PME qui ont accès aux services créés                                                 | Res  | Nº        | 36.250       |
| Usagers des réseaux créés                                                            | Res  | Nº        | 349.480      |
| Familles connectées à Internet                                                       | Imp  | Nº        | 481.800      |
| AUGMENTATION DE L'ACTIVITÉ                                                           |      |           |              |
| Emplois créés                                                                        | Imp  | Nº        | 1.444        |
| Emplois conservés                                                                    | Imp  | Nº        | 3.435        |
| Entreprises créées                                                                   | Res  | Nº        | 3.267        |
| Projets financés                                                                     | Res  | Nº        | 3.199        |
| Augmentation du personnel de recherche                                               | Res  | Nº        | 13.382       |
| Augmentation de la dépense dérivée de la R+D                                         | Res  | euros     | 136.572.273  |

### Promotion des entreprises

Des 315.214 entreprises de la Région Autonome de Valence en 2004, un total de 65.443 ont bénéficié des aides du POICV (21%), dont 95,6% de PME, représentatives de la structure productive de la Région. L'investissement privé induit des projets cofinancés s'élève à 662 millions d'euros. Des entreprises créées, 526 restaient actives, et ont généré 32.713 emplois. Les emplois maintenus grâce aux aides s'élèvent à 11.298

### Innovation et développement technologique

Grâce au POICV, 55.550 nouvelles lignes de téléphone, 44.630 ADSL et 10.920 RDSI, ont été établies. Près de 350.000 nouveaux usagers et 36.250 entreprises ont bénéficié de l'augmentation du nombre de connexions. Les projets de recherche financés se sont élevés à 3.199 et l'on est parvenu à impliquer 13.382 chercheurs. L'investissement induit dans des entreprises collaboratrices s'élève à 136 millions d'euros.

### Développement rural

Le développement constituant un domaine d'impact prioritaire de la politique européenne, une étude plus approfondie a été menée à ce propos. Outre le système de suivi, les organes gestionnaires impliqués en cette matière ont été interrogés, ainsi que certains bénéficiaires finaux des mesures considérées comme les plus importantes du programme, la 1.2 et la 7.3.

L'agriculture de la région de Valence contribue au PIB régional pour une part inférieure à la moyenne, qui se situe à 4,6%. La Région possède 13,5% de toutes les exploitations espagnoles, mais n'occupe que 7,5% des travailleurs agricoles de tout le pays.

La mesure la plus importante en termes financiers, parmi celles qui sont liées au développement rural, est la 1.2 "Industries agroalimentaires" (tableau 7). Aux deux tiers de la période de programmation on constate un gros retard dans les mesures 7.3 et 7.9, un retard considérable dans les mesures 1.2, 3.10 et 7.5 et un léger retard dans les mesures 3.9 et 7.8.

**Tableau 7. Exécution financière des actions de développement rural du POICV 2000-2006**

| Domaines prioritaires                 | Investissement total prévu<br>2000-2006 |               | Montant payé au 31 déc.<br>2004 |               | Paiements s/<br>investissement<br>prévu |
|---------------------------------------|-----------------------------------------|---------------|---------------------------------|---------------|-----------------------------------------|
|                                       | Euros                                   | % s/ total    | Euros                           | % s/ total    |                                         |
| Infrastructures agraires <sup>1</sup> | np                                      | np            | np                              | np            | np                                      |
| Complexe agroalimentaire              | 222.571.954                             | 67,7%         | 82.529.694                      | 60,6%         | 37,1%                                   |
| Diversification économique            | 43.302.924                              | 13,2%         | 15.502.961                      | 11,4%         | 35,8%                                   |
| Environnement                         | 62.738.856                              | 19,1%         | 38.167.930                      | 28,0%         | 60,8%                                   |
| <b>Total développement rural</b>      | <b>328.613.734</b>                      | <b>100,0%</b> | <b>136.200.585</b>              | <b>100,0%</b> | <b>41,4%</b>                            |

<sup>1</sup> Les mesures qui constituent ce domaine d'intervention ne font pas partie du PO régional de la Région Autonome de Valence, mais du plan multirégional (np: néant)

Source: Fonds 2000 et élaboration propre

Les **domaines prioritaires** du développement rural sont au nombre de cinq, bien que seulement quatre soient abordés dans le programme régional. Dans le domaine du complexe agroalimentaire (qui représente 67,7% du total des mesures), 37,1% du total prévu a été exécuté (payé). En matière de diversification économique (qui représente 11,4%), le pourcentage est de 35,8%, et pour ce qui est de l'Environnement (qui représente 19,1%), la part exécutée représente 60,8%. On remarque que dans les mesures qui touchent davantage l'environnement, le degré d'exécution est plus élevé (tableau 8).

**Tableau 8. Contribution du POICV 2000-2006 au développement rural par domaines prioritaires d'intervention**

Exécution au 31/21/2004

| Mesures                                  | Investissement prévu 2000 - 2006 (euros) | Poids financier s/ Axe correspondant (%) | Poids financier s/ total mesures développement rural (%) | Paielements effectués 2000-2004 (euros) | Paielements s/investissement prévu 2000 - 2006 (euros) |
|------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| Mesure 1.2                               | 124.270.547                              | 33%                                      | 38%                                                      | 47.125.599                              | 38%                                                    |
| Mesure 3.9                               | 51.963.129                               | 4%                                       | 16%                                                      | 34.594.340                              | 67%                                                    |
| Mesure 3.10                              | 10.775.727                               | 1%                                       | 3%                                                       | 3.573.591                               | 33%                                                    |
| Mesure 7.3                               | 34.957.834                               | 25%                                      | 11%                                                      | 420.942                                 | 1%                                                     |
| Mesure 7.5                               | 42.521.607                               | 30%                                      | 13%                                                      | 15.433.042                              | 36%                                                    |
| Mesure 7.8                               | 63.343.573                               | 45%                                      | 19%                                                      | 34.983.153                              | 55%                                                    |
| Mesure 7.9                               | 781.317                                  | 1%                                       | 0%                                                       | 69.919                                  | 9%                                                     |
| <b>Total mesures développement rural</b> | <b>328.613.734</b>                       | <b>20%</b>                               | <b>100%</b>                                              | <b>136.200.585</b>                      | <b>41%</b>                                             |
| <b>Total axe</b>                         | <b>141.604.331</b>                       | <b>100%</b>                              | <b>43%</b>                                               | <b>50.907.056</b>                       | <b>36%</b>                                             |
| <b>Total FEOGA</b>                       | <b>327.832.417</b>                       | <b>23%</b>                               | <b>100%</b>                                              | <b>136.130.666</b>                      | <b>42%</b>                                             |

Source: Fonds 2000 et élaboration propre

Selon les indicateurs de suivi, le nombre d'entreprises agroalimentaires bénéficiaires des aides du POICV s'est élevé à 181, dont 93% sont des PME. Le nombre total de titulaires d'exploitations agraires bénéficiaires s'est élevé à 48, dont 7 femmes et 11 jeunes. Par ailleurs, la population rurale favorisée par les investissements est de 162.791 personnes et celle touchée par le développement du milieu s'est située à un peu plus de 460.000 personnes.

Du **travail sur le terrain** réalisé pour les bénéficiaires des mesures 1.2 et 7.3 on tire quelques conclusions intéressantes.

Les aides représentent 25% du projet financé dans le cas des industries agroalimentaires et 37% pour les titulaires d'exploitations. Un fort pourcentage affirme qu'il n'aurait pas entrepris d'investir s'il n'avait pas eu cette aide.

Dans l'industrie, les projets visent à améliorer la qualité et la sécurité alimentaire, ainsi que la productivité et la rentabilité de l'entreprise, dans tous les cas, et, dans un très fort pourcentage (86%), à améliorer les conditions de vie et de travail (tableau 9a). Dans le cas des exploitations agraires, ce dernier, allié à celui de l'augmentation de la Productivité, sont les deux principaux objectifs du projet d'investissement (80%).

Les raisons qui ont amené à réaliser le projet sont au nombre de cinq (réglementation légale, considérations relatives à l'environnement, considération d'ordre économique et technique ou autres). L'incorporation de nouvelles technologies est le principal motif pour les bénéficiaires de la 1.2, mais, pour ceux de la mesure 7.3, c'est une raison de poids dans 90% des cas. La raison qui fait l'unanimité est celle de la réduction des coûts de production (tableau 10).

Le tableau 11 montre les résultats atteints par les projets financés en charge du FEOGA. La totalité des investissements dans des exploitation agraires ont donné lieu à l'incorporation de nouvelles technologies et, dans 83% des cas, la production acquiert une dénomination d'origine<sup>5</sup>. Les coûts de production se sont réduits de 12% et les résidus de 22%. Quant aux progrès réalisés dans le fonctionnement, 30% des projets ont représenté une amélioration de la mécanisation et 20% ont amélioré la production et la gestion dans son ensemble. Parmi les bénéficiaires d'industries agroalimentaires, l'incorporation de nouvelles technologies et l'amélioration de la traçabilité sont des objectifs unanimes. Une grande majorité (86%) signale des réductions de coût et des critères de qualité, mais pour d'autres, les coûts augmentent comme conséquence du projet. 43% des personnes interrogées considèrent comme des résultats positifs la dénomination d'origine, l'amélioration de l'évaluation de la production ou à la sortie du marché.

Tableau 9. Effets du projet sur différents aspects

| Effets sur :                                     | Mesure 1.2<br>(Industries<br>agroalimentaires) | Mesure 7.3<br>(Exploitations<br>agaires) |
|--------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------|
| Réduction de la consommation d'eau               | 29%                                            | 50%                                      |
| Réduction de la production de résidus            | 29%                                            | 30%                                      |
| Amélioration des conditions de vie et de travail | 86%                                            | 80%                                      |
| Qualité et sécurité alimentaire                  | 100%                                           | 30%                                      |
| Offre de nouveaux produits et services           | 57%                                            | 30%                                      |
| Ouverture et accès aux nouveaux marchés          | 43%                                            | 20%                                      |
| Productivité et rentabilité                      | 100%                                           | 80%                                      |
| Bonnes pratiques agaires                         | 57%                                            | 50%                                      |

Source: Élaboration propre

Tableau 10. Raisons pour la réalisation du projet

| Raisons pour la réalisation du projet <sup>1</sup> | Mesure 1.2<br>(Industries<br>agroalimentaires) | Mesure 7.3<br>(Exploitations<br>agaires) |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------|
| <b>Normes légales</b>                              |                                                |                                          |
| Environnement                                      | 43%                                            | 40%                                      |
| Bien-être animal                                   | -                                              | -                                        |
| Hygiène et sécurité dans le travail                | 71%                                            | 20%                                      |
| <b>Considérations environnementales</b>            |                                                |                                          |
| Réduire la consommation énergétique                | 14%                                            | 50%                                      |
| Réduire consommation d'eau                         | -                                              | 50%                                      |
| Réduire la production de résidus                   | 14%                                            | 40%                                      |
| <b>Considérations économiques</b>                  |                                                |                                          |
| Diversification                                    | 57%                                            | -                                        |
| Réduire coûts de production                        | 57%                                            | 100%                                     |
| <b>Considérations techniques</b>                   |                                                |                                          |
| Obsolescence des installations                     | 29%                                            | 90%                                      |
| Amélioration qualitative des productions           | 71%                                            | 70%                                      |
| Amélioration procédures de gestion                 | 29%                                            | 90%                                      |
| Incorporation nouvelles technologies               | 100%                                           | 90%                                      |
| Adaptation aux marchés                             | 43%                                            | 20%                                      |
| Adaptation aux dénominations de qualité            | 71%                                            | 30%                                      |
| <b>Autres</b>                                      |                                                |                                          |
| Amélioration des conditions de vie et de travail   | 100%                                           | 30%                                      |
| Intégration dans une entité associative            | -                                              | 60%                                      |

<sup>1</sup> Réponse multiple, plus de 100%

<sup>5</sup> Le bas niveau d'efficacité financière de la mesure 7.3 contraste avec les effets positifs des investissements financiers dans l'activité agricole. Les nouvelles reprogrammations ont réduit la dépense publique éligible de cette mesure en raison de la mauvaise exécution. Les organes gestionnaires devraient toutefois tenir compte des bénéfices potentiels de ces mesures dans de prochains programmes opérationnels et un plus gros effort devrait être exigé.

**Tableau 11. Résultats du projet**

| RÉSULTATS OBTENUS                                         | Mesure 1.2<br>(Industries<br>agroalimentaires) | Mesure 7.3<br>(Exploitations<br>agraires) |
|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------|
| <b>RÉDUCTION</b>                                          |                                                |                                           |
| Réduction de la consommation d'eau                        | 1%                                             | 19%                                       |
| Réduction des coûts de production                         | 28%                                            | 12%                                       |
| Réduction de la production de résidus                     | 30%                                            | 22%                                       |
| <b>AUGMENTATION</b>                                       |                                                |                                           |
| Évaluation des productions locales                        | 67%                                            |                                           |
| Augmentation de la sortie sur le marché                   | 53%                                            |                                           |
| Production sous dénomination d'origine (DO) ou écologique | 72%                                            | 83%                                       |
| Incorporation de nouvelles technologies                   | 100%                                           | 100%                                      |
| Effets sur les coûts                                      | 86%                                            |                                           |
| Traçabilité                                               | 86%                                            |                                           |
| Critères de qualité                                       | 71%                                            | 40%                                       |

Source: Élaboration propre

L'analyse du développement rural implique nécessairement de se référer aux Questions Communes d'Évaluation (QCE). L'analyse de ces questions<sup>6</sup> permet de connaître, d'une manière ordonnée et pour chacune des mesures du programme, les effets que ce dernier a eu sur l'économie de la Région de Valence et avec quelle ampleur.

Le chapitre 4 analyse en détail la correspondance entre ces questions et les objectifs du POICV, et ne signale aucune contradiction. Toutefois, certaines PCE ne sont pas applicables dans ce cas car elles se réfèrent à des actions qui se déroulent au plan multirégional et non pas régional.

L'étude concrète de la contribution du programme à l'atteinte des objectifs à partir de la méthodologie des PCE a été abordée dans six aspects concrets:

- 1) **Indicateurs et éléments quantitatifs favorables:** Le résultat est satisfaisant et se reflète surtout dans les indicateurs de maintien de l'emploi (pour toutes les mesures) et, d'une manière moins généralisée, dans ceux de protection de l'environnement.
- 2) **Orientations favorables:** La mesure **3.10**, donne lieu à un transfert de connaissances aux habitants du milieu rural qui débouchera sur l'établissement de nouvelles cultures compatibles avec la conservation de l'environnement. La **7.9** présente des orientations favorables au maintien et à l'amélioration de la qualité de la vie, de l'emploi et de la structure économique rurale et, la **7.5**, en plus de l'emploi, à l'amélioration de l'environnement. Les actions de la mesure **7.8** ont une incidence directe sur l'amélioration de la structure économique et indirecte sur le maintien de l'emploi.
- 3) **Profil des bénéficiaires.** Les actions de développement rural s'ajustent parfaitement aux besoins de la région selon le type de groupe bénéficiaire.

<sup>6</sup> La méthodologie associée est définie dans les documents STAR comme le requièrent explicitement le Règlement (CE) n° 1257/1999 et l'article 56 du Règlement (CE) n° 445/2002 (qui a été dérogé par le Règlement 817/2004).

- 4) **Autres aspects positifs:** Les travaux liés à la sylviculture constituent un investissement sur le territoire avec visions d'avenir qui, en plus de générer de l'emploi, permettent de changer la culture rurale de certaines zones de la région vers l'exploitation forestière durable, en générant d'importantes externalisations positives sur le territoire.
- 5) **Limitations intrinsèques:** Le manque de ressource humaines pour développer les actions limite l'atteinte d'objectifs. Le caractère annuel du budget limite la continuité des actions.
- 6) **Limitations exogènes:** La main-d'œuvre spécialisée, le manque de ressources et l'absence d'un tissu d'entreprises dans les agglomérations rurales ayant la capacité d'adopter et de promouvoir les produits générés dans la zone.

### Ressources Humaines

La second aspect remarquable de la présente étude, avec celui du développement rural, est celui qui se réfère au Capital Humain de la Région Autonome de Valence.

Le tableau 12 permet d'observer la **contribution du POICV** aux variables liées aux ressources humaines de la Région Autonome de Valence. En définitive, il montre l'impact, en termes d'emploi et de formation, et la valeur ajoutée du POICV sur le capital humain de la Région.

En Formation Professionnelle, on constate une amélioration généralisée dans l'incidence des programmes. La population bénéficiée est passée de 85,7%, jusqu'au moment de l'évaluation intermédiaire, à 93,7% des élèves inscrits jusqu'en 2004. Les bénéficiaires de la formation continue sur le total de personnes occupées de la Région Autonome de Valence est passé de 8,6% à 15,2% entre les périodes 2000-2002 et 2000-2004. Ces pourcentages, référés aux femmes, s'élèvent à 9,2% et 16,4%, et ceux référés aux jeunes, à 6,4 et 20,9%, respectivement. Les bénéficiaires de la formation professionnelle des chômeurs représentent en moyenne, dans la période 2000-2004, 28,4% des chômeurs de la Région, les femmes, 38,4%, et les jeunes, 56%, par rapport à leur groupe respectif. Les actions de formation à l'adresse des handicapés et des immigrés se sont multipliées, respectivement, par deux et par trois entre les deux périodes.

Dans l'ensemble, les actions du FSE présentent un niveau d'exécution élevé à la fin de 2004. Quatre mesures seulement (44.11, 45.16, 5.6 et 9.2) présentent une efficacité financière inférieure à 50%. La moyenne du POICV se situe à 77,6%. Les champs d'actions dans lesquels l'efficacité financière est plus élevée sont la Formation Professionnelle des chômeurs, les aides à l'emploi et le développement et l'amélioration des systèmes de formation dans l'enseignement réglé.

Quelques-uns des aspects additionnels des ressources humaines bénéficiaires des actions du FSE sont les suivants:

La présence de la femme est croissante dans les objectifs du FSE du POICV, étant passée de 54,60% à 60,30% depuis la période de l'évaluation intermédiaire (graphique 3).

Tableau 12. Incidence du POICV 2000-2006 sur les ressources humaines de la Région de Valence

| Indicateur du PO (1)             |           |               | Indicateur de contexte (2)               |           |           | Incidence<br>(1/2)<br>2000-<br>2002 | Incidence<br>(1/2)<br>2000-<br>2004 |
|----------------------------------|-----------|---------------|------------------------------------------|-----------|-----------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Description                      | 2000-2002 | 2000-<br>2004 | Description                              | 2000-2002 | 2000-2004 |                                     |                                     |
| Élèves de FP                     | 120.883   | 220.147       | Élèves inscrits FP                       | 141.091   | 234.984   | 85,7%                               | 93,7%                               |
| Élèves de FCI                    | 147.735   | 270.423       | Occupés EPA (moyenne annuelle)           | 1.708.158 | 1.784.625 | 8,6%                                | 15,2%                               |
| Élèves de FC femmes <sup>1</sup> | 58.924    | 112.041       | Occupées EPA (moyenne annuelle)          | 642.583   | 683.100   | 9,2%                                | 16,4%                               |
| Élèves de FC jeunes <sup>1</sup> | 14.636    | 48.050        | Occupés EPA jeunes (16-24)               | 227.842   | 229.810   | 6,4%                                | 20,9%                               |
| Élèves de FO <sup>2</sup>        | 28.366    | 60.628        | Chômeurs (moyenne annuelle)              | 202.375   | 213.545   | 14,0%                               | 28,4%                               |
| Élèves de FO femmes <sup>2</sup> | 21.936    | 46.091        | Chômeurs femmes (moyenne annuelle)       | 116.075   | 120.110   | 18,9%                               | 38,4%                               |
| Élèves de FO jeunes <sup>2</sup> | 11.614    | 32.855        | Chômeurs EPA jeunes (16-24)              | 57.942    | 58.045    | 20,0%                               | 56,6%                               |
| Élèves de FO longue durée        | 2.275     | 4.836         | Chômeurs de longue durée                 | 41.042    | 36.330    | 5,5%                                | 13,3%                               |
| Handicapés                       | 1.077     | 2.391         | Personnes de 6 à 64 ans avec un handicap | 206.519   | 206.519   | 0,5%                                | 1,2%                                |
| Immigrés                         | 1.561     | 4.178         | Travailleurs étrangers affiliés          | 56.163    | 78.779    | 2,8%                                | 5,3%                                |

<sup>1</sup> On a considéré les élèves de la mesure 43.2 qui se réfère à l'assistance aux personnes. Les mesures 43.3 et 43.4 n'ont pas été prises en compte parce qu'elles se réfèrent à des actions d'emploi et non pas de formation

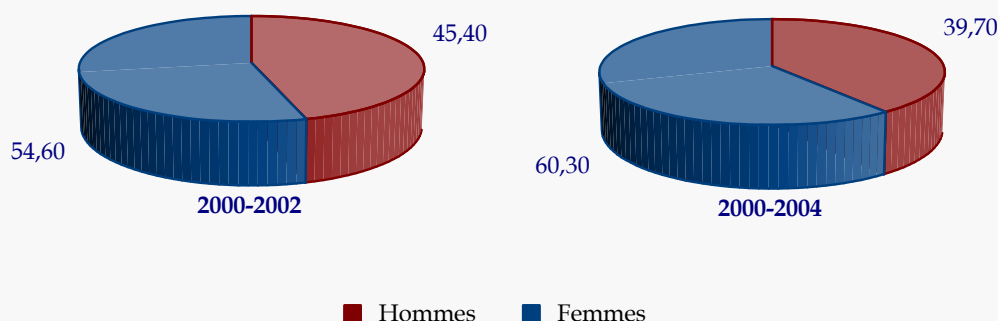
<sup>2</sup> On a considéré les élèves des axes 42, 44 et 45 dans les actions relatives à l'assistance aux personnes et à la formation

<sup>3</sup> Dernière donnée disponible 2001. Service d'information sur le handicap (SID)

<sup>4</sup> Moyenne de la période (2000-2002 et 2000-2004)

Source: SSU, INE, Ministère de l'Éducation, Ministère du Travail et élaboration propre

Graphique 3. Distribution par sexe de bénéficiaires des actions du FSE dans le POICV 2000-2006



Source: SSU et élaboration propre

- Pour l'ensemble de la période 2000-2004 les jeunes (<25 ans) constituent le principal groupe ciblé, avec 42,76%, suivi de la population adulte (>25,<45) avec 27,06% (voir tableau 13). Par niveau d'études, le groupe principal est celui qui a suivi des études jusqu'à l'enseignement secondaire obligatoire (25%) et secondaire complet (20%). Les personnes occupées représentent 47% des bénéficiaires. Des bénéficiaires de la formation professionnelle des chômeurs, seulement 3,4% sont chômeurs de très longue durée.

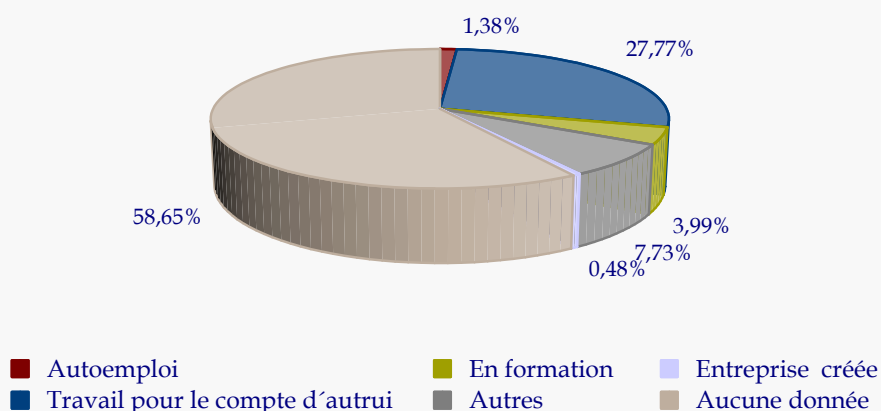
Tableau 13. Caractéristiques du total de bénéficiaires du programme 2000-2004

| Caractéristiques                                  | Détail                   | 2000-2002 |      |          | 2000-2004 |      |          |
|---------------------------------------------------|--------------------------|-----------|------|----------|-----------|------|----------|
|                                                   |                          | Total     | %    | % Femmes | Total     | %    | % Femmes |
| Âge                                               | Moins de 25 ans          | 104.546   | 30%  | 51%      | 263.626   | 43%  | 53%      |
|                                                   | De 25 à 45 ans           | 96.017    | 28%  | 47%      | 166.850   | 27%  | 47%      |
|                                                   | Plus de 45 ans           | 38.716    | 11%  | 28%      | 73.233    | 12%  | 33%      |
|                                                   | NS/NC                    | 109.668   | 31%  | 51%      | 112.784   | 18%  | 50%      |
| Niveau d'études                                   | Sans études              | 50.236    | 14%  | 37%      | 77.947    | 13%  | 34%      |
|                                                   | Secondaires obligatoires | 55.769    | 16%  | 47%      | 154.214   | 25%  | 50%      |
|                                                   | Secondaire               | 39.031    | 11%  | 50%      | 125.814   | 20%  | 52%      |
|                                                   | Universitaires           | 31.300    | 9%   | 63%      | 70.139    | 11%  | 62%      |
|                                                   | NS/NC                    | 172.611   | 49%  | 47%      | 188.379   | 31%  | 46%      |
| Situation professionnelle                         | Occupé                   | 158.526   | 45%  | 43%      | 286.768   | 47%  | 44%      |
|                                                   | Arrêté                   | 64.225    | 18%  | 51%      | 102.381   | 17%  | 58%      |
|                                                   | Autres                   | 77.007    | 22%  | 53%      | 174.083   | 28%  | 51%      |
|                                                   | NS/NC                    | 49.189    | 14%  | 46%      | 53.261    | 9%   | 45%      |
|                                                   | Moins de 1 an au chômage | 27.334    | 43%  | 48%      | 43.445    | 42%  | 56%      |
|                                                   | De 1 à 2 ans au chômage  | 10.588    | 16%  | 69%      | 18.568    | 18%  | 71%      |
|                                                   | Plus de 2 ans au chômage | 748       | 1%   | 70%      | 3.475     | 3%   | 76%      |
|                                                   | NS/NC                    | 25.555    | 40%  | 46%      | 36.893    | 36%  | 51%      |
|                                                   | Personnes handicapées    | 2.401     | 42%  | 37%      | 5.527     | 35%  | 40%      |
|                                                   | Immigrés                 | 1.746     | 30%  | 42%      | 7.823     | 49%  | 52%      |
| Personnes qui reviennent sur le marché du travail |                          | 175       | 3%   | 67%      | 489       | 3%   | 47%      |
|                                                   | Autres                   | 1.419     | 25%  | 48%      | 2.093     | 13%  | 55%      |
| Tous                                              |                          | 348.947   | 100% | 100%     | 616.493   | 100% | 100%     |

Source: SSU et élaboration propre

- Pour la période 2000-2004, le pourcentage moyen d'insertion est de 12%, mais varie beaucoup selon la mesure. Dans la mesure 45.18, les insérés atteignent 89,1%, tandis que dans la 41.12 ils ne représentent que 2,4%. L'axe 45, spécifique de la situation de la femme, présente un pourcentage plus élevé d'insertion que les autres axes impliqués. En volume d'insérés, la mesure 42.8 se détache, avec 10.874, le tiers du total de 31.493. Le groupe principal inséré est celui de la femme, suivi des jeunes. Du total des insérés, 27,77% le sont en tant que travailleurs pour le compte d'autrui, 3,93% reste en formation et 1,38% monte sa propre entreprise (graphique 4).
- En Formation Continue dans le POICV, 58,57% des élèves sont des hommes et 41,43% des femmes, la participation de ces dernières ayant augmenté depuis les 39,88% de la période qui a été incluse dans l'évaluation intermédiaire. Au contraire, en formation professionnelle les femmes représentent 76% des personnes bénéficiaires.

**Graphique 4. Modalités d'insertion des bénéficiaires du FSE au bout six mois**  
Période d'exécution 2000-2004



Source: SSU et élaboration propre

Des **enquêtes auprès des bénéficiaires finaux** des mesures qui sont considérées stratégiques (1.8, 43.2 et 42.6) on a tiré quelques caractères qui se dégagent déjà du système de suivi et qui permettent de mesurer l'impact et la valeur ajoutée de ces actions<sup>7</sup>. Le chapitre 4 du Rapport illustre très largement les résultats obtenus.

Des actions visant à renforcer la capacité des entreprises -mesure 1.8- (tableau 14):

- Les femmes représentent 34,1 % des bénéficiaires de cette mesure.
- Le taux de permanence ou de consolidation des initiatives d'entreprise est très élevé et atteint 95,1 %, dont 98,1 % pour les hommes et 89% pour les femmes.
- Le pourcentage de femmes universitaires est légèrement supérieur à celui des hommes.
- Deux tiers des projets financés se concentrent dans le secteur des services, notamment s'il s'agit de femmes.

Quant à la mesure 42.6 "Offrir aux chômeurs la capacité d'insertion sur le marché du travail" (tableau 15):

- 75,5% des bénéficiaires sont des femmes. Le niveau d'études qui prédomine le plus est celui des études secondaires, suivi de celui des études primaires obligatoires et de celui des universitaires. De nouveau, les femmes universitaires bénéficiaires sont plus nombreuses que les hommes. 58,5% des bénéficiaires de la formation professionnelle ont entre 25 et 45 ans.
- L'indice d'insertion supérieur à six mois montre que 51,1 % ont trouvé du travail, légèrement supérieur chez les femmes, 52,1 %. Le temps d'insertion de 81,3% des insérés est inférieur à 3 mois, et de 3 à 6 mois pour 12,5% d'entre eux.

<sup>7</sup> L'impact quantitatif des actions du FSE est mesuré et analysé au chapitre IV.4 du résumé exécutif et plus en détail au point 4.3 du rapport complet.

- Le taux d'adaptation entre emploi et action formative est de 83,3% parmi les insérés. Parmi les jeunes, l'adaptation est très élevée, 92,9%.

**Tableau 14. Indicateurs de résultats obtenus à partir des enquêtes du FSE: Mesure 1.8. Effectivité des actions de renforcement de la capacité des entreprises**

|                                                               | Total | Femmes | Hommes |
|---------------------------------------------------------------|-------|--------|--------|
| Distribution des projets par sexe                             | 100%  | 34,1%  | 65,9%  |
| Taux de permanence ou consolidation d'initiatives entreprises | 95,1% | 89%    | 98,1%  |

| Situation antérieure à l'accès à l'aide pour la génération de nouvelle activité | Pourcentage vertical |        |        | Niveau d'études (Pourcentage vertical) |            |                |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------|--------|--------|----------------------------------------|------------|----------------|
|                                                                                 | Total                | Femmes | Hommes | Primaire                               | Secondaire | Universitaires |
| Chômeurs de 6 mois à un an                                                      | 11,0%                | 17,9%  | 7,4%   | 10,0%                                  | 10,3%      | 13,0%          |
| Chômeurs de plus d'un an                                                        | 6,1%                 | 14,3%  | 1,9%   | 6,7%                                   | 10,3%      | -              |
| Chômeurs de moins de 6 mois                                                     | 12,2%                | 7,1%   | 14,8%  | 6,7%                                   | 17,2%      | 13,0%          |
| N'a jamais travaillé                                                            | 2,4%                 | 7,1%   | 0,0%   | -                                      | 3,4%       | 4,3%           |
| Travailleur pour le compte d'autrui                                             | 53,7%                | 32,1%  | 64,8%  | 63,3%                                  | 41,4%      | 56,5%          |
| Travailleur à son compte                                                        | 14,6%                | 21,4%  | 11,1%  | 13,3%                                  | 17,2%      | 13,0%          |

| Niveau d'études de ceux qui accèdent aux aides                 | Pourcentage vertical |        |        |
|----------------------------------------------------------------|----------------------|--------|--------|
|                                                                | Total                | Femmes | Hommes |
| Études primaires obligatoires                                  | 36,6%                | 28,6%  | 40,7%  |
| Études secondaires (Baccalauréat et Formation Professionnelle) | 35,4%                | 39,3%  | 33,3%  |
| Universitaires                                                 | 28,0%                | 32,1%  | 25,9%  |

| Distribution des projets par secteur d'entreprise | Pourcentage vertical |        |        | Pourcentage vertical |            |            |
|---------------------------------------------------|----------------------|--------|--------|----------------------|------------|------------|
|                                                   | Total                | Femmes | Hommes | Moins de 25          | De 25 à 45 | Plus de 45 |
| Secteur agricole                                  | 6,1%                 | -      | 9,3%   | -                    | 8,2%       | 0,0%       |
| Secteur industriel                                | 20,7%                | 14,3%  | 24,1%  | -                    | 21,3%      | 22,2%      |
| Secteur construction                              | 11,0%                | 3,6%   | 14,8%  | 66,7%                | 13,1%      | 5,6%       |
| Secteur services                                  | 62,2%                | 82,1%  | 51,9%  | 33,3%                | 57,4%      | 72,2%      |
| Sous-secteur société de l'information             | 1,2%                 | -      | 1,9%   | 33,3%                | -          | -          |
| Sous-secteur environnemental                      | -                    | -      | -      | -                    | -          | -          |
| Sous-secteur gisements d'emploi                   | 1,2%                 | -      | 1,9%   | -                    | -          | 5,6%       |

**Tableau 15. Indicateurs des résultats obtenus à partir des enquêtes du FSE: Mesure 42.6. Offrir aux chômeurs la capacité d'insertion sur le marché du travail.**

|                                                                          | Pourcentage horizontal |        |        |
|--------------------------------------------------------------------------|------------------------|--------|--------|
|                                                                          | Total                  | Femmes | Hommes |
| Bénéficiaires de la Formation Professionnelle pour les chômeurs par sexe | 100%                   | 75,5%  | 24,5%  |

| Taux d'insertion supérieur à 6 mois                     | Pourcentage vertical |        |        | Pourcentage vertical |            |            |
|---------------------------------------------------------|----------------------|--------|--------|----------------------|------------|------------|
|                                                         | Total                | Femmes | Hommes | Moins de 25          | De 25 à 45 | Plus de 45 |
| N'ont pas trouvé de travail après l'action de formation | 48,9%                | 47,9%  | 52,2%  | 36,4%                | 41,8%      | 88,2%      |
| Ont trouvé du travail                                   | 51,1%                | 52,1%  | 47,8%  | 63,6%                | 58,2%      | 11,8%      |

| Temps d'insertion (Total insérés = 100) |       |        |        |             |            |            |
|-----------------------------------------|-------|--------|--------|-------------|------------|------------|
|                                         | Total | Femmes | Hommes | Moins de 25 | De 25 à 45 | Plus de 45 |
| Moins de 3 mois                         | 81,3% | 81,1%  | 81,8%  | 71,4%       | 90,6%      | -          |
| De 3 à 6 mois                           | 12,5% | 13,5%  | 9,1%   | 21,4%       | 6,3%       | 50,0%      |
| De 6 mois à 1 an                        | 2,1%  | -      | 9,1%   | -           | 3,1%       | -          |
| Plus de 2 ans                           | 4,2%  | 5,4%   | -      | 7,1%        | -          | 50,0%      |

| Taux de prévention (Durée du chômage avant la formation) | Pourcentage vertical |        |        | Pourcentage vertical |            |            |
|----------------------------------------------------------|----------------------|--------|--------|----------------------|------------|------------|
|                                                          | Total                | Femmes | Hommes | Moins de 25          | De 25 à 45 | Plus de 45 |
| Moins de 6 mois                                          | 51,1%                | 46,5%  | 65,2%  | 63,6%                | 52,7%      | 29,4%      |
| De 6 mois à 1 an                                         | 18,1%                | 14,1%  | 30,4%  | 4,5%                 | 23,6%      | 17,6%      |
| De 1 à 2 ans                                             | 9,6%                 | 12,7%  | 0,0%   | 4,5%                 | 9,1%       | 17,6%      |
| Plus de 2 ans                                            | 10,6%                | 12,7%  | 4,3%   | 0,0%                 | 9,1%       | 29,4%      |
| N'ont jamais travaillé                                   | 10,6%                | 14,1%  | 0,0%   | 27,3%                | 5,5%       | 5,9%       |

| Taux d'adaptation de l'emploi à la formation reçue (Plus d'un emploi après la formation = 100) | Pourcentage vertical |        |        | Pourcentage vertical |            |            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|--------|--------|----------------------|------------|------------|
|                                                                                                | Total                | Femmes | Hommes | Moins de 25          | De 25 à 45 | Plus de 45 |
| <b>Adaptation entre formation et emploi *</b>                                                  |                      |        |        |                      |            |            |
| Très bonne                                                                                     | -                    | -      | -      | -                    | -          | -          |
| Assez bonne                                                                                    | 44,4%                | 28,6%  | 100,0% | 50,0%                | 40,0%      | -          |
| Mauvaise                                                                                       | 11,1%                | 14,3%  | 0,0%   | -                    | 20,0%      | -          |
| Aucune                                                                                         | 44,4%                | 57,1%  | 0,0%   | 50,0%                | 40,0%      | -          |

\* Ce résultat doit être interprété avec prudence car il n'est pas représentatif dès l'instant qu'il est très fractionné

| Taux de stabilité dans l'emploi (Total insérés = 100) | Pourcentage vertical |        |        | Pourcentage vertical |            |            |
|-------------------------------------------------------|----------------------|--------|--------|----------------------|------------|------------|
|                                                       | Total                | Femmes | Hommes | Moins de 25          | De 25 à 45 | Plus de 45 |
| <b>Temps travaillé depuis l'action formative</b>      |                      |        |        |                      |            |            |
| Moins de 75% du temps                                 | 14,6%                | 16,2%  | 9,1%   | 28,6%                | 9,4%       | -          |
| Plus de 75% du temps                                  | 68,8%                | 67,6%  | 72,7%  | 71,4%                | 65,6%      | 100,0%     |
| Actuellement au chômage                               | 16,7%                | 16,2%  | 18,2%  | -                    | 25,0%      | -          |

- Quant à la stabilité de l'emploi, 14,6% des gens travaillent moins de 75% du temps depuis la formation, 68% plus de 75% et 16,7% sont au chômage.

Les actions de formation continue menées à travers la mesure 43.2 "Assurer l'actualisation du niveau de compétences des travailleurs" (tableau 16) ont été vérifiées également à travers des enquêtes:

- 49,4% des bénéficiaires sont des femmes, le niveau d'études universitaires est de 36%, et celui des études secondaires de 35%.
- Les secteurs dans lesquels s'inscrivent les bénéficiaires sont essentiellement ceux des services, surtout l'hôtellerie (35%).
- 50% des bénéficiaires des actions de formation continue travaillent pour le compte d'autrui avec un contrat fixe.

**Tableau 16. Indicateurs de résultats obtenus à partir des enquêtes du FSE: Mesure 43.2, Assurer l'actualisation du niveau de compétences des travailleurs**

|                                                      | Pourcentage horizontal |        |        |
|------------------------------------------------------|------------------------|--------|--------|
|                                                      | Total                  | Femmes | Hommes |
| Bénéficiaires de la Formation Continue (FC) par sexe | 100%                   | 49,4%  | 50,6%  |

| Secteur d'activité de l'entreprise origine de la FC | Pourcentage vertical |        |        |
|-----------------------------------------------------|----------------------|--------|--------|
|                                                     | Total                | Femmes | Hommes |
| Agraire                                             | 2,5%                 | 1,3%   | 3,7%   |
| Industrie                                           | 11,7%                | 11,3%  | 12,2%  |
| Construction                                        | 6,8%                 | 7,5%   | 6,1%   |
| Commerce                                            | 8,6%                 | 8,8%   | 8,5%   |
| Hôtellerie                                          | 35,2%                | 41,3%  | 29,3%  |
| Services                                            | 29,6%                | 26,3%  | 32,9%  |
| Secteur tertiaire                                   | 5,6%                 | 3,8%   | 7,3%   |

| Situation professionnelle du bénéficiaire de la FC | Pourcentage vertical |        |        |
|----------------------------------------------------|----------------------|--------|--------|
|                                                    | Total                | Femmes | Hommes |
| Pour le compte d'autrui avec un contrat fixe       | 50,0%                | 48,8%  | 51,2%  |
| Pour le compte d'autrui avec un contrat temporaire | 19,8%                | 17,5%  | 22,0%  |
| Travailleur à son propre compte                    | 15,4%                | 11,3%  | 19,5%  |
| Actuellement au chômage                            | 14,8%                | 22,5%  | 7,3%   |

| Taux de participation volontaire à l'action                                      | Pourcentage vertical |        |        |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------------|--------|--------|
|                                                                                  | Total                | Femmes | Hommes |
| Pour l'intérêt de l'entreprise                                                   | 19,8%                | 21,3%  | 18,3%  |
| Augmenter les possibilités pour changer de travail dans l'entreprise ou ailleurs | 2,5%                 | 1,3%   | 3,7%   |
| Élargir les connaissances pour progresser dans la carrière professionnelle       | 46,3%                | 41,3%  | 51,2%  |
| Acquérir de nouvelles habiletés et capacités à appliquer au poste de travail     | 12,3%                | 15,0%  | 9,8%   |
| Pour le développement personnel                                                  | 18,5%                | 20,0%  | 17,1%  |
| Autre raison                                                                     | 0,6%                 | 1,3%   | 0,0%   |

| Taux d'adaptation de la formation au poste de travail | Pourcentage vertical |        |        |
|-------------------------------------------------------|----------------------|--------|--------|
|                                                       | Total                | Femmes | Hommes |
| Mauvais                                               | 4,9%                 | 5,0%   | 4,9%   |
| Moyen                                                 | 14,2%                | 12,5%  | 15,9%  |
| Bon                                                   | 33,3%                | 27,5%  | 39,0%  |
| Très bon                                              | 47,5%                | 55,0%  | 40,2%  |

| Pourcentage vertical |            |            |
|----------------------|------------|------------|
| Moins de 25          | De 25 à 45 | Plus de 45 |
| -                    | 4,0%       | -          |
| 30,8%                | 12,9%      | 4,2%       |
| 23,1%                | 7,9%       | 0,0%       |
| 7,7%                 | 7,9%       | 10,4%      |
| 0,0%                 | 30,7%      | 54,2%      |
| 30,8%                | 31,7%      | 25,0%      |
| 7,7%                 | 5,0%       | 6,3%       |

| Pourcentage vertical |            |            |
|----------------------|------------|------------|
| Moins de 25          | De 25 à 45 | Plus de 45 |
| 30,8%                | 53,5%      | 47,9%      |
| 30,8%                | 19,8%      | 16,7%      |
| 15,4%                | 16,8%      | 12,5%      |
| 23,1%                | 9,9%       | 22,9%      |

| Pourcentage vertical |            |            |
|----------------------|------------|------------|
| Moins de 25          | De 25 à 45 | Plus de 45 |
| 23,1%                | 17,8%      | 22,9%      |
| -                    | 2,0%       | 4,2%       |
| 69,2%                | 49,5%      | 33,3%      |
| -                    | 10,9%      | 18,8%      |
| 7,7%                 | 19,8%      | 18,8%      |
| -                    | -          | 2,1%       |

| Pourcentage vertical |            |            |
|----------------------|------------|------------|
| Moins de 25          | De 25 à 45 | Plus de 45 |
| 23,1%                | 4,0%       | 2,1%       |
| 7,7%                 | 13,9%      | 16,7%      |
| 30,8%                | 35,6%      | 29,2%      |
| 38,5%                | 46,5%      | 52,1%      |

- La formation a lieu surtout sur place et c'est celle qui est donnée en dehors de la journée de travail qui prédomine (66,7%).
- Les cours ont pour but, dans 46,3% des cas, d'élargir des connaissances et de progresser dans la carrière professionnelle et, dans 12,3%, d'acquérir de nouvelles capacités dans le travail, et dans 18,5%, le développement personnel.
- Le taux d'adaptation du niveau de compétences est très haut (80,8%).

En général, les actions de formation du FSE contribuent très positivement à améliorer les possibilités d'emploi des ressources humaines de la région, notamment à travers les cours de formation professionnelle et continue. La participation est très élevée. On remarque aussi la forte satisfaction des bénéficiaires et l'adaptation de la formation aux objectifs poursuivis: soit augmenter les connaissances et la qualification de l'élève pour trouver un poste de travail, soit améliorer les aptitudes pour être promu sur le marché du travail, dans l'entreprise ou en dehors.

### IV.3. Évaluation des effets attendus par domaine d'impact

Après avoir appliqué divers critères pour identifier si les mesures sont aptes ou non pour estimer les effets attendus du POICV, on détermine s'ils ont ou non une influence sur les domaines d'impact considérés.

Le domaine de l'emploi et celui de la compétitivité et de la productivité sont ceux qui présentent le plus d'interrelation avec une grande part des mesures. Le domaine de la Société de la Connaissance n'est pas aussi transversal que l'environnement ou la participation de la femme (et d'autres groupes) sur le marché du travail. Le tableau 3 permet de vérifier comment les axes 4 s'associent d'une manière particulière à des domaines plus concrets.

Les aspects les plus remarquables de l'étude d'impact du POICV 2000-2006 sont les suivants:

1. **Limitations et contraintes de l'étude:** a) Le temps pour dresser le rapport est limité; b) Les impacts ne sont pas toujours visibles à court terme; c) Les indicateurs ne reprennent pas immédiatement tous les résultats du programme
2. **Études d'impact spécifiques:** a) Questionnaires de suivi au bout de trois et de six mois après la fin de la formation; b) Dans le domaine de l'environnement, les études d'impact sont obligatoires ou la justification de la non nécessité; c) Les consultations auprès des gestionnaires et les enquêtes auprès des bénéficiaires finaux constituent un certain mode d'étude d'impact.
3. **Impacts les plus remarquables:** a) Création d'emploi. Tous les axes ont une incidence directe ou indirecte sur cet aspect. On remarque, en termes absolus, l'axe 1. b) La formation et la qualification des ressources humaines (axe 41,42,43,44,45); c) La compétitivité et la productivité; l'amélioration des infrastructures (axe 5 et 6), des canaux de distribution et de communication (axe 2 et 3), l'amélioration du tissu productif (axe 1), le développement rural (axe 7) et l'amélioration du capital humain (axes 41 à 45), ont tous plus ou moins d'incidence sur la compétitivité et la productivité de l'économie de la région; d) L'environnement. C'est un principe transversal qui doit être présent dans toutes les actions.
4. **Délai de temps:** il dépend du type d'action considéré.

5. **Distribution territoriale des impacts:** Les unités gestionnaires ont veillé à ce qu'il y ait une distribution équilibrée des actions et des ressources. À ce propos, les nouvelles technologies facilitent l'accès en franchissant les distances géographiques.
6. **Les segments sociaux dans lesquels on détecte des impacts spécifiques** dépendent du type de l'action considérée.
7. **Secteur d'activité:** Les impacts atteignent la totalité du tissu productif de la Région Autonome de Valence. Les PME et les secteurs d'activité traditionnelle ont un plus grand poids dans l'économie de la Région de Valence. Cependant, le secteur tertiaire est favorisé par les actions d'autoemploi, notamment des femmes.
8. **La cohérence entre les besoins et les impacts** est élevée.
9. **Favoriser les effets positifs et diminuer les négatifs:** Moyennant la diffusion et le transfert des résultats et en appliquant des actions de contrôle et suivi.
10. **Faire connaître les impacts à la société:** Le POICV dispose d'un système de publicité et d'information qui doit être utilisé à cette fin.
11. **Impact plus difficile à obtenir:** Application du principe d'Égalité des Chances.
12. **Les buts programmés peuvent être atteints:** La reprogrammation a favorisé l'ajustement entre les besoins et les ressources disponibles.
13. **Jugement global concernant les impacts du programme:** L'indice de satisfaction des agents impliqués est élevé.
14. **Leçons à tirer en vue de la nouvelle programmation:** a) mener des études préalables pour connaître les besoins et les manques dans les divers domaines. b) Impliquer l'AAPP pour détecter un autre type de difficultés de caractère plus structurel c) encourager les actions adressées aux plus défavorisés.
15. **Conditions requises pour la nouvelle programmation:** a) Maintenir les lignes d'action pour consolider les acquis jusqu'à présent et en favoriser de nouveaux, b) meilleure connaissance des besoins de chaque secteur, c) Identifier et définir clairement les indicateurs physiques qui s'ajustent le mieux à chacune des actions et des objectifs poursuivis; d) plus grande souplesse dans les délais des convocations d'aides; e) Augmenter les ressources humaines spécialisées dans les différentes actions; f) Primer les actions qui ont une influence positive sur l'intégration du principe d'égalité des chances.

#### IV.4. Impact Macroéconomique

Pour mesurer l'impact économique effectif qu'a le POICV 2000-2006 sur l'économie de la Région de Valence on utilise la méthodologie des tables Input-Output (TIO).

Si l'on applique toutes les ressources assignées au POICV dans la période 2000-2006, l'impact sur l'output (en tenant compte des trois fonds) s'élèvera à 9.353 millions d'euros, dont 4.370 sont à impact initial, et 5.013 à impact induit. Les actions cofinancées avec le FEDER sont celles qui ont un impact plus fort qui représente 76,7% du total. Le FSE représente 16% et le FEOGA les 7,1% restants. L'impact total sur le revenu s'élève à 3.883 millions d'euros. Le FSE gagne du poids dans ce cas jusqu'à 19%. En termes d'emploi, l'impact atteint presque 132.000 postes de travail équivalents.

L'impact des actions exécutées jusqu'en 2004 s'élève, en termes d'output, revenu et emploi total à 5.180, 2.143 et 74.115, respectivement (tableau 17). Par conséquent, le rythme d'exécution suivi jusqu'à présent a permis d'atteindre les objectifs de la période à 80 et 82% environ (tableau 18)

**Tableau 17. Impact des actions du POICV 2000- 2006**

Investissement programmé 2000-2006  
Millions d'euros constants de 2004

|              | Impact sur l'OUTPUT |              |              | Impact sur le Revenu |              |              | Impact sur l'Emploi * |               |               |
|--------------|---------------------|--------------|--------------|----------------------|--------------|--------------|-----------------------|---------------|---------------|
|              | Total               | Initial      | Induit       | Total                | Initial      | Induit       | Total                 | Initial       | Induit        |
| FEDER        | 7.181               | 3.326        | 3.855        | 2.900                | 965          | 1.935        | 95.237                | 27.174        | 68.064        |
| FEOGA-O      | 678                 | 323          | 355          | 279                  | 94           | 185          | 11.745                | 5.138         | 6.608         |
| FSE          | 1.523               | 721          | 803          | 705                  | 209          | 496          | 24.682                | 9.930         | 14.751        |
| <b>TOTAL</b> | <b>9.383</b>        | <b>4.370</b> | <b>5.013</b> | <b>3.883</b>         | <b>1.267</b> | <b>2.616</b> | <b>131.665</b>        | <b>42.242</b> | <b>89.422</b> |

\* Nb. d'emplois équivalents à temps complet

**Tableau 18. Impact des actions du POICV 2000-2004**

Investissement effectué 2000-2004  
Millions d'euros constants de 2004

|              | Impact sur l'OUTPUT |              |              | Impact sur le Revenu |            |              | Impact sur l'Emploi * |               |               |
|--------------|---------------------|--------------|--------------|----------------------|------------|--------------|-----------------------|---------------|---------------|
|              | Total               | Initial      | Induit       | Total                | Initial    | Induit       | Total                 | Initial       | Induit        |
| FEDER        | 4.066               | 1.871        | 2.195        | 1.641                | 543        | 1.099        | 55.530                | 16.713        | 38.816        |
| FEOGA-O      | 281                 | 134          | 147          | 116                  | 39         | 77           | 5.142                 | 2.412         | 2.730         |
| FSE          | 833                 | 394          | 439          | 385                  | 114        | 271          | 13.443                | 5.383         | 8.060         |
| <b>TOTAL</b> | <b>5.180</b>        | <b>2.399</b> | <b>2.781</b> | <b>2.143</b>         | <b>696</b> | <b>1.447</b> | <b>74.115</b>         | <b>24.508</b> | <b>49.607</b> |

\* Nb. d'emplois équivalents à temps complet

Source: Fonds 2000, MIOCV, élaboration propre

Le POICV a un effet considérable sur la croissance de l'économie de la Région de Valence. L'impact sur l'output représente 20% de la variation totale du PIB entre 2000 et 2004 (tableau 19). En termes de revenu, il se situe à 13% du VAB de la Région de Valence. Par ailleurs, en ce qui concerne l'emploi, les 74.000 emplois générés par le POICV entre 2000 et 2004 dépassent de 20% la croissance des personnes actives de la Région Autonome de Valence entre 2000 et 2004.

**Tableau 19. Impact du POICV dans la période 2000-2004 sur l'économie de Valence.**

| Macrograndeurs <sup>1</sup> |            | % Impact sur les macrograndeurs |                  |
|-----------------------------|------------|---------------------------------|------------------|
| Région Autonome de Valence  | 2004       | Valeur 2004                     | Croissance 00-04 |
| PIB (mille euros)           | 77.481.394 | 7%                              | 20%              |
| VABpb (mille euros)         | 69.382.767 | 3%                              | 13%              |
| Emplois (mille)             | 2.009      | 4%                              | 20%              |

<sup>1</sup> Les données sont en termes courants

Source: INE, MIOCV et élaboration propre

## IV. 5 Contribution à la Stratégie Européenne en matière d'Emploi

La Stratégie Européenne d'Emploi a été révisée récemment à un horizon temporel qui s'étend jusqu'à l'an 2010, avec l'établissement d'un nouveau calendrier et d'une configuration différente pour le Plan National d'Action pour l'Emploi (PNAE), 10 directives environ étant configurées, autour desquelles devront tourner les politiques et les mesures à prendre par les États Membres.

On étudie ensuite la contribution du POICV à ces directives.

Dans toutes les mesures considérées dans cette analyse, dans celles qui se réfèrent au FSE, on a vérifié que, dans la définition des actions menées, on tient compte du groupe auquel ils s'adressent et les effets qu'on en attend.

Les effets directs des mesures du FSE suivent les directives 1 (Mesures actives et préventives en faveur des chômeurs et des personnes inactives), 4 (Promouvoir le développement du capital humain et l'apprentissage permanent) et 2 (Création de postes de travail et esprit d'entreprise).

D'autre part, les effets indirects généraux de ces mesures ont consisté en une amélioration de l'emploi et de la compétitivité des entreprises, obtenue grâce à l'augmentation de capital humain dans la société, et en une amélioration de la culture et de l'esprit d'entreprise de la société de la Région de Valence (mesure 1.8).

Le Réseau d'Instituts Technologiques de la Région Autonome de Valence est un exemple concret des effets de système qui génèrent les actions du POICV, puisqu'ils ont un effet multiplicateur sur toutes les entreprises du tissu productif.

Les mesures **contribuent au FSE et au PNAE** en facilitant la formation et l'amélioration de la qualification des jeunes (pour faciliter leur incorporation à l'emploi) et des travailleurs en activité des entreprises de la région, ainsi que des entrepreneurs, ce qui répercute directement sur la création et la consolidation d'entreprises et, par conséquent, sur la création et la stabilité de l'emploi (directives 1, 2 et 4). De plus, la mesure 2.1 contribue aussi à l'amélioration de la formation du personnel de recherche (directive 4) et la 45.18 promeut l'égalité entre hommes et femmes, ainsi que l'adaptabilité et la mobilité sur le marché du travail (directives 6 et 3).

La mesure 43.2 (Assurer l'actualisation du niveau de compétences des travailleurs) contribue aussi à **d'autres politiques nationales** de la même manière qu'elle le faisait pour l'FSE et le PNAE. En général, toutes les mesures du FSE contribuent directement à la politique éducative d'Espagne. La formation est la base de l'emploi et, par conséquent, les deux politiques doivent fonctionner ensemble.

## V. Analyse des principes horizontaux

### V.1. Le principe horizontal d'Environnement

#### Les recommandations

Dans l'évaluation intermédiaire du POICV 2003, 4 recommandations ont été données sur le principe d'environnement:

1. Insuffisance de ressources

2. Manuel pour l'intégration du principe
3. Incorporation d'autres indicateurs liés à l'environnement
4. Réaffectation de ressources avec des mesures présentant un rythme d'exécution plus élevé de l'axe 3.

En ce qui concerne la **première recommandation**, on a constaté une augmentation effective de l'assistance technique qui a permis d'améliorer la gestion et le suivi des actions environnementales dans le POICV. Quant à la **seconde**, le Manuel de procédure pour la gestion du POICV en matière environnementale a permis d'améliorer le suivi des pratiques environnementales et de connaître les procédures à suivre pour faire face aux exigences de la politique horizontale communautaire. Pour ce qui est de la **troisième recommandation**, quelques-unes des valeurs objectives des indicateurs relatifs à l'environnement ont été modifiées au Comité de Suivi, les unes ont été supprimées et d'autres ajoutées<sup>8</sup>. Durant le présent exercice, et comme résultat des écarts détectés dans l'efficacité physique, le groupe coordinateur du POICV 2000-2006 va proposer des modifications des indicateurs existants et la création d'autres. Selon la proposition de la **quatrième recommandation**, les ressources de l'axe 3 ont été réaffectées, en réduisant le montant des mesures les plus problématiques et en augmentant celles dont le rythme d'exécution est meilleur. La mesure 3.6 est celle dont les ressources ont le plus diminué, de plus de 200 millions d'euros.

En général, on remarque une intégration positive du principe d'environnement grâce, essentiellement, à l'application du Manuel de procédure en cette matière.

#### Les changements dans la programmation

La **reprogrammation financière 2004** a visiblement touché aussi l'intégration de la priorité environnementale, notamment sur l'axe 3, qui est directement lié à la protection et à l'amélioration de l'environnement.

En définitive, la réaffectation de ressources effectuée sur cet axe suppose un changement de la politique environnementale appliquée dans la Région de Valence. Concrètement, la priorité est donnée maintenant à l'augmentation de la disponibilité d'une ressource comme l'eau, qui est rare, et à la récupération des zones humides, des cours d'eau et des berges, tandis que sont réduites les actions visant à améliorer les habitats naturels. Cela est dû à l'augmentation des crédits des mesures 3.1 et 3.2 et à la diminution de ceux de la 3.6 de plus de 200 millions d'euros.

Les actions du FSE développent le sens de la responsabilité environnementale moyennant l'implantation des modules de sensibilisation environnementale pendant les cours de formation.

#### Les indicateurs physiques

A travers des indicateurs de réalisation et les résultats du système de suivi, on vérifie que la contribution du POICV par rapport au "sol" et à la côte de la Région Autonome de Valence a été importante (table 1). Le conditionnement et le nettoyage du lit (mesure 3.6), les centres et installations d'éducation environnementale (mesure 3.6), la superficie reboisée ou affectée par des actions de prévention, de protection et de régénération (mesures 3.5 et 3.6), la superficie restaurée (3.6 et 3.10), la superficie de côte récupérée, de marais ou de plage régénérés (mesure 3.5) et de voies vertes (mesure 3.6).

---

<sup>8</sup> Ces changements sont commentés plus en détail au premier chapitre du Résumé exécutif et au chapitre 2 du Rapport complet.

**Table 1. Sélection d'indicateurs de réalisation qui apportent une information importante**

| Indicateurs de réalisation<br>Description                                                   |     | Valeur<br>objectif 2000-<br>2006 | Valeur<br>obtenue au<br>31/12/2004 | Effet environnemental |        |         | Contribution de la<br>programmation |               | Mesures impliquées                                                          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----|----------------------------------|------------------------------------|-----------------------|--------|---------|-------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                             |     |                                  |                                    | Négatif               | Neutre | Positif | Négligeable                         | Significative |                                                                             |
| Aménagement et/ou nettoyage de cours d'eau                                                  | Km  | 195                              | 446                                |                       |        | x       |                                     | x             | 3.6                                                                         |
| Actions de récupération et régénération                                                     | Nº  | 37                               | 15                                 |                       |        | x       |                                     | x             | 3.8                                                                         |
| Actions en milieu urbain                                                                    | Nº  | 8                                | 4                                  |                       |        | x       | x                                   |               | 6.1                                                                         |
| Nouvelle voie rapide                                                                        | Km  | 129                              | 126                                | x                     |        |         |                                     | x             | 6.1                                                                         |
| Centres et installations d'éducation environnementale                                       | Nº  | 15                               | 24                                 |                       |        | x       |                                     | x             | 3.6                                                                         |
| Bâtiments réhabilités et/ou conservés                                                       | m2  | 26.570                           | 7.730                              |                       | x      |         |                                     | x             | 5.8                                                                         |
| Personnes formées qui ont suivi un module de formation<br>environnemental                   | Nº  | 252.542                          | 140.699                            |                       |        | x       |                                     | x             | 1.8, 41.12, 41.15, 42.6,<br>42.7, 42.8, 43.2, 44.10,<br>44.11, 45.16, 45.17 |
| Stations de traitement, récupération et recyclage RSU                                       | Nº  | 1                                | 1                                  |                       |        | x       | x                                   |               | 3.4                                                                         |
| Projets d'appui au développement local (assistance, études<br>financées, etc.)              | Nº  | 245                              | 146                                | x                     |        |         |                                     | x             | 5.5                                                                         |
| Nouveaux réseaux                                                                            | Km  | 210                              | 149                                |                       |        | x       |                                     | x             | 3.1                                                                         |
| Réseaux d'électricité                                                                       | m   | 525.000                          | 199.479                            |                       | x      |         |                                     | x             | 5.3                                                                         |
| Superficie reboisée ou touchée par des actions de<br>prévention, protection et régénération | Ha  | 8.350                            | 8.209                              |                       |        | x       |                                     | x             | 3.5, 3.6                                                                    |
| Superficie restaurée                                                                        | Has | 2.333                            | 2.316                              |                       |        | x       |                                     | x             | 3.6, 3.10                                                                   |
| Superficie de côte récupérée                                                                | m2  | 16.425.000                       | 15.323.065                         |                       |        | x       |                                     | x             | 3.5                                                                         |
| Superficie de marais récupérée                                                              | m2  | 10.000                           | 9.329                              |                       |        | x       |                                     | x             | 3.5                                                                         |
| Superficie de plage récupérée ou régénérée                                                  | m2  | 634.000                          | 591.466                            |                       |        | x       |                                     | x             | 3.5                                                                         |
| Systèmes de prévision, surveillance et mesure de la<br>consommation d'eau                   | Nº  | 7                                | 4                                  |                       |        | x       | x                                   |               | 3.2                                                                         |
| Voies vertes                                                                                | m   | 69.800                           | 69.800                             |                       |        | x       |                                     | x             | 3.6                                                                         |

*Le module environnemental, général ou spécifique, des cours de formation du FSE a permis d'étendre à un grand nombre de personnes l'importance de la conservation de l'environnement et de faire connaître les moyens pour y contribuer. Dans ce sens, la participation du POICV est considérée significative.*

*L'information sur les résultats et l'impact des actions du POICV en matière environnementale est réduite parce que les indicateurs définis à ce sujet dans le POICV n'enregistrent souvent aucune valeur.*

*Dans ce sens, il devient indispensable, face à la nouvelle période de programmation, que les différents centres gestionnaires évaluent quels résultats sont mesurables et lesquels ne le sont pas, en définissant ainsi les indicateurs physiques les plus appropriés dans chaque cas.*

### Le FSE et l'Environnement

*Le FSE contribue à l'intégration du principe environnemental à travers le module de sensibilisation environnementale qui est inclus dans les cours des différentes actions cofinancées. Par ailleurs, des cours spécifiques pour le développement d'activité dans le domaine de la protection et de l'amélioration de l'environnement ont été mis en place dans les actions 42.6.5, 42.8.8, 43.2.15, 45.16.3.*

Les résultats de sensibilisation sont mesurés à travers l'indicateur "nb. de personnes qui ont suivi un module environnement". Toutefois, il n'y a pas d'indicateur important qui mesure la création d'emploi dérivée des cours de qualification professionnelle en matière environnementale.

Selon les enquêtes auprès des bénéficiaires finaux de 2003 (table 2), le module est offert dans 68% des cours de formation et dans 52% des cours de formation continue. Dans les cours de formation pour l'autoemploi, ce module est dispensé d'une manière générale, concrètement dans 98% des cas (table 2c). Le module de sensibilisation environnementale est présent dans 85% des cours de formation, 44% de la formation continue et 100% de ceux d'autoemploi. Dans ces derniers, l'implantation a été rapide puisqu'elle a eu lieu dès 2001, tandis que dans les autres formations elle ne s'est pas consolidée avant 2002.

**Table 2. Résultats des actions formatives sur l'environnement**

a) Degré d'obligation du module de sensibilisation environnementale

| Type de formation | Caractère obligatoire<br>Module Général | Caractère obligatoire<br>Module Spécifique |
|-------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------|
| Professionnelle   | Partiellement                           | Partiellement                              |
| Prof. Chômeurs    | Oui                                     | Oui                                        |
| Continue          | Partiellement                           | Partiellement                              |
| Autoemploi        | Partiellement                           | Partiellement                              |

b) % d'élèves qui ont suivi un module de sensibilisation environnementale

| Type de formation | Selon SSU (%) | Enquêtes réalisées |
|-------------------|---------------|--------------------|
| Professionnelle   | n.d.          | n.d.               |
| Prof. Chômeurs    | 55%           | 68%                |
| Continue          | 32%           | 52%                |
| Autoemploi        | 92%           | n.d.               |

c) % d'élèves qui ont suivi un module de sensibilisation environnementale. Progression annuelle

| Type de formation | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 |
|-------------------|------|------|------|------|------|
| Professionnelle   | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. |
| Prof. Chômeurs    | 8%   | 2%   | 67%  | 85%  | 85%  |
| Continue          | 2%   | 9%   | 57%  | 35%  | 44%  |
| Autoemploi        | 0%   | 100% | 23%  | 97%  | 100% |

d) Nombre d'actions de formation centrées sur l'environnement comme gisement d'emploi

| Type de formation | Nombre d'actions formatives centrées en MA |                                                                | Nb. d'élèves |
|-------------------|--------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|--------------|
|                   | Mesure                                     | Description de l'action                                        |              |
| Professionnelle   | n.d.                                       | n.d.                                                           | n.d.         |
|                   | 42.6.5                                     | Stage de travailleurs forestiers                               | 277          |
| Prof. Chômeurs    | 42.8.8                                     | Formation en éducation environnementale                        | 2500         |
|                   | 45.16.3                                    | Education environnementale pour les femmes                     | 357          |
| Continue          | 43.2.15                                    | FC à distance, conventionnelle ou virtuelle en version on-line | 708          |
| Autoemploi        | n.d.                                       | n.d.                                                           | n.d.         |

e) Actions formatives résultant d'études de diagnostic

| Études de diagnostic                                                | Dépense effectuée<br>2000-2004 (euros) | Évaluation des résultats |          |        | Nb. d'actions<br>formatives de l'étude |
|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|--------------------------|----------|--------|----------------------------------------|
|                                                                     |                                        | Positive                 | Négative | Neutre |                                        |
| 10.8.5. Études de nouveaux<br>gisements d'emploi<br>d'environnement | 37.221                                 | X                        |          |        | 42.8.8, 43.2.15, 45.16.3               |

Source: SSU et élaboration propre

Le cours de travailleurs forestiers (42.6.5) a formé un total de 277 personnes dans la période 2000 - 2004; celui de Formation en éducation environnementale (42.8.8) a atteint 2.500 personnes et celui d'Éducation Environnementale pour les femmes (45.16.3) 357. Dans le domaine de la formation continue, on remarque l'action 43.2.15, formation continue à distance, conventionnelle ou virtuelle en version on-line, dont 708 personnes ont bénéficié en 2004.

De l'analyse de l'information disponible et de celle générée (à travers les enquêtes faites auprès des bénéficiaires finaux) on peut conclure que le principe horizontal d'Environnement est intégré de manière satisfaisante. La mise en circulation du Manuel de procédure a eu une forte répercussion dans ce sens parmi les gestionnaires des trois fonds. Les lacunes les plus importantes se réfèrent à la définition des indicateurs physiques qui permettent le mieux de connaître les résultats des différentes actions.

## V.2. Le principe horizontal d'Égalité des Chances

L'importance donnée au principe d'Égalité des Chances aux trois niveaux de l'Administration est évidente et justifie le traitement prioritaire qui est donnée à l'étude de l'application du PIO dans le Programme Opérationnel Intégré de la Région Autonome de Valence 2000-2006.

### Recommandations

Dans l'évaluation intermédiaire, quatre recommandations ont été faites à propos de l'intégration du principe d'égalité des chances.

1. Effectuer une évaluation préalable pour connaître la situation de la femme dans la Région Autonome de Valence, détecter les besoins et établir les lignes d'action.
2. Effort plus important de divulgation et d'information en matière d'intégration du principe d'égalité.
3. Inclusion d'indicateurs d'égalité entre hommes et femmes.
4. Nouveau groupe prioritaire d'intégration: Les femmes immigrées

La **première recommandation** se réfère à la programmation et à la planification. Bien que n'ait pas été faite une étude indépendante d'évaluation préalable, les évaluations générales (intermédiaire et actualisation) et les études spécifiques<sup>9</sup> offrent des outils d'appui pour permettre de mieux intégrer le principe d'égalité. Quant à la **seconde recommandation**, les campagnes de diffusion, les cours de formation et l'information disponible dans les sites web des principales institutions a considérablement amélioré. Toutefois, les actions de diffusion et de sensibilisation pour l'intégration du principe d'égalité des chances doivent être innées. L'incorporation d'indicateurs par sexe, proposée dans la **troisième recommandation**, n'a pas été atteinte, sauf dans les actions du FSE. Dans la conception des différentes mesures on n'a pas tenu compte de l'intégration du principe d'égalité. On a mis en place des actions en faveur de la **quatrième recommandation**. À travers les Plans Intégraux pour l'Emploi on établit le contact avec des entités dites "promotrices d'emploi" très liées aux groupes **défavorisés** qui ont pour but d'atteindre leur insertion dans le monde du travail.

---

<sup>9</sup> Telles que l'Évaluation de Politiques Publiques, les Plans d'Égalité 2003, l'étude sur la typologie des femmes au chômage élaboré par la Direction Générale de la Femme, le guide sur l'égalité des chances en matière de l'application des Fonds Européens élaboré par l'Institut de la Femme et le Plan d'Égalité des Chances élaboré par le Gouvernement Autonome de la Région de Valence.

### Intégration du principe dans la programmation

Les mesures qui ont une incidence directe sur les domaines d'intégration de la Stratégie Européenne d'Égalité des Chances (EEIO) sont celles du FSE, et parmi elles, celles qui ont une incidence sur le marché du travail: améliorer les possibilités d'emploi des femmes dès le niveau de la formation générale et professionnelle, encourager l'activité des femmes d'entreprise et combattre la ségrégation horizontale et verticale, ainsi que la discrimination salariale, et favoriser la conciliation entre vie de famille et travail. Par conséquent, à partir du POICV il y a une incidence surtout dans le domaine 1 (égalité dans la vie économique) et dans le 3 (Égalité d'accès et pleine jouissance des droits sociaux).

Les changements dans la programmation par rapport au principe d'égalité des chances n'ont été que de caractère financier. Certaines des mesures qui ont le potentiel suffisant pour intégrer ce principe disposent maintenant de plus de ressources. Le table 3 montre la force des mesures qui peuvent influencer l'intégration de ce principe sur les cinq domaines d'intégration de l'EEIO.

L'analyse met en évidence que l'intégration du principe d'égalité est faible. La programmation ne prévoit pas de manière généralisée des actions visant à renforcer les principaux domaines d'intervention: l'égalité dans le travail et dans la vie civile, l'égalité de participation, l'égalité des droits sociaux et l'élimination des rôles fixés en fonction du sexe. Ce défaut devrait être pris en compte et instrumenté dans la prochaine période de programmation pour atteindre avec succès l'intégration du principe d'égalité.

Toutefois, au cours de l'étude quelques exemples de bonnes pratiques ont été identifiés (voir table 4).

**Table 3. Incidence des changements introduits dans la programmation sur l'Égalité des chances**

| Mesures particulièrement significatives dans PIO | Modifications financières importantes | Autres modifications importantes pour l'intégration du PIO |     | Contribution aux domaines de la EEIO |   |   |   |   | Incidence sur l'intégration de l'égalité des chances |               |                                     |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------------------------------|-----|--------------------------------------|---|---|---|---|------------------------------------------------------|---------------|-------------------------------------|
|                                                  |                                       | Oui                                                        | Non | 1                                    | 2 | 3 | 4 | 5 | Pour la planification                                | Pour le suivi | Planification suivi des changements |
| Mesure 1.8                                       |                                       |                                                            | X   | X                                    |   |   |   |   |                                                      |               |                                     |
| Mesure 2.1                                       | X                                     |                                                            | X   | X                                    |   | X |   | X |                                                      |               |                                     |
| Mesure 41.1                                      | X                                     |                                                            | X   | X                                    |   | X |   |   |                                                      |               |                                     |
| Mesure 41.12                                     | X                                     |                                                            | X   | X                                    |   | X |   |   |                                                      |               |                                     |
| Mesure 41.13                                     |                                       |                                                            | X   | X                                    |   | X |   |   |                                                      |               |                                     |
| Mesure 42.6                                      | X                                     | X                                                          |     | X                                    |   | X |   |   | X                                                    | X             | X                                   |
| Mesure 42.7                                      |                                       |                                                            | X   |                                      |   |   |   |   |                                                      |               |                                     |
| Mesure 42.8                                      | X                                     |                                                            | X   | X                                    |   | X |   |   |                                                      |               |                                     |
| Mesure 42.9                                      |                                       |                                                            | X   | X                                    |   |   |   |   |                                                      |               |                                     |
| Mesure 43.2                                      |                                       | X                                                          |     | X                                    |   |   |   |   |                                                      | X             | X                                   |
| Mesure 45.16                                     | X                                     | X                                                          |     | X                                    | X | X | X | X | X                                                    | X             | X                                   |
| Mesure 45.17                                     |                                       | X                                                          |     |                                      |   | X | X | X | X                                                    | X             | X                                   |
| Mesure 45.18                                     |                                       | X                                                          |     | X                                    |   | X | X | X | X                                                    | X             | X                                   |
| Mesure 5.4                                       |                                       |                                                            | X   | X                                    |   |   | X |   |                                                      |               |                                     |
| Mesure 7.5                                       |                                       |                                                            | X   | X                                    |   | X |   |   |                                                      |               |                                     |
| Mesure 7.9                                       |                                       |                                                            | X   | X                                    |   | X |   |   |                                                      |               |                                     |

Source: Rapport d'évaluation intermédiaire du POICV et élaboration propre

**Table 4. Sélection de bonnes pratiques en matière d'Égalité des Chances**

| Facteurs d'intégration                                                                                      | Axe/Mesure | Nom                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Période                | Montant           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-------------------|
| Réduction de la ségrégation dans le travail                                                                 | 45.16      | Formation chômeur dans secteurs dans lesquels les femmes sont sous-représentées <sup>1</sup>                                                                                                                                                                                                                               | 2001-2004              | 397.154           |
| Conciliation entre travail et famille                                                                       | 45.18      | Activités complémentaires et extrascolaires pour adapter l'horaire scolaire au travail                                                                                                                                                                                                                                     | 2001-2004              | 256.536           |
| Intégration des femmes dans la nouvelle économie                                                            | 45.16      | Ateliers de sensibilisation coresponsabilité (40.000,00 €)*<br>Formation chômeurs dans de nouveaux gisements d'emploi                                                                                                                                                                                                      | 2001-2004              | 992.885           |
| Représentation des organes responsables en matière d'Égalité des Chances dans les Comités de Suivi          |            | Ateliers d'alphabétisation informatique pour Associations de femmes*<br>La Direction Générale de la Femme est membre de :<br>- Comité de suivi du POICV<br>- Groupe thématique d'Égalité des Chances du Comité de Suivi de MCA<br>- Comité de Suivi Leader                                                                 |                        |                   |
| Organisation de forums, journées et séminaires                                                              | 45.16      | a) 1er Congrès des femmes chefs d'entreprise de la Région de Valence 2002*<br>b) Journée sur la discrimination salariale (2003)*<br>c) Journée sur les budgets publics axés sur le genre (2004)*<br>d) Journées techniques pour femmes d'initiatives et d'entreprise*<br>e) Bourses Master en Agents d'Égalité (60.000 €)* | 2001-2004              |                   |
| Création de partenariats, groupes d'experts ou d'observateurs ou d'unités spécifiques d'égalité et de Genre | 45.16      | Création de l'Observatoire de Genre+<br>Partenaire dans le projet européen «Carpe Decision»*<br>Réseau de centres INFODONA                                                                                                                                                                                                 | 2004<br>2004-2005      |                   |
| Accès à la formation et au marché du travail et non discrimination dans l'accomplissement du travail        | 45.16      | Inclus dans le reste des actions                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                        |                   |
| Inclusion sociale des femmes qui se trouvent dans une situation de vulnérabilité particulière               | 45.16      | Formation chômeurs des femmes victimes de mauvais traitements et/ou risquant l'exclusion sociale <sup>1</sup><br>Programmes pour l'élimination de l'exclusion sociale et féminisation de la pauvreté                                                                                                                       | 2001-2004              | 595.731<br>21.000 |
| Plus grande prise de conscience du droit à l'égalité                                                        |            | Débats informatifs (1000)*<br>Conventions avec des Organisations Syndicales*<br>Aides aux Mairies pour les ateliers de sensibilisation sur l'égalité des chances (300.000 €)*                                                                                                                                              | 2001-2004<br>2001-2004 | 120.000<br>270000 |

<sup>1</sup> Les montants destinés sont une part du total destiné à la formation des chômeurs en quête de nouveaux gisements d'emploi

\* Ces actions, menées par la Direction Générale de la Femme, que nous considérons intéressantes, mais qui ne sont pas cofinancées dans le cadre du POICV, devraient donc être prises en compte pour les intégrer dans de futurs programmes opérationnels

Source: Élaboration propre

### Résultats atteints: Indicateurs physiques

La femme de la Région de Valence a amélioré son niveau d'éducation et s'est progressivement incorporée au marché du travail. Le modèle traditionnel de famille dans lequel les hommes travaillent au dehors et ont un emploi rémunéré et les femmes s'occupent des tâches domestiques, est remplacé par un modèle de famille plus "équilibrée", dans lequel tant l'homme que la femme travaillent au dehors la plupart du temps de la journée de travail. Toutefois la redistribution des tâches au sein de la famille n'a pas été équilibrée. Cela suppose un important foyer d'inégalité entre hommes et femmes, qui entrave l'intégration sociale. La femme consacre le double de temps au travail domestique que l'homme.

Dans la Région de Valence, le poids relatif de la femme dans la population active et occupée a augmenté, arrivant à 41,2% et 39,7% au premier trimestre 2005. Pourtant les femmes éprouvent plus de difficulté à s'intégrer dans le marché du travail une fois qu'elles décident d'en faire partie. Ainsi, le taux de chômage est supérieur parmi les femmes que parmi les hommes de plus de 5%, se situant à 13,2% dans la dernière période considérée.

Enfin, la présence de la femme est supérieure à celle de l'homme dans le secteur services et très inférieure dans celui de la construction. Ceci montre que la ségrégation dans le travail dans la Région de Valence est encore importante et que les gens ont un travail associé à leur sexe selon le

modèle traditionnel. La rémunération de la femme dans la Région de Valence est égale à 70% de celle de l'homme.

La présence d'indicateurs qui reflètent réellement l'intégration du principe d'égalité de forme transversale dans le POICV est faible. Pratiquement, seules les mesures du FSE offrent un indicateur dans ce sens, qui se réduit pour ainsi dire au nombre de femmes formées. Il faudrait incorporer des indicateurs qui permettent de mesurer le taux d'insertion féminine, la participation des femmes aux postes de direction ou dans des secteurs traditionnellement réservés aux hommes, la conciliation de la vie familiale (réduction des journées de travail, journée partagée hommes-femmes, souplesse des horaires pour les hommes et pour les femmes).

### Conclusions

- Au départ, les mesures du POICV ne disposaient pas des mécanismes pour intégrer le principe d'égalité des chances dans leurs actions.
- Les gestionnaires ne sont pas suffisamment formés en cette matière pour l'appliquer transversalement.
- Le système de suivi est défaillant. Il n'y a pas d'indicateurs physiques qui montrent effectivement l'intégration du principe d'égalité.
- La ségrégation sur le marché du travail reste élevée et les actions favorables à la conciliation de la vie familiale et du travail sont faibles.
- Les effets les plus positifs se trouvent dans l'amélioration du système d'information, orientation et assistance dans la recherche d'emploi par les femmes. Par ailleurs, les initiatives de création de la propre entreprise, et le nombre d'entreprises créées par des femmes comme résultat de l'assistance est satisfaisant.

Pour intégrer le principe d'égalité des chances il faudrait élaborer un manuel de procédure afin que les gestionnaires connaissent la marche à suivre commune. Les campagnes de sensibilisation de la Direction Générale de la Femme doivent être intensifiées. De même, il faudra établir un système de suivi fiable pour mesurer l'accomplissement des objectifs. De plus, le développement d'études d'impact pour exercer un suivi des progrès réalisés est lui aussi important.

## **VI. Conclusions et recommandations**

### **VI.1. Conclusions**

Après que se sont écoulés les deux tiers de la période de programmation de l'actuel **POICV 2000-2006**, l'exécution du programme est légèrement retardée par rapport au calendrier prévu, mais suffisamment lancée -en vitesse de croisière- pour qu'on ne puisse craindre de ne pouvoir arriver à l'exécuter dans les délais prévus. Une preuve de cette affirmation en est que, en termes d'engagements fermes (en phase AD de la procédure administrative), le pourcentage d'exécution dépasse 100% de ce qui est programmé dans de nombreuses mesures (pour l'ensemble du programme il se situe à **106,54%**), tandis qu'en termes de paiements, l'indice d'exécution le plus bas (de près de 80%) peut se devoir à un retard lié à la gestion de la trésorerie.

De plus, le rythme d'exécution s'est amélioré durant les exercices 2003 et 2004, passant de **64,9%** à **79,52%**, ce pourquoi l'exercice actuel d'actualisation de l'évaluation intermédiaire confirme une bonne marche du programme opérationnel dans son ensemble, avec une seule exception d'importance secondaire. Le **POICV 2000-2006** renferme une complexité dans sa gestion qui permet de qualifier le degré d'exécution satisfaisante.

A la fin 2004, en général, les objectifs du programme opérationnel restent valables. Les lignes prioritaires qui ont été marquées dans son élaboration gardent leur importance stratégique dans le développement économique de la Région. Toutefois, il est évident que les nouvelles circonstances que l'on avance pour la prochaine période de programmation, rendront nécessaire une profonde révision, une adaptation, et une actualisation tant de ses objectifs que de ses instruments<sup>10</sup>.

La **reprogrammation** établie au cours de 2004 (approuvée au Comité de Suivi du mois de juin et décidée par la Commission Européenne en décembre de la même année) a réorienté les ressources à partir des mesures qui présentaient la plus grande difficulté financière vers les axes et les mesures qui consommaient des ressources financières et qui montraient la meilleure perspective de développement pour les prochaines années.<sup>11</sup> La décision sur cette reprogrammation est un compromis entre les critères de capacité d'exécution et d'adaptation des programmes à l'évolution de la réalité sur laquelle ils agissent.

La reprogrammation touche entre autres<sup>12</sup> les **Axes 3 et 6** (Environnement, milieu naturel et ressources hydriques et Réseaux de transport et énergie) qui sont ceux qui bénéficient du plus grand financement absolu. L'axe 6 disposait d'un degré d'exécution très élevé et il était donc logique de le doter d'un plus grand financement. Par contre, sur l'axe 3, qui ne présentait pas un degré d'exécution élevé, et malgré la réduction de l'aide FEDER, l'AGE apporte plus de ressources, basées sur le besoin urgent de résoudre le problème des ressources hydriques. La dérogation du PHN (Plan Hydrologique National) et les changements introduits dans la politique nationale obligeront à se pencher sur le degré d'exécution des actions qui font partie de cet Axe.

L'évaluation intermédiaire (EI) a tiré une série de conclusions et a donné des **recommandations** qui ont fait l'objet d'une analyse dans la présente actualisation. A la lumière du travail mené sur le terrain avec les gestionnaires et coordinateurs des différentes mesures et actions, le degré de connaissance des recommandations, bien qu'irrégulier, était bien plus bas. Toutefois, sans les reconnaître comme des recommandations explicites de l'évaluation intermédiaire, les gestionnaires connaissent leur contenu sans doute parce qu'ils avaient contribué activement au processus d'évaluation. Des 10 recommandations génériques retenues, dont les gestionnaires reconnaissent le besoin, 6 ont été exécutées et les 4 autres sont en cours d'exécution, bien qu'il s'agisse d'améliorations continues qui, en principe, n'ont pas de point final. Les 7 recommandations spécifiques qui touchent le FSE, se trouvent en cours d'exécution, et 2 d'entre elles peuvent être considérées résolues au 31 décembre 2004.

**Deux conclusions de caractère général**, qui constituent deux besoins non suffisamment couverts par le **POICV** actuel et qui affectent la programmation, peuvent être tirées. D'une part, la recommandation, éventuellement financée à travers l'assistance technique, de l'élaboration

---

<sup>10</sup> Pour plus de détails se reporter à l'alinéa 6.3.

<sup>11</sup> La conséquence de la reprogrammation sur l'information que fournissent les indicateurs d'efficacité financière est double. D'une part, en ajustant à la baisse, dans ce qui a été programmé, les mesures qui le requièrent, on améliore le taux d'efficacité antérieur à la reprogrammation. Mais d'autre part, en assignant d'autres ressources aux mesures qui ont un potentiel de dépense, les exercices de prévision basés sur l'inertie peuvent sous-estimer la capacité d'exécution future et l'indice potentiel d'efficacité.

<sup>12</sup> Tous les axes ont été soumis à la reprogrammation dans une mesure plus ou moins grande.

*d'études, de rapports et de travaux rigoureux et pratiques, qui améliorent la connaissance de la réalité que l'on souhaite transformer et qui permettent de juger, tant l'importance des problèmes sur lesquels intervenir que le degré de réussite atteint dans leur solution. D'autre part, le besoin de plus de personnel spécialisé afin de promouvoir des initiatives innovatrices qui améliorent l'atteinte des objectifs du **POICV 2000-2006**. Sinon, sans ressources humaines suffisantes, il n'y a pas suffisamment de stimulants pour que les gestionnaires assument de nouvelles tâches ou mènent des actions complexes qui génèrent une très lourde charge de travail.*

Le **POICV 2000-2006** insiste particulièrement sur les **priorités horizontales d'égalité des chances et sur l'environnement**. Pour la première, on constate qu'il est difficile de les intégrer dans la programmation en raison de lacunes dans la conception initiale des actions. Les gestionnaires ne disposent pas non plus des directives nécessaires pour intégrer le principe dans leurs actions et, dans certains cas, n'ont pas une formation spécifique. Les données du marché du travail montrent toujours une certaine ségrégation verticale et horizontale alors que la sensibilité envers le principe d'égalité n'est pas encore généralisée sur tous les fronts. Pour augmenter la participation de la femme sur le marché du travail, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour concilier la vie familiale et le travail, ce qui devra faire l'objet de différents programmes. À la suite de l'accueil qu'a reçu le Manuel de l'Environnement, on a suggéré l'élaboration d'un manuel similaire relatif au principe d'égalité qui facilitera la tâche des gestionnaires des différents programmes.<sup>13</sup>

Malgré tout, on constate le succès de certaines mesures qui, financées à partir du FSE, ont permis d'améliorer l'intégration de la femme dans le marché du travail. Pourtant, on constate encore la nécessité de procéder à une évaluation des chances (une des recommandations de l'Évaluation Intermédiaire), dans tout programme opérationnel futur. Il serait souhaitable d'exercer un suivi, non seulement quantitatif mais aussi qualitatif, des postes de travail auxquels accèdent les femmes, afin de corriger l'éventuelle discrimination, notamment la ségrégation verticale et horizontale sur le marché du travail et celle relative à la stabilité, liée au type de contrat et à la rémunération.

Quant au principe de **l'environnement et développement durable**, l'intégration dans le programme opérationnel est assez satisfaisante. L'analyse permet aussi de conclure que des 4 recommandations qui ont été suivies dans l'EI, deux ont été appliquées et deux autres n'ont pas encore pu être portées à la pratique. Les deux recommandations exécutées sont: la dotation de ressources humaines supplémentaires et la consultation et l'élaboration postérieure d'un manuel de procédure en matière environnementale en 2003 à l'usage des gestionnaires du programme opérationnel.

En ce qui concerne les deux autres recommandations on a avancé avec une intensité différente. La première se réfère à la nécessité d'introduire de nouveaux indicateurs qui mesureraient mieux les réussites en matière environnementale. La seconde se réfère à la nécessité de reprogrammer les fonds assignés à **l'axe 3**. La Région a proposé une réduction de Fonds FEDER dans toutes les mesures où elle a des compétences, et l'AGE a maintenu l'aide de l'Axe mais a fait des changements entre mesures. Elle a renforcé les mesures 3.1 et 3.2 et diminué la programmation de la 3.6. Par suite de ces changements, l'aide FEDER de l'axe 3 a baissé mais l'apport national dans son ensemble s'est élevé. Bien que l'efficacité financière soit meilleure depuis 2002 (**27%**), se situant à **37,8%**, elle est encore très en dessous de **79,5%** de l'ensemble du programme opérationnel.

---

<sup>13</sup> Le déroulement de séminaires de formation est prévu pour les organes gestionnaires de la Région de Valence sur les lignes à suivre pour implanter le principe d'égalité des chances. Cette action serait dans la ligne de l'initiative mise en oeuvre par le Groupe Technique d'Égalité des Chances du Cadre Communautaire de Soutien 2004.

La programmation 2000-2004 s'est ajustée proportionnellement à la programmation prévue pour toute la période, et la **gestion financière** des exercices 2003 et 2004 a permis d'élever le niveau d'exécution du **POICV**. La possibilité de prolonger la période d'exécution du programme deux ans de plus (jusqu'en 2008), apporte un délai dans le temps qui porte les coordinateurs du programme à croire que le **POICV 2000-2006** sera accompli à 100%.

Depuis l'Évaluation Intermédiaire, l'**efficacité financière** s'est accrue sur 10 des 12 Axes du **POICV**, résultat franchement satisfaisant du point de vue de la gestion, et plus encore si l'on considère que l'un des deux, dont l'indice d'efficacité a légèrement diminué (l'axe **41**), a un niveau d'efficacité financière supérieur à **100%**, et l'autre, l'**Axe 42**, se situe à plus de **71%**.

Si on analyse l'exécution par axe, on remarque l'avance relative de l'axe **6** et de l'axe **41**, Réseaux de Transport et Énergie et Infrastructure et renforcement de l'éducation technico-professionnelle, avec des niveaux d'exécution au-dessus de 100% même après la reprogrammation dans laquelle ils ont été dotés de plus de ressources. Dans le bas du tableau apparaît de nouveau l'axe **3**, qui montrait déjà un bas niveau d'exécution dans l'Évaluation Intermédiaire, mais qui n'a pas subi une réduction de son coût éligible total-mais celle de sa distribution entre les différentes mesures- durant la reprogrammation. À mentionner aussi l'axe **9**, sur lequel on trouve une certaine marge de ressources financières au cas où il faudrait mobiliser de l'assistance technique pour améliorer l'exécution d'autres axes, et l'axe **44** d'assistance aux personnes montrant des difficultés d'intégration, un programme très complexe à exécuter car il ne fait pas l'objet de volonté suffisante de la part des bénéficiaires finaux.

Du point de vue individuel des fonds, le **FEDER** a un niveau d'efficacité de **81,9%**, suivi du **FSE**, avec **77,6%**, et du **FEOGA-O**, avec **59,2%**. Il est évident que, comme cela a été répété dans le rapport, l'axe **3** est, en partie, le responsable du retard dans l'exécution du FEOGA-O, mais c'est l'axe 7 qui présente encore le plus de retard, surtout le mesure 7.3, dont le niveau d'efficacité est de 2%. Les coordinateurs assurent pourtant qu'il pourra être exécuté dans la forme et dans les délais une fois que seront signés les accords institutionnels qui ont freiné les actions en matière hydrique jusqu'à présent.

Si on analyse l'exécution par administration, on constate que l'**Administration Autonome** a un niveau d'efficacité financière de **87%**, tandis que l'**Administration Générale de l'État** présente un indice bien plus bas, de **71,3%**. Entre les deux administrations, un retard de 640 millions d'euros s'accumule. Il vaut la peine de souligner à nouveau qu'en termes d'engagements le niveau d'exécution de l'Administration Autonome se trouve à **116,1%**, tandis que celui l'AGE est de **96,1%**. Les deux chiffres garantissent une future exécution financière très dynamique. Si on analyse l'efficacité par Fonds et par administration, on obtient des résultats dignes de mention. Le **FEDER autonome** atteint **93%**, tandis que le **FEDER central** atteint **73,9%**. Le **FEOGA-O autonome** présente **78,2%** d'efficacité tandis que le **FEOGA-O central** montre **39,6%**. Le **FSE** du POICV est géré uniquement par l'administration autonome, dont le niveau d'efficacité est de **71,6%**.

Quant à l'**exécution financière**, dans 7 des 59 mesures, le degré d'exécution est moins bon, et il est meilleur dans 22 d'entre elles, le reste ne changeant pas. Le bilan est donc positif. D'une manière similaire, on compare les **niveaux d'efficacité physique** des indicateurs calculés en 2002 à ceux calculés en décembre 2004. Dans 25 mesures l'évaluation est meilleure et dans 18 elle est pire, le reste ne changeant pas. L'évaluation du changement est positive si on considère, en plus, que certaines des mesures dont l'évaluation reste constante avaient déjà une haute qualification lors de l'évaluation intermédiaire qui ne pouvait être améliorée.

Le même exercice se répète pour la variable **EFICOST** qui met en rapport les coûts unitaires encourus et les coûts unitaires prévus dans la programmation. Dans ce cas, la situation se maintient stable puisque apparaissent 20 mesures dont l'efficacité est supérieure à la moyenne et 19 inférieure. Dans une interprétation complémentaire, 22 se sont améliorées et 20 ont empiré.

Étant donné la difficulté inhérente à l'exécution du **POICV 2000-2006**, en particulier si on le compare à d'autres programmes opérationnels –dans lesquels le niveau de ressources financées est plus réduit et le nombre de bénéficiaires finaux inférieur – on peut considérer acceptable le niveau d'exécution atteint, de même que les degrés d'efficacité et de rendement.

De l'avis des gestionnaires et des coordinateurs des différents fonds qui ont fait l'objet d'une entrevue, le rythme d'exécution du programme est considéré moyen sauf pour un, qui le considère bas. Toutefois, l'opinion selon laquelle le programme sera accompli à 100% est unanime même quand ils connaissent, d'après les programmes opérationnels antérieurs, la capacité d'exécution des divers organismes qui diffèrent énormément dans leur capacité d'absorption de ressources communautaires. Les gestionnaires et les coordinateurs ne considèrent pas les objectifs excessivement ambitieux mais ils considèrent utile de connaître à l'avance les dotations budgétaires de ressources propres afin de mieux planifier la gestion des programmes. Le budget annuel est mentionné également comme une mécanique inefficace de gestion qui réduit le nombre de mois de l'année pendant lesquels peuvent se développer les programmes en créant une gestion saisonnière qui réduit leur efficacité.

Les gestionnaires et les coordinateurs attribuent les différences dans les niveaux d'exécution à la nature différente des objectifs des axes ainsi qu'aux différences de capacité de gestion et d'absorption de fonds des gestionnaires. Le retard avec lequel sont connus les indicateurs physiques et combien il est difficile d'établir la relation de causalité entre les actions entreprises et les résultats observés est important. Les résultats obtenus ont, eux, quelque chose à voir avec les actions entreprises et ne sont pas le fruit exclusif des conditions du milieu. On reconnaît des résultats significatifs dans les domaines suivants: amélioration du tissu productif, innovation technologique, formation et emploi et dotation d'infrastructures. Ces résultats sont considérés moins bons en équipement social, développement rural, environnement et égalité des chances.

Quant à l'**Agenda de Lisbonne**, les responsables de la gestion des fonds considèrent que les mesures du **POICV** ont contribué d'une manière significative à la création de postes de travail et, dans une moindre mesure, à celle d'emploi féminin. Ils considèrent modérée la contribution à l'amélioration de la productivité et de la qualité de l'emploi. Quant à l'innovation technologique et à la R+D, les opinions des gestionnaires sont partagées, les uns la trouvent positive et les autres pensent qu'elle est plutôt réduite. Quoi qu'il en soit, ils pensent qu'elles contribuent à mieux intégrer les entreprises dans leur processus d'innovation technologique où l'environnement de district industriel bénéficie d'un soutien.

En ce qui concerne l'**Agenda de Göteborg**, les opinions des responsables des programmes sont moins favorables que pour l'Agenda de Lisbonne. On ne pense pas que des pas importants aient été faits quant aux infrastructures d'alimentation en eau, de dépuración des eaux usées, de traitement des RSU ou de la gestion des ressources naturelles, entre autres. La lutte contre le changement climatique et pour le transport durable a produit une impression favorable parmi les personnes interrogées qui considèrent certainement qu'il s'agit de problèmes de solution difficile dans le cadre régional.

Une projection de résultats est faite sous l'hypothèse de continuité voulant que le programme soit exécuté en 2004-2006 au même rythme que dans la période 2000-2004. Les résultats montrent que sur l'axe I on attendrait les objectifs programmés au départ, tandis que sur

l'axe **2** le résultat est plus dispersé. Sur l'axe **3** la projection de la mesure qui affecte le reboisement, la canalisation de fleuves ou de torrents, le volume d'eau réutilisée ou la prévention de crues est préoccupante. Sur les **Axes 4 I-45** se projettent des résultats d'exécution très satisfaisants. Les **Axes 5 et 6** montrent des perspectives très favorables d'exécution pour les deux prochaines années, tandis que sur l'axe **7** la faible exécution des **mesures 7.3 et 7.9** est préoccupante en raison de la trajectoire suivie par le passé.

Enfin, comme introduction à la rubrique suivante, nous reprenons l'opinion des coordinateurs sur la **prochaine période de programmation**. Ils considèrent positifs les **processus de globalisation et d'élargissement de l'UE**, ainsi que les processus associés au commerce international, les flux migratoires et l'emploi, malgré la vulnérabilité des secteurs traditionnels comme le textile, les jouets, le bois et le meuble, la chaussure, etc., qui devront s'adapter au nouveau contexte international dans un processus dans lequel ils requerront l'attention des Administrations Publiques.

Les **coordinateurs** estiment que les aides structurelles ont été correctement capitalisées tout au long des trois programmes opérationnels, mais qu'il faut encore consolider les résultats obtenus. Dans le cas contraire, on court le risque immédiat de sauter en arrière et de perdre le train de Lisbonne et de Gotenbourg. Ils considèrent comme des **faiblesses** de la Région: les dotations d'infrastructures, le capital humain, le capital technologique, le tissu des entreprises ou la structure productive. On reconnaît comme un **problème immédiat** la délocalisation industrielle. Les coordinateurs se sentent plus attirés par la R+D et par la construction de la Société de la Connaissance que par les objectifs d'environnement ou la prévention de risques. Le nouvel objectif de compétitivité régionale et d'emploi n'aura peut-être pas de ressources suffisantes pour consolider le passé.

L'évaluation que font les coordinateurs au sujet de la contribution possible de la **Politique Régionale Communautaire** au développement économique de la Région est très haute, bien qu'elle soit conditionnée au volume des ressources que les nouvelles perspectives financières accordent à la politique de cohésion.

De l'avis **des auteurs du présent rapport**, le financement communautaire a doté d'entité économique la politique économique de portée régionale. La programmation du développement régional a été possible parce qu'elle constitue une condition pour l'intégration du financement européen. Sans elle, il est probable que la politique régionale perde l'importance qu'elle a eu par le passé et si elle venait à disparaître cela constituerait un recul.

## **VI.2. Identification des besoins et des défis à relever pour le développement régional**

La thèse qui résume le mieux la relation entre les besoins et les défis à relever dans la Région Autonome de Valence est l'argument selon lequel certains des **besoins préemptoires de la Région** en matière de développement économique ont disparu, mais d'autres sont apparus par suite des ambitieux objectifs des nouvelles stratégies de Lisbonne et Gotenbourg. Les **défis à relever** n'ont pas diminué, mais ont été modifiés. De plus, la Région doit relever des défis encore plus exigeants, dans des domaines dans lesquels elle n'a pas de forces mais des faiblesses, et soumise à un environnement bien plus complexe dans lequel 1) la globalisation dicte la rigoureuse loi de la concurrence (avec l'impact important sur les secteurs industriels); 2) l'Union Européenne compte de nouveaux pays membres qui requièrent pour leur développement le financement dont l'Espagne a

bénéficié jusqu'à présent et 3) la présence de l'euro –dont le cours monte depuis un certain temps - ne permet pas de faire usage du vieil instrument des dévaluations compétitives pour ajuster les écarts des coûts et récupérer les exportations.

Si, dans les programmes opérationnels antérieurs, la création d'emploi (objectif amplement atteint dans la Région Autonome de Valence) était un objectif primordial, dans **les orientations pour la nouvelle période de programmation** il n'est plus suffisant de générer des emplois, mais il faut le faire dans des secteurs de forte valeur ajoutée, de haut contenu technologique et liés à la société de la connaissance.

Le principal moteur de la Région ces dernières années a été le secteur de la construction, qui a gagné trois points dans sa participation au PIB régional et qui a permis de faire croître les revenus et le nombre d'emplois. Ce n'est pas le cas de la productivité, qui est restée figée du fait que les secteurs en expansion (construction et services) ont gagné de l'importance en raison de la progression de l'investissement productif et de l'augmentation de l'emploi du facteur travail et non de la productivité totale des facteurs.

La Région de Valence a été capable de se rapprocher de l'Europe en revenu par habitant, taux de participation, taux de chômage ou niveaux éducatifs moyens, mais elle n'a pas pu converger de la même manière pour d'autres indicateurs liés aux objectifs de Lisbonne et de Gotenbourg, tels que: la dépense en R+D, la participation privée dans le financement de la dépense R+D, le taux d'internationalisation des entreprises, l'adaptation de la vie professionnelle aux besoins du marché, la qualité et la stabilité de l'emploi, le taux de participation féminine, la productivité apparente du travail, la productivité totale des facteurs, le pourcentage d'énergie électrique générée à partir d'énergies renouvelables, entre autres.

Dans tous ces objectifs, la Région de Valence a fortement progressé au cours des trois programmes opérationnels qui ont été développés ou qui sont actuellement en cours d'exécution, mais l'écart avec la moyenne communautaire dans les indicateurs Lisbonne/Gotenbourg nous situerait en dessous de 75%. On pourrait dire que, **dans les aspects directement liés à Lisbonne et Gotenbourg, la Région de Valence n'a pas cessé d'être une région Objectif I** et que, pour atteindre ces nouveaux objectifs, il faudrait continuer de recevoir des aides financières en charge du budget de la Commission Européenne. Avec l'aide européenne –même inférieure et en l'employant sous une forme plus concentrée – on ne courrait pas le risque de démolir ce qui a été bâti avec tant d'efforts ces dernières années.

C'est par rapport aux objectifs de Lisbonne et de Gotenbourg que se trouvent la plupart des principaux défis lancés à la Région de Valence parce que, grâce au bon usage des fonds communautaires qui a été fait jusqu'à présent, on a pu suivre avec succès les objectifs antérieurs de la politique régionale européenne. Mais, à partir de 2007, le groupe de régions auquel appartiendra celle de Valence sera d'un niveau très différent de celui qui aura l'Objectif de Convergence (qui remplace l'Objectif I), ce qui rendra le **captage de financement beaucoup plus difficile** quand on utilisera des mécanismes compétitifs d'assignation. Par définition, les membres du nouveau club dans lequel s'intégrera la Région de Valence ont un niveau de développement très supérieur et disposent d'instruments bien plus puissants de compétitivité régionale.

La nouvelle programmation dans la Région de Valence devra introduire un **changement important de culture et de mentalité** chez ses bénéficiaires potentiels. Pour recevoir une aide, il ne suffira pas d'investir et de générer des emplois d'une manière générique, mais il faudra que cela ait un impact particulier ayant des effets externes sur le reste de l'économie. Si l'on veut que les actions soient significatives, elles devront se **concentrer beaucoup plus** et il faudra définir d'abord les branches d'activité que l'on souhaite favoriser (entreprises ou particuliers). Cependant, dans le

domaine de la formation, il n'y aurait pas une discrimination par secteur ou branche d'activité, mais en fonction des besoins du territoire. Il est fort probable également que les nouvelles conditions obligent à élaborer un programme dans lequel prédomineront, comme bénéficiaires directs, non pas les agents individuels mais les **structures intermédiaires** qui regroupent les entreprises, les autonomes ou les citoyens eux-mêmes. La moindre disponibilité prévisible des ressources réduirait le montant de l'aide individuelle à des niveaux qui ne justifieraient pas la mesure.

Les défis imminents qu'il faudra relever se présenteront quand, en 2006, 18 ans se seront écoulés et 3 programmes opérationnels consécutifs auront été mis en œuvre. La Région de Valence aura convergé avec la moyenne communautaire de manière que, dépassant largement les 75% de la moyenne, elle passera au groupe des régions incluses dans l'Objectif Compétitivité Régionale et Emploi qui y entreront graduellement (phase in) en provenance de l'actuel Objectif 1.

Le changement de Région Objectif 1 à Objectif Compétitivité (antérieur Objectif 2) se produit dans une conjoncture financière très complexe. À la différence de la période antérieure dans laquelle les régions qui abandonnaient parce qu'elles ne répondaient pas à la condition d'être en dessous de 75% du revenu par habitant communautaire, l'Objectif 1, passaient par une étape de phase out ou transition graduelle vers leur nouveau statut, dans les circonstances actuelles il ne semble pas probable d'avoir les mêmes possibilités quant au délai et à l'intensité de l'aide. Au sein de l'UE, les états membres ne se sont pas encore mis d'accord sur les nouvelles perspectives financières qui doivent être en vigueur au cours de la programmation 2007-2013 et toutes les propositions vont dans le sens d'une compression budgétaire globale communautaire. Compte tenu de la réduction des ressources et du fait que les nouveaux états membres deviennent les principaux destinataires de la politique de cohésion, il semble fort possible de pronostiquer une forte diminution du financement communautaire destiné à l'Espagne et, par conséquent, également à la Région de Valence.

Le **risque d'un brusque retrait de financement communautaire** pour l'objectif de cohésion territoriale est que le processus de diminution des inégalités régionales mis en œuvre jusqu'à présent s'arrête ou, même, s'inverse. Pour estimer tant la contribution que le risque de retrait, il faut connaître l'importance quantitative et qualitative des différents programmes opérationnels. Du point de vue quantitatif, les fonds communautaires ont représenté une moyenne annuelle de **0,44%** du PIB régional, valeur qui s'est accrue dans les derniers programmes. Par conséquent, sans sous-estimer l'importance du pourcentage, sa réduction graduelle peut donc entraîner un trop grand effet sur l'économie de la Région de Valence.

Le cas du budget de la Région Autonome de Valence est très différent. Les fonds communautaires ont représenté une moyenne annuelle de **3,27%** (qui s'est accrue également dans le temps) mais sont arrivés à représenter en moyenne **16,5%** des chapitres VI et VII du budget de la région autonome et, dans le dernier programme opérationnel, **19,73%**. Ces chiffres permettent de conclure que, même si le financement communautaire ne représente pas quantitativement un chiffre désorbitant dans la production régionale, d'un point de vue qualitatif, il a une importance bien plus grande, puisqu'il finance près de **20% de l'investissement public de la région** et, permet d'y développer les **programmes plus avancés et novateurs** du point de vue de la politique régionale. En quelque sorte, avec la diminution du financement de fonds communautaires, la politique de programmation régionale risque de s'affaiblir, ou même de disparaître (comme ce fut le cas à l'étape précédente du premier programme opérationnel).

Si l'on inclut le financement européen global qui parvient à la Région de Valence à travers le MCA et le sous-ensemble multirégional géré par l'Administration Générale de l'État, le pourcentage du budget de la Région de Valence s'élèverait à **5,75%** de moyenne (1990-2006)

et à **6,25%** dans l'actuel MCA (2000-2006) (le pourcentage moyen du MCA sur le PIB est de **0,76%**) contre **0,44** du POICV de la Région Autonome de Valence.

Les **indicateurs structurels** de la Région de Valence par rapport à ceux de l'ensemble de l'Espagne définissent la situation de départ de la Région Autonome dans son environnement le plus immédiat (tableau 20).

Le PIB par habitant est 5,7% inférieur à la moyenne et la productivité se trouve 10% en dessous de la moyenne par suite de la spécialisation productive de la région. Les taux d'emploi par sexe sont fort similaires à ceux du total national, tandis que le chômage de longue durée est inférieur.

La dépense en éducation est supérieure au poids économique de la Région, tandis que la dépense en R+D se situe à 7,7%, que celle des entreprises est également très réduite et n'atteint pas 35% du total et que l'objectif européen est de 66,66%.

**Tableau 20. Indicateurs Structurels. Région Autonome de Valence et Espagne**

|      | Indicateur                                            | Année     | Unités                                  | Région de Valence | Espagne    | Région de Valence / Espagne |
|------|-------------------------------------------------------|-----------|-----------------------------------------|-------------------|------------|-----------------------------|
| 1.   | PIB par habitant                                      | 2004      | PPS95 par hab.                          | 16.844            | 17.869     | 94,27                       |
| 2.   | Productivité du travail                               | 2004      | Mille euros de 1995 par personne active | 30.891            | 34.362     | 89,90                       |
| 3.1  | Taux d'emploi masculin                                | 2005      | % population active                     | 92,04             | 92,23      | 99,80                       |
| 3.2  | Taux d'emploi féminin                                 | 2005      | % population active                     | 86,77             | 86,35      | 100,48                      |
| 4.1  | Taux d'emploi masculin. Plus de 55 ans                | 2005      | % population active                     | 92,74             | 94,61      | 98,02                       |
| 4.2  | Taux d'emploi féminin. Plus de 55 ans                 | 2005      | % population active                     | 89,76             | 91,37      | 98,24                       |
| 5.   | Dépense publique en éducation                         | 2002      | Milliers d'euros                        | 3.302.186         | 31.289.361 | 10,55                       |
| 6.1  | Dépense en Recherche et Développement                 | 2003      | Milliers d'euros                        | 631.986           | 8.213.036  | 7,69                        |
| 6.2  | Dépense en Recherche et Développement s/PIB           | 2003      | % PIB                                   | 0,87              | 1,10       | 79,16                       |
| 6.3  | Dépense en Recherche et Développement des entreprises | 2003      | % total dépense R+D                     | 34,72             | 54,10      | 64,17                       |
| 7.1  | Dépense en technologies de l'information              | 2004      | % PIB                                   | -                 | 1,70       |                             |
| 7.2  | Centres éducatifs connexion à Internet                | 2000-2001 | %                                       | -                 | 90,20      |                             |
| 8.1  | Crédits sur le PIB                                    | 2004      | %                                       | 160,04            | 159,46     | 100,36                      |
| 8.2  | Dépôts dans des établissements de crédit sur le PIB   | 2004      | %                                       | 113,50            | 127,87     | 88,76                       |
| 9.   | Taux de risque de pauvreté                            | 2003      | %                                       | 12,71             | 15,79      | 80,49                       |
| 10.  | Chômage de longue durée                               | 2005      | % total chômeurs                        | 12,15             | 15,98      | 76,05                       |
| 11.  | Dispersion de taux de chômage régional                | 2005      | Écart type                              | -                 | 4,63       |                             |
| 12.  | Émission de gaz associés à l'effet de serre           | 2002      | 1990 = 100                              | -                 | 139,4      |                             |
| 13.1 | Intensité d'énergie primaire                          | 2003      | Mtep / million d'euros                  | 0,21              | 0,24       | 86,23                       |
| 13.2 | Intensité d'énergie finale                            | 2003      | Mtep / million d'euros                  | 0,16              | 0,18       | 92,39                       |
| 13.3 | Puissance énergie renouvelable                        | 2003      | % total puissance installée             | 1,00              | 11,00      | 9,09                        |
| 13.4 | Demande finale énergie renouvelable                   | 2003      | % total demande d'énergie               | 2,16              | 3,64       | 59,49                       |
| 14.  | Volume de transport de marchandises                   | 2003      | Millions T - Km                         | 16.375            | 132.868    | 12,32                       |

Sources :

- Eurostat  
- Comptabilité Régionale d'Espagne. Base 1995 (INE)  
- Enquête de Population Active 1er trimestre 2005  
- Statistique sur les Activités de R+D 2003 (INE)  
- Enquête Pilote de la Société de l'information et de la Communication dans les Centres éducatifs (MEC)  
- Annuaire Statistique du Ministère de Formation 2003  
- Bilan Énergétique de la Région de Valence 2003

Notes :

<sup>(1)</sup> Taux de risque de pauvreté: proportion d'unités familiales ayant une capacité de dépense qui ne dépasse pas 50% de la moyenne de la dépense par habitant dans la société dans laquelle ils vivent

La production d'énergie de la Région est proche de la moyenne nationale, bien que celle d'énergie renouvelable soit en dessous.

Un des plus gros défis que doit relever la Région dans les prochaines années est celui de la **restructuration de son industrie**. Touchée par la concurrence des pays asiatiques et par la force de l'euro elle a perdu des places sur tous les marchés, national et extérieurs. La stratégie pour relever ce défi dans les prochaines années est une affaire individuelle et des entreprises, mais les

administrations publiques doivent faire en sorte que l'environnement soit le plus favorable possible. La dimension fiscale, de travail, de la formation, des finances et technologique constitue des champs capables d'inspirer de nouvelles actions du prochain programme opérationnel qui aident à ne pas perdre la tradition industrielle des différentes zones de la région ou **districts industriels (clusters) de la Région**. Il n'est pas simple de concevoir la transition de l'économie industrielle (et des services) vers l'économie de la connaissance, mais le rôle de la programmation régional est évident dans cette démarche.

Au dernier sommet de Luxembourg, l'Union Européenne a reconnu le retard qui s'accumule dans l'accomplissement des objectifs de **Lisbonne et Göttenbourg**. Non seulement les indicateurs sont presque figés mais également la croissance économique en Europe. C'est pourquoi, sans renoncer aux objectifs des deux agendas, l'importance immédiate de **croissance et de création d'emploi** a été accentuée, ce que la Région de Valence a su faire, de même que l'ensemble de l'Espagne, au cours des dix dernières années.

Vu le retard dans la mise en œuvre de l'Agenda de Lisbonne au milieu de la période (2000-2010), surgissent les **Programmes de Réforme Nationale** (2005-2008), promus par la Commission, au niveau de l'État Membre. Ils sont une aide précieuse pour atteindre les objectifs de l'Union en termes de cohésion, de croissance et d'emploi.

Les pays définiront les programmes qui s'adaptent le mieux aux circonstances, en exploitant les forces de chacun d'eux et en éliminant les faiblesses. Les réformes sont de trois types: microéconomiques, macroéconomiques et du marché du travail. C'est ainsi qu'il faudra, de la région, surveiller que la politique macroéconomique n'ait pas d'effets négatifs sur elle. Au niveau micro, une **Méthode Ouverte de Coordination** dans lequel sont impliqués les trois niveaux de l'administration a été établie. La politique d'emploi sera marquée par les directives de la **Stratégie Européenne d'Emploi**.

La nouvelle programmation devra prendre en compte une structure institutionnelle plus souple, une réforme dans l'organisation des entreprises, l'investissement en capital humain qui favorisera l'amélioration de l'emploi, sa qualité et sa productivité. La cohésion territoriale interne, l'équilibre entre la côte et l'intérieur, le développement de zones rurales et des districts industriels sont également importants.

La coopération et la coordination entre tous les agents impliqués sont essentielles pour arriver à ce que tous se sentent impliqués (stakeholders).

La nouvelle programmation devra prévoir:

- a) **Nouvelles infrastructures** (voies rapides, accès, polygones) et adaptation de celles qui existent et qui sont déphasées. Elles sont à la base du commerce, du tourisme, de la logistique et du bâtiment résidentiel. Les **investissements en matière hydrique** sont d'une importance vitale pour la Région de Valence, menacée par le processus de désertisation, avec des critères qui combinent la solidarité et la rentabilité. De nouvelles installations portuaires et **installations intermodales** qui constituent une source de développement régional et national. Un transport urbain basé sur un système de transport propre et durable.
- b) **Investissements** pour la protection de **l'Environnement**. La politique énergétique doit être renforcée grâce au développement du plan éolique. L'objectif de Lisbonne est d'atteindre 21 % de génération d'électricité à travers des énergies renouvelables.

- c) **Réorientation de la structure économique de la Région Autonome de Valence.** Pour transformer les secteurs prédominants (les manufacturiers de biens de consommation, le tourisme), il faudra développer des programmes de R+D+i selon la demande de services. L'innovation doit être prioritaire selon les besoins des entreprises.
- d) **Encourager la Société de la Connaissance.** Le transfert technologique doit présider à la programmation de la politique régionale. Les aides aux entreprises doivent se centrer davantage sur des aspects technologiques que sur la réduction de coûts. Augmentation du personnel technique spécialisé pour encourager l'absorption de l'entreprise. Encourager l'usage de **l'Information et de la Communication (TIC)** de l'Administration Publique vers les entreprises, les centres de formation et les familles.
- e) Le secteur public doit subventionner les dépenses en R+D+i en raison de la prédominance des PME. La Région de Valence doit être un moteur complémentaire pour la construction de la Société de la Connaissance, puisqu'elle est la seconde région industrielle d'Espagne. Une plus **grande participation du secteur privé** favorisera la construction de grandes infrastructures scientifiques et la constitution de régions d'excellence scientifique et technique.
- f) Les **investissements en innovation technologique** sont à priorité maximale dans les régions, comme la Région de Valence, qui font partie du groupe de compétitivité. La programmation régionale doit générer un milieu dans lequel la R+D soit considérée comme un outil important pour la concurrence internationale.
- g) La programmation régionale doit considérer comme base et resserrer les liens existants avec le système éducatif et universitaire de Valence et le réseau d'instituts technologiques et les organismes publics ou privés de recherche, d'où surgiront les nouveaux projets, les nouveaux entrepreneurs et les professionnels spécialisés.
- h) Actions qui contribuent à assurer la **transformation des secteurs industriels** (y compris l'industrie touristique) dans des secteurs qui exploitent toute la capacité de l'entreprise actuelle: organisationnelle, de connaissance des marchés, d'expérience internationale, d'utilisation de technologies, d'innovation de produit et de processus de dépassement de soi-même. Il faut considérer la localisation territoriale sous la forme de districts industriels pour tester les nouvelles opportunités d'entreprises.

C'est pourquoi la nouvelle programmation ne devra pas relâcher son attention sur les secteurs moteurs de l'économie de Valence –qui ne sont pas encore ceux de la Société de la Connaissance- et voir s'ils requièrent encore une action spécifique pour éviter d'étouffer leur croissance, comme peuvent l'être la **production d'énergie, les ressources hydriques, la communication aérienne ou terrestre, les infrastructures logistiques**, entre autres. Le nouveau programme opérationnelle devra contribuer à **accélérer la construction de la Société avancée de la Connaissance**, mais sans oublier que ses fondations se trouvent (ou non) dans la propre Région de Valence: dans ses entreprises et chez ses entrepreneurs, dans l'habilité de leurs travailleurs et dans la force et la compétence de ses institutions.

Enfin, les orientations stratégiques de base à l'horizon 2007-2013 apparaissent plus concrètement au chapitre 6 du rapport, intégrées dans les priorités établies par la Commission Européenne pour les régions Objectif de Compétitivité Régionale et Emploi. Pour atteindre les objectifs des Agendas de Lisbonne et Gotenbourg, on accentue l'importance stratégique de l'innovation, la R+D, la formation des chefs d'entreprise et de leurs travailleurs, les nouvelles technologies de l'information et la communication, les infrastructures de communication (routes, chemins de fer, aéroports, ports, centres logistiques), l'environnement et la prévention de risques, le développement et l'utilisation d'énergies renouvelables et, enfin, la formation des travailleurs, l'amélioration de leurs possibilités d'emploi ou l'intégration de groupes défavorisés sur le marché du travail. De même, les priorités de la politique de Développement Rural définie par FEADER sont mises en évidence.